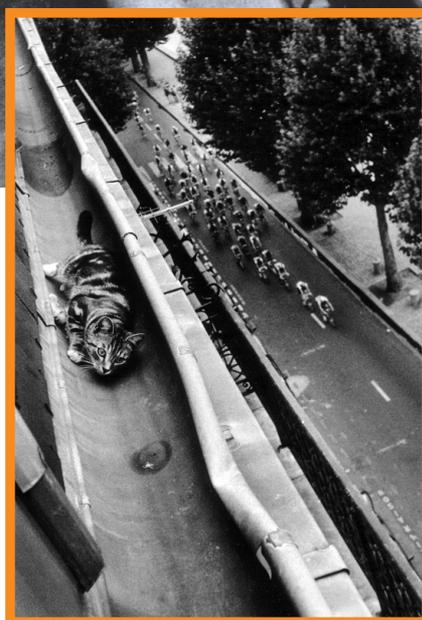
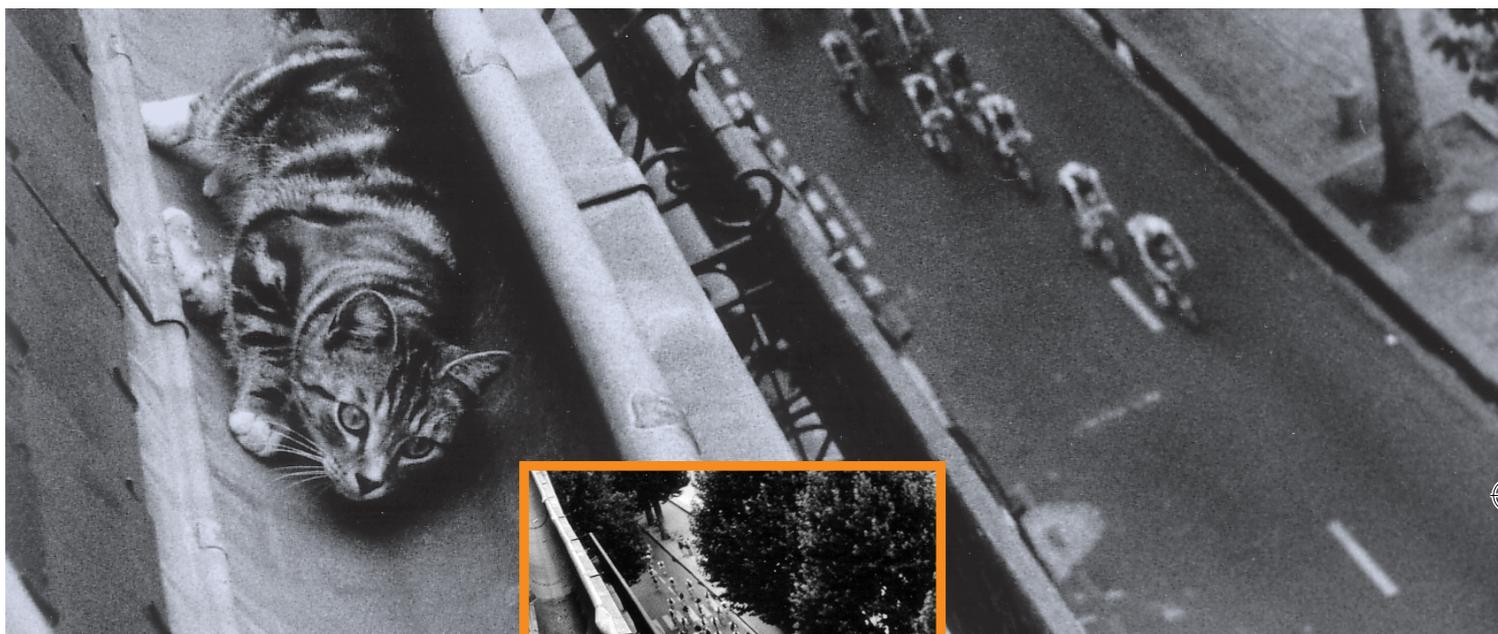


Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche,
l'innovation et la compétitivité
1940-1970



Julie Bouchard

Préface

Pierre Papon

Ancien Directeur général du Cnrs

Information – Communication

Septentrion
PRESSES UNIVERSITAIRES

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche,
l'innovation et la compétitivité
1940-1970

La collection
Information – Communication
est dirigée par
Sylvie Leleu-Merviel

Cet ouvrage est publié après l'expertise éditoriale du comité
Acquisition et transmission des savoirs composé de :

Anne-Marie Berthonneau Lille 3
Jean-Claude Darcheville Lille 3
Catherine Demarey FUPL
Véronique Leclercq Lille 1
Claire Lecomte-Lambert Lille 3
Sylvie Leleu-Merviel Valenciennes
Yves Reuter Lille 3
Marleen Van Peteghem Lille 3

Julie Bouchard

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche,
l'innovation et la compétitivité
1940-1970

Préface de Pierre Papon,
ancien Directeur général du CNRS

Presses Universitaires du Septentrion
internet : www.septentrion.com

Les Presses Universitaires du Septentrion
sont une association de six universités :

- Université des Sciences et Technologies de Lille, Lille 1,
- Université du Droit et de la Santé, Lille 2,
- Université Charles-de-Gaulle – Lille 3,
- Université du Littoral – Côte d'Opale,
- Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis,
- Fédération Universitaire Polytechnique de Lille.

La politique éditoriale est conçue dans les comités éditoriaux.
Six comités et la collection « Les savoirs mieux de Septentrion »
couvrent les grands champs disciplinaires suivants :

- Acquisition et Transmission des Savoirs
- Lettres et Arts
- Lettres et Civilisations Étrangères
- Savoirs et Systèmes de Pensée
- Temps, Espace et Société
- Sciences Sociales

Publié avec le soutien
de l'Agence Nationale de la Recherche
et du Conseil Régional Nord – Pas de Calais

© Presses Universitaires du Septentrion, 2008
www.septentrion.com
Villeneuve d'Ascq
France

En application de la loi du 1^{er} juillet 1992 relative au code
de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire
intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans
autorisation de, l'éditeur ou du Centre Français
d'Exploitation du Droit de Copie (20, rue des Grands
Augustins – 75006 Paris).

ISBN : 978-2-7574-0032-6
ISSN : 1960-3509
Livre imprimé en France

Préface

par Pierre Papon

*Ancien Directeur général du CNRS
Professeur émérite à l'École de physique et chimie de Paris
Président d'honneur de l'Observatoire des sciences et des techniques*

Le retard scientifique et technologique de la France est un thème qui a retrouvé une actualité nouvelle depuis quelques années et qui alimente les controverses politiques. La rhétorique sur ce thème bascule en effet très souvent pour passer d'énoncés sur les caractéristiques de ce retard à des affirmations sur le déclin qui, selon de nombreux analystes et polémistes, menacerait à très court terme de nombreux secteurs de la recherche et de l'industrie françaises incapables de tenir leur rang dans la compétition mondiale. Ce discours est loin de faire l'unanimité, mais on doit bien constater que, relayé par les médias, il a un fort impact sur l'opinion. On doit observer aussi que cette rhétorique du retard et du déclin de la France n'est pas nouvelle et qu'elle a eu une certaine force dans des contextes historiques très différents. Ainsi, après la guerre franco-prussienne de 1870, des voix autorisées (celles de Pasteur et de Renan en particulier) ont dénoncé avec force les carences et les retards de l'Université française dans le développement de la recherche auxquels certains n'hésitaient pas à attribuer la responsabilité de la défaite française. Ce discours sur le retard avait, à l'époque, une incontestable vertu mobilisatrice dans la mesure où il invitait les dirigeants de la Troisième République naissante à investir dans la recherche et l'enseignement supérieur, ce qui fut en partie réalisé. On retrouvera un écho à ce discours dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale lorsque la France, à partir de la fin des années cinquante, se préoccupera de reconstruire son économie et de la moderniser en entreprenant un vaste effort d'investissement dans la recherche et les universités pour reconstituer son potentiel scientifique et technique.

Le discours sur le retard a une incontestable historicité et il était important d'en comprendre à la fois les racines, les motivations et les formulations et c'est à cette tâche que Julie Bouchard s'est attelée dans sa thèse qu'elle publie aujourd'hui en expliquant *Comment le retard vient aux Français*. Julie Bouchard a choisi d'appuyer ses analyses sur l'étude d'une période clé de l'histoire moderne de la société française, celle des années de la reconstruction et de la modernisation du pays au cours des années 1950 et 1960 pour mettre en évidence les formes qu'a prises le discours sur le retard français dans le domaine des sciences et des techniques. Ces deux décennies d'après-guerre ont été marquées par un effort de planification économique sans précédent en France dans lequel la recherche scientifique a occupé une place importante. Comme le montre Julie Bouchard dans son livre, Jean Monnet, l'initiateur de la planification française et qui fut le premier Commissaire au Plan, donnait au Plan la mission d'analyser la situation de l'économie française par comparaison avec l'étranger de façon, en particulier, à « déterminer le retard à rattraper ». Cette rhétorique du retard va caractériser les travaux des commissions du Plan en charge de la recherche scientifique et technique qu'analyse Julie Bouchard, mais aussi un travail en profondeur qu'effectuera, dans les années 1960, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) créée en 1958, sur les risques que pouvait faire courir à l'Europe et à la France le retard de la recherche européenne sur la recherche américaine : l'Europe était menacée d'une véritable "colonisation économique" par le dynamisme américain (un discours que l'on retrouve aujourd'hui dans un autre contexte...).

Julie Bouchard montre bien que les énoncés sur le retard dans le discours des scientifiques, des responsables administratifs et des rares politiques qui s'en préoccupaient à l'époque, constituent une véritable force mobilisatrice car ils visent à mettre fin à ce que beaucoup considèrent alors comme un déclin marqué de la recherche française et à réaliser une modernisation en profondeur de la société française à travers l'expansion de la recherche. Il apparaît ainsi très clairement dans l'analyse des rapports des Commissions du Plan et des travaux de la DGRST, que le retard de la recherche française est perçu dans plusieurs dimensions. Non seulement le discours sur le retard est fondé sur un état des lieux (l'insuffisance des investissements), une description que l'on pourrait qualifier de "technocratique", mais il se réfère aussi à la situation des différentes disciplines et à leur "interdépendance" : tout retard dans une discipline (la physique par exemple) ralentissant le développement des autres secteurs de la recherche (la biologie par exemple) car la science "moderne" est caractérisée par

une interdépendance croissante des disciplines (on parlerait aujourd'hui d'interdisciplinarité). Julie Bouchard montre aussi que le discours sur le retard a pris une dimension géographique de plus en plus importante car on a comparé la situation française à celle d'autres pays et en particulier à celle de la recherche outre-atlantique (la comparaison avec l'Allemagne était un exercice obligé avant 1914). Dans les années 1960, les travaux de l'OCDE sur les statistiques de la recherche qui ont conduit à la publication du manuel dit de Frascati sur les indicateurs de science et de technologie ont donné des bases quantitatives sérieuses à ces comparaisons internationales ; ils ont été à l'origine, en particulier, du débat récurrent sur les écarts technologiques entre l'Europe et les USA.

On lira avec un très grand intérêt le livre de Julie Bouchard car il a le mérite de donner toute sa dimension historique au débat actuel sur le retard scientifique et technologique français et européen en montrant à la fois qu'il a une vertu mobilisatrice (investir dans la R & D et réaliser des réformes) et qu'il a besoin de s'appuyer sur des analyses et des faits que des indicateurs contribuent à mieux fonder. En s'appuyant sur un ensemble de textes très divers (rapports officiels, articles, livres divers), Julie Bouchard montre bien que le discours sur le retard s'est construit au fil des années en se nourrissant d'analyses et d'observations approfondies des acteurs eux-mêmes. En nous montrant *Comment le retard vient aux Français*, Julie Bouchard fait incontestablement œuvre utile car au-delà de son analyse précise du rôle qu'a pu jouer le concept de retard pour mobiliser les forces modernisatrices de la planification française, elle met en évidence les grands enjeux économiques, sociaux, politiques et communicationnels (la force des discours) qui sont aujourd'hui au cœur des débats sur les relations complexes entre les sciences, les techniques et la société.

Remerciements

Ce manuscrit est la version d'une thèse de doctorat en « Science, technologie, société » soutenue au Conservatoire national des arts et métiers en 2004. Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance au Professeur Geneviève Schméder qui a dirigé mon travail pendant ces années enthousiasmantes et difficiles. Je remercie aussi vivement les Professeurs Jean-Jacques Salomon et Claire Salomon-Bayet qui ont été d'un soutien intellectuel et moral sans faille, ainsi que les membres du jury (Catherine Bertho-Lavenir, Bernard Guibert, Baudouin Jurdant, André Lebeau) qui ont accepté d'engager le dialogue avec moi lors et après la soutenance. Avant et après la soutenance encore, les échanges fréquents avec Benoît Godin, dont le travail sur l'histoire et la sociologie des statistiques sur la science et la technologie tombait à point nommé, ont été des plus précieux.

Pour avoir été les voix d'entretiens souvent longs, je tiens à remercier Madame Marie-Thérèse Cornette ainsi que Messieurs Pierre Aigrain †, Rémi Barré, Daniel Boy, Jacques Bravo, Michel Callon, Pascal Colombani, Hubert Curien †, Jacques Ducuing, Thierry Gaudin, Philippe Larédo, Philippe Lazar, Jean-Yves Le Déault, Jean-Claude Lehmann, Roland Morin, Pierre Papon, Pierre Piganiol † et enfin, André Staropoli. Ces entretiens ont été conçus et réalisés avec mon collègue sociologue et ami Bernhard Nievergelt.

Pour leur collaboration à la collecte des données et à la consultation d'archives, je remercie Madame Ghislaine Bidault et ses collaborateurs à la Mission des archives nationales « Recherche » et au Centre de documentation du Ministère délégué à la recherche.

Ce travail de recherche connaît aujourd'hui un deuxième élan avec sa publication qui a été rendue possible grâce au soutien d'Yves Jeanne-
ret et à celui de Sylvie Merviel qui l'a accueilli aux Presses uni-
versitaires du Septentrion dans la collection « Information-communi-
cation ». Qu'ils soient aussi tous les deux remerciés, ainsi que Pascal
Froissart qui a suivi et partagé les étapes d'un très long cheminement.

Table des matières

Préface	7
Remerciements	11
Table des matières	13
Table des encadrés et des tableaux.....	xvi
Table des graphiques et des figures	17
Introduction.....	19
a. La question du retard	23
b. La question du discours.....	25
c. La question du déclin.....	29
d. Structure et contenu de l'ouvrage	33

Première partie



Histoire & historicité

Chapitre I. Tardophilie et tardophobie	41
a. Récits de renforcement, récits d'atténuation	43
b. Une historiographie économique sous tension.....	47
c. La France qui tombe ou la réactualisation médiatique des controverses historiques	61
d. Synthèse	66
Chapitre II. L'invention du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement	69
a. Le discours sur le retard n'existe ni de tout temps ni avec la même intensité au cours des siècles.....	72
b. XVII ^e siècle, un mot qui « n'est pas fort beau » et dont l'emploi est limité	74

c. XVIII ^e siècle, une abstraction constitutive de la philosophie du progrès.....	76
d. XIX ^e siècle, de la perfectibilité et du retard en tout et par rapport à tout	85
e. XX ^e siècle, la compétition, l'économie et le comparatisme géographique	90
f. Synthèse	93
Chapitre III. Retard et planification, un engendrement mutuel	95
a. L'avènement de la planification.....	98
b. L'ambition de la planification : reconstruire, moderniser, inciter.....	104
c. La planification de la recherche en question	110
d. Synthèse	125

Deuxième partie



Analyse du discours sur le retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960

Chapitre IV. Une rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres.....	129
a. Rareté du mot "retard" dans la planification.....	130
b. Les énoncés sur le retard sont des énoncés parmi d'autres	133
c. Une rhétorique de l'insuffisance et du changement.....	135
d. Synthèse	139
Chapitre V. Retards thématiques et régimes de normativité	141
a. Thématiques du retard	142
b. Le retard en quatre régimes de normativité.....	152
c. Synthèse.....	173
Chapitre VI. La rupture entre les années 1950 et 1960, de la modernisation à la concurrence internationale.....	177
a. Années 1950, la grandeur passée, le risque de compromettre l'avenir et la modernisation.....	178
b. Années 1960, la concurrence internationale	181
C. Synthèse.....	203

Troisième partie


 L'institutionnalisation
 de la comparaison géographique

Chapitre VII. L'ocde, acteur de la comparaison internationale	207
a. Les missions de productivité	209
b. L'analyse "ocdéenne" des disparités scientifiques et technologiques entre l'Europe et les États-Unis	218
c. Synthèse	235
Chapitre VIII. La création des outils de comparaison	237
a. Cinq inventaires, de la Première à la Deuxième Guerre mondiale	241
b. L'inventaire des ressources scientifiques et techniques dans un contexte civil après la Seconde Guerre mondiale, une longue prévalence	253
c. Le Manuel de Frascati de l'ocde, les statistiques et la comparaison internationale	263
c. Synthèse	271
Conclusion	273

Annexes

Annexe 1. Énoncés sur le retard (corpus complet)	285
1954	285
1957	286
1962	287
1966	289
Annexe 2. Historicité du retard. Liste des dictionnaires consultés	295
Annexe 3. Les missions de productivité. Exemple de rapport	297
Bibliographie	301
1. Auteurs	301
2. Auteurs institutionnels	312
3. Sources primaires (archives publiques)	315
Index	319

Table des encadrés et des tableaux

Encadré 1. La mentalité conservatrice du <i>French businessman</i> , selon Landes (1949)	44
Encadré 2. Retard français : un « faux problème », selon Cameron (1970)	46
Encadré 3. Discontinuité rostowienne vs. continuité de la croissance économique française.....	58
Encadré 4. L'empirisme de la chute, selon Baverez (2003).....	64
Encadré 5. La chute ? Contre-évaluations	64
Encadré 6. La marche inégale du progrès, selon Turgot (1750).....	81
Encadré 7. L'« espèce d'échelle » que grimpent les nations, selon Turgot (1767)	84
Encadré 8. L'« ardente obligation » et l'« égide de la science » : le Plan, selon le Général de Gaulle (1961)	109
Encadré 9. La « politique des cerveaux » et le régime de normativité de l'interdépendance	159
Encadré 10. Pénurie et réforme de l'enseignement supérieur : critique et plaidoyer dans les années 1950	161
Encadré 11. Alerte sur le déséquilibre scientifique et technologique entre l'Europe et les États-Unis.....	190
Encadré 12. "Retard", « avance », « disparité », « gap » ou « écart » dans un premier essai de comparaison statistique internationale	268

Table des graphiques et des figures

Figure 1. Évolution de l'usage du mot "retard" sur cinq siècles (XV ^e -XX ^e siècle)	73
Figure 2. Nombre moyen de pages entre deux occurrences du mot "retard" dans les rapports des Commissions de la recherche scientifique et technique entre 1954 et 1993	131
Figure 3. En 1953 ou 1958, dans les rapports de Commission, le retard est perdu au milieu de la page	133
Figure 4. En 1953, dans les Plans, le retard est aux places d'honneur	134
Figure 5. Tableaux statistiques comparant le nombre de diplômés, le taux d'encadrement, et le taux de chercheurs, selon les pays	163
Figure 6. Explosion de l'usage géocomparatiste du retard entre 1954 et 1993	165
Figure 7. La productivité mise en scène : l'obtention d'un « Oscar de la productivité » comme argument publicitaire. Exemple de Saviem en 1960	211
Figure 8. L'Amérique et l'Europe de la recherche comparées. Extrait d'un rapport de missions d'assistance technique réalisées en 1951 et 1952 en Europe et aux États-Unis	216
Figure 9. Les instruments de la « mobilisation scientifique » (1938) : la Fiche individuelle	247
Figure 10 (a, b). La « Mobilisation scientifique » en action : « Requis par le centre » ou « MOB »	248
Figure 11 a et b. La « Mobilisation scientifique » en action : « N. M. » et « D. M. »	249
Figure 12. La « Mobilisation scientifique » en action : le spécialiste en « sociologie religieuse » est « MOB »	250
Figure 13. La « Mobilisation scientifique » passe par le recensement des laboratoires	251
Figure 14 (a, b, c). Questionnaires (1962), entre recensement et statistiques des premières enquêtes de la DGRST	258
Figure 15. Questionnaires (1962)	262

Figure 16 (a, b). Apparition d'une nouvelle figure rhétorique (1966) : les tableaux comparatifs sur les dépenses comparées de R & D	270
Figure 17. Analyse de presse : la France, le tiers-monde, le fossé, le retard	280

Introduction

Ces dernières années, la situation de la recherche scientifique française connaît une certaine fortune médiatique. En 2004 par exemple, une pétition est lancée chez les chercheurs, qui retient bientôt l'attention publique. Signée sur Internet par des dizaines de milliers de personnes¹, le texte émane d'un « collectif » de chercheurs qui met le gouvernement en demeure de « sauver la recherche ». La réussite, en apparence tout du moins, est grande : sous la pression, 300 millions d'euros sont débloqués et 1 000 postes créés moins de trois mois plus tard.

Le terme de “retard” n'apparaît pas dans le texte soumis à pétition bien que, dès le premier paragraphe de la pétition, la comparaison géographique soit mise à l'honneur : « *les pays qui ne maintiendront pas un outil de recherche d'excellence seront incapables de suivre l'accélération de l'évolution économique associée à la production des connaissances*² ». Le retard n'est pas loin : il est tapi dans les réactions qu'ont suscitées et la pétition et le bouillonnement médiatique qui s'en est suivi. À commencer par la réaction personnelle du Président de la République, Jacques Chirac, dans une lettre ouverte envoyée au collectif :

« Mais nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis car la France et l'Europe ont pris du retard. C'est pourquoi j'ai souhaité en janvier dernier que la politique de recherche de notre pays soit relancée à travers une nouvelle loi d'orientation et de programmation³ ».

-
- 1.- En octobre 2004, on lisait sur le site dédié à la signature de cette pétition que 75 000 personnes avaient signé « la pétition » (sous-entendu : pour chercheurs), et 248 000 autres avaient signé « la pétition des non-chercheurs », soit 23 % et 77 % respectivement.
 - 2.- Collectif “Sauvons la recherche”, 2004. « Lettre ouverte au gouvernement ». *La recherche en danger*. Disponible sur http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=147 (consulté le 1^{er} décembre 2007).
 - 3.- Jacques Chirac, 18 mars 2004. *Réponse du Président de la République à « Sauvons la Recherche »*. Reproduite sur le site de l'association « Sauvons la recherche », http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=714 (consulté le 1^{er} décembre 2007).

Le retard fait là son entrée dans le débat, sans y avoir été invité de prime abord. Alors que le problème initialement posé concernait la recherche, la politique de la recherche, et même la discussion d'une bonne politique de la recherche, on voit sourdre une "petite musique du retard" en arrière-plan de la cacophonie sur l'efficacité politique.

Dans les comptes-rendus que font les journalistes sur la situation française de la recherche, le retard est en effet sinon présent du moins sous-jacent, et presque toujours dans le sens d'une comparaison de la France avec les pays voisins. Quatre exemples parmi tant d'autres, choisis dans la presse française :

« Mais ce ballon d'oxygène ne suffit pas à sortir de l'asphyxie financière. Et encore moins à rapprocher la France de l'objectif – qui est celui de toute l'Europe – de consacrer 3 % de son PIB à la recherche et au développement, afin de combler son retard sur les États-Unis et le Japon, mais aussi sur d'autres pays comme l'Allemagne⁴ ». – « Alors que l'Amérique, le Japon et d'autres pays européens misent résolument sur la science et la technologie, la France prend un retard inquiétant⁵ ». – « La France est aujourd'hui l'un des seuls pays développés à ne pas accentuer son investissement dans la recherche. Par ailleurs les militaires, les transports et le nucléaire raflent l'essentiel de l'effort consenti par la collectivité. Du coup, nous avons pris un retard considérable dans les domaines aujourd'hui les plus porteurs en termes d'emploi et de croissance : les nouvelles technologies de l'information, les biotechnologies et, plus récemment, les nanotechnologies⁶ ». – « Les Européens se sont fixé pour objectif d'y affecter 3 % de leur produit intérieur brut afin de combler leur retard sur les États-Unis⁷ ».

La petite musique du retard est-elle réservée aux politiques et aux journalistes ? Il ne manque pas non plus de directeurs de recherche et de professeurs des universités, pour gloser sur le retard de la France :

« La France a toujours eu une politique de valorisation de sa recherche trop timide pour être compétitive par rapport à bien d'autres pays. Nous essayons de rattraper ce retard depuis plusieurs années et c'est heureux⁸ ». – « Maintenir le niveau 2004, qui a pourtant conduit à la stagnation voire à la baisse des crédits des formations et à un retard sur le mi-lourd, nécessite donc 300 mE. (...) 100 mE (de l'ordre de grandeur des CP de l'INSERM) de choix disciplinaires, par exemple pour commencer à rattraper le retard d'investissement en biologie, médecine (secteurs où le coût de la recherche a le plus monté), en environnement, et pour les laboratoires d'autres disciplines qui y

4.- Pierre Le Hir, « Des chercheurs mobilisés contre la politique d' "abandon" de l'État », *Le Monde*, 11 janvier 2004.

5.- Pierre Le Hir, « La recherche française dans la spirale du déclin », *Le Monde*, 12 mars 2003.

6.- Michel de Pracontal et Véronique Radier, « Recherche : l'info et l'intox », *Le Nouvel observateur*, 15-24 mars 2004, p. 107.

7.- Arnaud Parmentier, « La Commission veut doubler le budget de l'Union consacré à la recherche », *Le Monde*, 12 avril, 2004.

8.- Pierre Tambourin, « La mort lente et programmée du CNRS », *Les Échos*, 12 janvier 2004. Disponible sur le site de l'association « Sauvons la recherche », http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=267 (consulté le 1^{er} décembre 2007).

contribuent⁹ ». – « On touche alors effectivement au problème du financement global de la recherche (au niveau du fonctionnement, de l'équipement, voire des salaires) qui est bel et bien le point où nous sommes en retard par rapport aux autres pays¹⁰ ».

Dans les contributions aux débats ou les commentaires, on observe que la douce mélodie du retard s'insinue. S'il fallait donc prouver l'actualité du thème du "retard" en France, il n'y aurait qu'à se pencher sur les événements de 2004... ou même suivre régulièrement les discours sur l'état de la recherche française qui ont succédé jusqu'à aujourd'hui, de Ségolène Royal à Nicolas Sarkozy...

« Innovation, création d'entreprises, dépôts de brevets, transfert de compétences et de technologies, recherche finalisée, recherche coopérative publique et privée, diffusion des avancées dans la société : dans ces domaines, notre pays prend chaque année un peu plus de retard. (...) Nos PMI/PME, trop petites, mal dotées, peu accompagnées par la commande publique ne peuvent répondre aux défis de l'innovation. Mais pour moi, ce retard n'est pas une fatalité ! »¹¹

« En matière de T.I.C., la France et l'Europe ne sont pas en déclin, mais elles sont en retard, très en retard. En retard d'abord sur l'équipement. Malgré l'effort de rattrapage fait ces derniers mois, une trop grande partie de nos territoires reste à l'écart d'une vraie couverture en téléphone mobile, wifi et haut débit. (...) En retard sur les métiers et les filières. 50 % de ceux qui travaillent dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ont des qualifications qui n'ont pas de rapport avec ces techniques. (...) En retard sur le soutien et le financement de nos entreprises innovantes. (...) En retard enfin et surtout sur la compréhension des enjeux du développement des T.I.C. (...) C'est dire l'importance qu'il y a à ce que nous rattrapions notre retard. »¹²

À gauche comme à droite, aujourd'hui comme hier, le retard est une thématique récurrente. Le procédé est-il nouveau ? C'est l'une des questions qui sera posée au cours de ce livre, et qui obligera à entreprendre un voyage historique dans les années de mise en place de la politique de la recherche en France – ces mêmes années glorifiées par les membres du collectif :

9.- Henri-Édouard Audier, « Quelle programmation de la recherche jusqu'en 2010, quel budget 2005 ? ». Disponible sur le site des États généraux de la recherche, campus CNRS de Gif-sur-Yvette. Disponible sur <http://www.etats-generaux.cnrs-gif.fr/doc/unmillia.rtf> (consulté le 1^{er} décembre 2007)

10.- Jean-Louis Barrat, 25 mars 2004. « Pourquoi ne parle-t-on pas des 2 000 postes de MCF ? » Disponible sur http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=831 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

11.- Ségolène Royal, *Discours de Strasbourg*, 16 février 2007. Disponible sur www.desirsdavenir.org/actions/generate_pdf.php?id=204 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

12.- Nicolas Sarkozy, « Société de la connaissance : la nouvelle frontière ». *Convention pour la France d'après*. Paris - Maison de la Mutualité. 4 octobre 2006. Disponible sur www.u-m-p.org/site/index.php/ump/s_informer/discours/convention_de_l_ump_sur_la_recherche_et_l_enseignement_superieur_4_octobre_2006 (consulté le 1^{er} décembre 2007)

« Nous demandons au Ministère de la recherche que soit mise en chantier dans les plus brefs délais la préparation d'ASSISES NATIONALES DE LA RECHERCHE, dont l'exemple pourrait être le colloque de Caen qui fut à l'origine du renouveau spectaculaire de la recherche française dans les années 60¹³ ».

La bronca des chercheurs de 2004 s'articule en effet autour de nombreuses références aux années 1950 et 1960, non seulement célébrées dans le texte de la pétition, mais colorées par les discours des acteurs de la période ou d'aujourd'hui. Ce retour en arrière n'est pas sans explication : on procède au même moment à la commémoration des quarante ans écoulés depuis la création de la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique et technique). Une journée d'études s'est tenue le 7 avril 2001, qui a réuni acteurs, savants, intellectuels et administrateurs de la recherche, contemporains ou historiques. Ce rassemblement d'acteurs a donné lieu à de multiples témoignages sur la situation passée et actuelle de la recherche et à leur publication dans deux ouvrages, dont l'un est préfacé par la Ministre de la recherche et des nouvelles technologies¹⁴.

Du coup, la période du Colloque de Caen et des années où la DGRST gère tout un pan de la recherche française revient sur le devant de la scène. Mieux, les deux décennies d'après-guerre sont volontiers décrites comme l'âge d'or d'une « *volonté politique* » et d'une « *mobilisation collective* », et son absence aujourd'hui est vue par d'aucuns comme l'une des sources des tumultes actuels de la recherche scientifique. Par exemple, l'historien Vincent Duclert, estimant que « *l'usage du passé dans [le combat contemporain] est ici légitime* », analyse la période du Colloque de Caen et de la DGRST, et en déplore aujourd'hui sa perte comme de l'essence même de la politique de la recherche :

« Alors que la politique de recherche est fondamentalement intellectuelle, elle fait l'objet d'une pensée techniciste et segmentée qui l'empêche d'exister comme projet public mobilisateur. Alors qu'elle est fondamentalement interministérielle, elle est aujourd'hui confiée à un ministère dont le pouvoir ne dépend que de la bonne volonté – rare – des deux têtes de l'exécutif. Alors qu'elle est fondamentalement politique, elle est délaissée par les responsables politiques de gauche et de droite¹⁵ ».

La pertinence d'une approche croisée de l'histoire d'une thématique – le retard en France – et de l'histoire d'une époque sinon d'une structure – des années 1940 aux années 1970 – prend du poids grâce au

13.- Collectif "Sauvons la recherche", 2004. « Lettre ouverte au gouvernement ». *Op. cit.*

14.- Vincent Duclert et Alain Chatriot (dir.), *Quel avenir pour la recherche ? Cinquante savants s'engagent*. Paris, Flammarion, 2003, 348 p. – Nicolas Tenzer (dir.), *Le Banquet*, n^{os} 19-20 (janvier), 2004, numéro double de la revue du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), 585 p. – Alain Chatriot et Vincent Duclert, *Le gouvernement de la recherche*. Paris, La Découverte, 2006, 428 p.

15.- Vincent Duclert, « La recherche, un enjeu national », *Libération*, 13 janvier 2004.

rapprochement que les acteurs mêmes font entre les deux thèmes. Cela montre l'actualité du questionnement, et, pour partie, sa pertinence sociale, mais la motivation pour engager à l'échelle de la longue durée un travail sur la rhétorique du retard dans la politique française de recherche trouve ici sa source ailleurs, dans une double mise à plat : mise à plat, premièrement, de la posture évaluative dominante dans le champ des sciences sociales qui conduit à la proposition d'une analyse du discours sur le retard en tant que tel ; mise à plat, deuxièmement, du discours sur le retard dans le but d'en expliciter, dans une perspective foucauldienne, les conditions historiques de production et le(s) contenu(s) en portant attention aux permanences et aux transformations de ceux-ci dans le temps¹⁶.

a. *La question du retard*

L'analyse du retard dans la politique de la recherche nécessite avant toute chose de poser la question du retard "tout court". C'est l'objet d'un développement complet dans le premier chapitre de ce livre, mais on peut la prendre dès le début afin d'éviter de suite tout malentendu. La posture évaluative, celle qui consiste à mesurer le retard, à en chercher les causes et à en comprendre les conséquences est surabondante en sciences sociales. Aussi disons-le d'emblée : nous ne chercherons ni à mesurer un quelconque retard entre des pays ou des individus ; ni à proposer une quelconque unité de mesure, temps, valeurs, ou points de pourcentage ; ni même à déceler les sources de ce retard.

Il nous parut en effet sinon vain du moins peu pertinent, intellectuellement mais aussi socialement, d'ajouter encore à l'immense vague évaluative, malgré une demande sociale forte (que l'on retrouve dans les médias, les discours des pouvoirs publics, ceux des groupes de pression, les essayistes, etc.). La raison en est simple : au-delà des problèmes techniques que poserait une telle mesure, le fait de mesurer empêche probablement de poser la question de la pertinence de la mesure et du problème qui lui est associé. Or c'est précisément cet aspect de la question que nous avons exploré. Nous avons voulu revenir sur les travaux des historiens, en particulier des historiens de l'économie, qui n'ont pas manqué de se saisir du problème : ceux que François Furet qualifie d'« *habitué [s] par excellence, à l'idée des écarts mesurables entre nations, et entre zones inégalement sensibles à une même*

16.- Michel Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1966 ; *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard, 1971.

conjoncture, ou répondant diversement à des conjonctures décalées dans le temps¹⁷ » ; ou ceux que l'on qualifie de "révisionnistes" (sans rapport avec le révisionnisme politique) pour leur projet depuis les années 1960 de la révision des « *vues longtemps dominantes concernant un développement économique et social français aux XVIII^e-XX^e siècles dit retardé, entravé, raté parce que bloqué*¹⁸ ». En fait, l'historiographie en matière de retard propose le plus souvent un jeu à somme nulle : évoque-t-on l'idée d'un retard français qu'immédiatement on est saisi par l'évocation des « *dynamismes qui l'avaient emporté de manière récurrente sur les inerties*¹⁹ ». Convoque-t-on "le modèle", "l'exemple" ou "le cas" de tel ou tel pays, que déjà la méfiance surgit devant la perspective d'un modèle à suivre arguant que « *toute nation est autre*²⁰ », ni supérieure ni inférieure aux autres pays, ni condamnée à imiter un quelconque *one best way*. En appelle-t-on aux mentalités, au poids de l'État, aux structures, que l'on peut décliner à l'envi les analyses qui démontrent qu'à une même cause correspondent plusieurs effets, que l'État peut être « *vecteur à la fois d'archaïsme et de modernité* », que les entreprises privées et publiques disposent de « *ressources d'adaptation et de forces d'expansion* », que les banques les plus conservatrices savent « *parfois aider la modernisation libérale* », etc.²¹ D'aucuns ainsi sont conduits au scepticisme, à la manière d'Ezra Suleiman :

« *Au fil des années, du fait de mes navettes fréquentes entre l'Amérique et la France, j'ai appris à accueillir avec un certain scepticisme les cris d'alarme sur l'état chaotique de la France, et notamment sur l'annonce de sa fin prochaine. (...) Qui peut nier par exemple que la France s'est dotée en politique d'institutions démocratiques stables et acceptables par la majorité de ces citoyens ? Que son système économique, malgré tous ses défauts, a fait d'elle l'une des nations les plus riches du monde*²² ? »

Devant « *les cris d'alarme sur l'état chaotique de la France* », l'Américain francophile finit par appliquer une certaine forme de sagesse, ou de scepticisme, à son objet. La France y apparaît moins « *bloquée* », pour reprendre l'expression de Michel Crozier²³, qu'elle n'y paraît. Seule-

17.- François Furet, « L'histoire quantitative et la construction du fait historique », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 1, janvier-mars 1971, pp. 63-75. Texte partiellement reproduit in Michel Margairaz, *Histoire économique, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Larousse, coll. « Textes essentiels », 1992, p. 621.

18.- Jean Bouvier, « Libre propos autour d'une démarche révisionniste », in Patrick Fridenson et André Straus (dir.), *Le capitalisme français XIX^e - XX^e siècle, blocages et dynamisme d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987, p. 11.

19.- Jean Bouvier, *op. cit.*, p. 13.

20.- Jean Bouvier, *ibid.*

21.- Patrick Fridenson & André Straus (dir.), *Le capitalisme...*, *op. cit.*, pp. 7-9.

22.- Ezra N. Suleiman, *Les ressorts cachés de la réussite française*. Paris, Seuil, 1995, p. 10.

23.- Michel Crozier, *La société bloquée*. Paris, Seuil, coll. « Points Politique », 1984 (1970), 241 p.

ment, on reste là dans la posture évaluative qui immobilise tout raisonnement sur les diagnostics, et sur la pertinence de les poser.

Souhaitant échapper à la posture évaluative, on a préféré historiciser le questionnement. Dit-on que la France de la recherche est-en retard ? Regardons depuis quand ; et, si l'historicité du concept peut être établie, tranchons : est-ce depuis que la France est *effectivement* en retard (un retard de fait), ou est-ce depuis que l'on applique le concept de retard pour analyser une situation que l'on cherche à dénoncer (un retard de discours) ? Dès lors, l'historicisation du discours sur le retard fait quitter l'univers du retard pour entrer dans celui du discours sur le retard, de l'objet "la réalité du retard" à l'objet "le discours sur le retard" : « *il n'y a pas d'essence, de discours dont l'inscription dans l'histoire serait accessoire* », de discours qui serait dépouillé de « *l'énergie vivante du sens* », ainsi que l'a écrit Dominique Maingueneau²⁴. Cela justifie aussi le recours à la notion de rhétorique que la dimension historique pénètre d'une double manière, sans que ne se sépare jamais tout à fait l'une de l'autre : l'histoire spécifique du retard comme rhétorique ou discours destiné à agir sur le monde et l'histoire générale dont le recours effectif à la rhétorique du retard fait partie.

b. La question du discours

Affirmer que le retard puisse être une rhétorique ne signifie donc ici nullement que les diagnostics posés soient faux, ce qui reviendrait à verser dans un positivisme qui méprise précisément la rhétorique parce qu'elle serait opposée à la quête de la vérité – ce à quoi la "Nouvelle rhétorique" s'oppose absolument²⁵. Au contraire, retards et rhétoriques du retard peuvent être tout à la fois justes et posés en des formes qui conviennent. L'analyse du retard comme une rhétorique éloigne l'idée normative et naïve du discours comme une simple représentation de la réalité ou de la pensée (idée contre laquelle Gregory Bateson après beaucoup d'autres arguait qu'il n'y a rien de quinquéiforme dans le mot "cinq") tout comme elle délaisse le mythe de la parole libre et désincarnée qui négligerait de prendre en compte ce sans quoi le discours ne peut devenir effectif²⁶. L'angle rhétorique

24.- Dominique Maingueneau, *Genèse du discours*. Liège, Pierre Mardaga, 1984, p. 31 et p. 9.

25.- Chaïm Perelman, *L'empire rhétorique. Rhétorique et argumentation*. Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1997 (1977), 194 p.

26.- Sur la critique d'une efficacité a-situationnelle, a-contextuelle ou a-sociale de la langue voir notamment A. H. Gardiner, *Langage et acte de langage. Aux sources de la pragmatique*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989, (trad. *The theory of speech and language* [1932, 1951]),

marque bien l'éloignement par rapport aux analyses positives, mais non le passage du côté des anciens traités philosophiques de rhétorique. Ici, la rhétorique n'est pas uniquement un point de vue sur la surface des choses, sur le style²⁷ pas plus qu'elle n'oppose aux discours de sens commun un éclairage "scientifique" ou "objectif", comme le ferait un spécialiste ou l'un de ses commentateurs. Le retard analysé péjorativement comme une "illusion", une "idéologie", une "angoisse", une "fascination", un "intérêt", etc., mènerait à l'établissement d'une distinction trop simple dans ce cas entre le "faux" et le "vrai", le "discours" et la "réalité", la "croyance" et la "vérité"²⁸. Même pour l'objet "discours sur le retard", la posture évaluative est toujours là, prête à servir.

Au contraire, il nous semble que l'objectivation des retards, l'examen des disparités, la recherche des causes et l'analyse des conséquences de ces disparités, la comparaison entre nations ou autres zones géographiques, celle entre les entreprises ou les secteurs, présents dans tel ou tel rapport ou étude, diffusés par tel ou tel média, etc., sont autant d'éléments qui ne décrivent pas simplement la réalité du retard mais qui en font partie, qui lui sont constitutifs. Sans la langue, sans la mesure, sans la statistique, sans l'institution idoine, sans des acteurs mobilisés autour du "problème", sans la médiatisation du discours, la conscience subjective de la réalité ne s'estompe pas, mais bien la réalité elle-même du retard. Songerions-nous un instant à évoquer le retard technologique des Dogons ? Cela apparaîtrait comme une absurdité, non qu'il ne correspondrait pas à une réalité objective, à un "fait", non aussi que les Dogons eux-mêmes n'en auraient pas encore "pris conscience", mais parce que ni les Dogons ni les responsables d'organismes internationaux ne se retrouvent engagés, plus ou moins directement, dans pareil discours.

On l'aura compris : l'objet de ces pages est donc le retard comme "fait de discours", pour reprendre un terme de linguiste, qu'on abordera, en abandonnant l'interprétation subjective fondée sur une appropriation du discours pour chercher à atteindre une interprétation objective où l'analyste neutralise sa personnalité pour s'en tenir aux indications données par le discours, sachant, dans un mouvement ré-

308 p. ; Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard, 1982, 243 p.

27.- Comme exemple d'une analyse rhétorique portant sur la « surface » des choses, suivant le terme utilisé par l'auteure, voir Deirdre N. McCloskey, *The Rhetoric of Economics*. Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1988 (1985), 223 p.

28.- Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines et sociales », 1997, 286 p.

flexif, où il se situe, ce qu'il fait et pourquoi il le fait²⁹. N'est établie ici ni démonstration des "archaïsmes", ni preuve des "modernismes", ni glose sur un pathos collectif ou une angoisse française. À cette enseigne, le discours sur le retard n'est pas un phénomène purement "franco-français" assimilable, par exemple, à un complexe ou à une obsession nationale. Il n'est en effet qu'à observer tous les pays et instances géopolitiques qui, depuis le milieu des années 1990, se sont inquiétés et s'inquiètent de leur retard en matière de technologies de l'information. En ce domaine, le "retard français" coexiste avec le "retard québécois", le "retard belge", le "retard européen", le "retard latino-américain"³⁰, etc. Dans un autre domaine, celui des biotechnologies, on voit simultanément l'existence d'un "retard français" et d'un "retard suisse", notamment. Le déploiement du discours sur le retard dans des unités géopolitiques multiples – régionales, nationales ou continentales – des moins développées au plus développées, nous éloignent des interprétations à tendance singularisante du discours sur le retard français. Le discours sur le retard n'est pas une particularité française. Il est une des manifestations singulières d'un discours plus généralement répandu.

Aborder le problème du retard est donc aussi une invite, en empruntant la formule de Charles Péguy, à « *regarder la France comme si on n'en était pas*³¹ ». Autrement dit, en aucune façon notre regard n'est attisé par le feu d'une indignation quelconque qui oscillerait entre deux pôles symétriquement opposés : critique de la société française au nom du "modernisme" ou du "capitalisme" ou de "l'efficacité de la recherche" et critique de l'idée d'un *one best way* au nom du particularisme socio-économique, au nom d'un capitalisme "autre". Non, c'est plutôt la prise en compte de nos propres limites de « *lettrée de cabinet* » ainsi que s'exprime joliment Jean Bouvier.

« Nous ne sommes que des clercs : des enseignants ayant reçu l'ordination, et des lettrés de cabinet. À l'aise devant nos livres, étrangers à toute décision, nous voici souvent impatients devant les acteurs de l'histoire économique. Nous ne les jugeons pas assez dynamiques à notre goût. Non seulement nous recherchons des logiques et des rationalités là où les acteurs (les "agents") ont avancé à tâtons ; mais nous les houspillons volontiers, d'autant mieux qu'ils ne peuvent rien rétorquer. Nous dénonçons leurs lenteurs, inerties, craintes, pusillanimités... Il y a chez nous, et chez les écono-

29.- Voir Paul Ricoeur, *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*. Paris, Seuil, coll. « Point », 1998 (1986), 452 p.

30.- Kanashiro, M. M. & R. Evangelista, « Science, Communication and Society in Brazil. The Narrative of Deficit », *Journal of Science Communication*, vol. 3., n° 4, décembre, 2004, pp. 1-5.

31.- Cité par Fernand Braudel, *L'identité de la France. Espace et histoire*. Paris, Arthaud & Flammarion, 1986, p. 9.

*mistes, des don Quichotte de la croissance et des croisés du capitalisme, souvent plus royalistes que le roi*³² ».

L'historien de l'économie se moque de la facilité qu'il y a de mélanger discours, analyse, et exhortation. Certes, il importe de ne pas prendre au pied de la lettre le discours sur le retard – ni plus ni moins d'ailleurs que les acteurs eux-mêmes. Cela signifie en général qu'il faut mettre le discours à l'épreuve des faits, vérifier dans quelle mesure le concept colle à la réalité. Pour notre part, nous ne proposerons pas, dans les lignes qui suivent, notre interprétation du problème ; pas davantage que nous ne nous opposerons aux discours des acteurs. Si le retard était un art, la formule de Nathalie Heinich conviendrait merveilleusement : car lorsque l'on prend en compte le retard – l'art pour le sociologue – tel qu'il est vécu par les acteurs, « *les représentations qu'ils s'en font ne sont plus dès lors ce contre quoi, mais ce à propos de quoi se constitue la vérité sociologique*³³ ». Tel l'anthropologue devant les récits de voyages des explorateurs, figure qui nous a accompagnée tout le long de ce travail, nous n'avons pas cherché à travers ces représentations à démêler le "vrai" du "faux" pour repérer une réalité "vraie" ; au contraire, nous avons traité celles-ci pour ce qu'elles sont, des témoignages sélectifs que nous avons tenté de « *situer dans le cadre historique et socioculturel dans lequel ils ont été produits*³⁴ ». En considérant ainsi que le retard n'est pas doté par une force souveraine d'une existence autonome située en-dehors des acteurs qui le construisent, nous avons mis de côté la très positiviste problématique « *Dans quelle mesure la France est-elle en retard et pourquoi ?*³⁵ » pour demander plus modestement « *Comment le retard vient aux Français ?* », en particulier dans le domaine de la science et de la technologie.

C'est là le résultat d'un cheminement marqué par l'abandon progressif de deux attitudes biaisées à l'endroit du retard : refus, premièrement, de reprendre à notre compte le problème du retard, « *tout fait, du dehors* » pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu³⁶ ; refus, deuxièmement, de traduire ce refus par une approche critique, d'un discours de sens commun. On l'imagine sans peine, le retard est une notion scientifique contestable et contestée lorsqu'il s'agit de sociétés,

32.- Jean Bouvier, « Libres propos... », *op. cit.*, p. 15.

33.- Nathalie Heinich, *Ce que l'art fait à la sociologie*. Paris, Minuit, coll. "Paradoxe", 1998, p. 8.

34.- Mondher Kilani, *Introduction à l'anthropologie*. Lausanne, Payot, 1998, p. 232.

35.- Nous parlons bien sûr des sciences sociales et non des acteurs qui posent eux-mêmes la question.

36.- Pierre Bourdieu, *Méditations pascalienues*. Paris, Seuil, coll. « Liber », 1997, p. 134.

qui mérite d'être discutée lorsque le savant s'en empare à propos de l'histoire des techniques³⁷ ; mais c'est aussi, et c'est une autre chose, un discours à l'œuvre dans le monde réel et ce discours doit être étudié pour lui-même, non simplement critiqué (ou évalué) à l'aune de la raison scientifique. Pour un objet aussi connu et banal que le retard, précisément parce qu'il fait déjà l'objet de multiples discours sociaux, on s'est efforcé, en somme, de « *cultiver une curiosité volontariste* », selon l'expression et l'appel de Joëlle Le Marec et Igor Babou³⁸.

c. *La question du déclin*

Le risque à traiter le retard comme objet et discours à la fois est de verser dans un holisme qui finit par ne plus rien expliquer, et qui entraîne fatalement à "coller" à des discours holistes préexistants. Ceux-ci englobent tout, transcendent tout. Parmi ces derniers, les discours sur le déclin sont les plus forts, car les plus anciens, les plus commentés, les mieux connus. Dans cette veine, Edward Gibbon est probablement l'un des plus cités, à ceci près que sa thèse devient ainsi réduite à un elliptique « *Gibbon's Problem* » qui ne trouve plus de possibilité de discussion ailleurs que dans des considérations extrêmement générales (le christianisme est-il responsable de la "chute" de l'Empire romain ?). Les humoristes mêmes se saisissent de cette transcendance floue et asphyxiante, comme le remarque Michel Baridon dans son article introductif à l'œuvre de Gibbon : ce n'est pas sans malice que Will Cuppy lance en 1950 un *Decline and Fall of Practically Everybody* (*Déclin et chute de tout le monde ou presque*), où une galerie de portraits de l'Humanité depuis Kheops est dessinée pour le seul plaisir de la joute (ainsi Louis XIV est-il mort en « *laissant le monde dans un état pas tellement meilleur qu'il ne l'avait trouvé en entrant*³⁹ »).

Le pari est lancé, et cela malgré quelques allusions explicites dans cet ouvrage au déclin, qu'on ne peut confondre la rhétorique du retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960 et les nombreuses théories sur le déclin des civilisations, sur la décadence des empires, sur la dégénérescence de la modernité. Pour être plus

37.- Comme l'a noté Catherine Bertho Lavenir à propos de l'histoire des télécommunications en France dans les années 1960. Cf. Catherine Bertho Lavenir, *Habilitation à diriger des recherches, Mémoire de présentation*. Paris, Conservatoire national des arts et métiers, juillet 1995, p. 18.

38.- Joëlle Le Marec et Igor Babou, « Sciences et médias : le champ « STS » à l'épreuve de la banalité », Introduction au *Colloque Science, médias et société*, École normale supérieure Lettres et Sciences humaines, Lyon, 2004, p. 5.

39.- « *Louis XIV died in 1715 (...), leaving the world no better than he found it* », p. 120. Cf. Will Cuppy, *Decline and Fall of Practically Everybody*. New York, Metro Books, 2002 (1^e édition : 1950, Estate of Fred Feldkamp).

précis encore, on ne peut réduire la parole des acteurs de la planification de la recherche à des discours généraux sur de telles perspectives ; les retards déplorés ne répondent à des considérations sur la civilisation, l'Histoire ou la fin du Monde. Nul ne répond aux questions que Spengler, héraut de cette pensée globalisante, place en exergue de son *Déclin de l'Occident* qui fascina tant Adorno que Weber et Pareto : « Existe-t-il une logique de l'histoire ? (...) Y a-t-il, au fond de tout ce qui est historique, des formes biographiques primaires et universelles ?⁴⁰ ». Le but de Spengler de « pénétrer la signification dernière des grands événements, de les "voir", d'en sentir le sens symbolique et de le paraphraser⁴¹ » semble parfaitement étranger au questionnement. Les retards se rapprochent peut-être parfois des déclin ; mais ils ne se confondent pas *a priori* avec ceux-ci.

La rupture réside non pas tant dans le propos (encore que la compagnie de Spengler, follement attiré par la force et l'ordre, ne soit pas des plus convenables) que dans le point de vue. Une pensée holiste ne convient pas à l'approche de terrain que nous entendons initier en travaillant sur un corpus fini, constitué de textes situés dans (et marqués par) le temps et l'espace. Enfin, une saine prudence nous pousse à ne pas vouloir rivaliser avec les sommes historiographiques sur lesquelles reposent les théoriciens du déclin : Gibbon couvre 1 500 ans d'histoire dans ses deux volumes consacrés à *L'histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain* ; Spengler remonte plus loin encore pour établir des « tableaux synoptiques » en trois volets qui font le lien entre la période thinite (3400 av. J.-C.) de la culture égyptienne et la période future d'« ascension lente des hommes primitifs vers une vie hautement civilisée (après 2200 ap. J.-C.)⁴² » (*sic*)... La volonté d'explication des auteurs qui parlent de déclin dépasse de beaucoup la timide tentative d'analyse, bornée dans le temps et l'espace, que l'on tente ici à travers une approche le plus souvent nominaliste qui aide à circonscrire l'objet en réduisant le retard à un fait de discours tout en évitant certains écueils : d'abord, l'imposition de nos propres préconceptions à propos du retard ; ensuite, la reproduction des idées de sens commun

40.- Oswald Spengler, « Introduction », *Le déclin de l'Occident*, t. 1. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1976 (1948, 1917), p. 15

41.- Oswald Spengler, « Philosophie de la politique », *Le déclin de l'Occident*, t. 2. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1976 (1948, 1917), p. 404

42.- Oswald Spengler, « 3^e tableau. Les époques politiques contemporaines », *Le déclin de l'Occident*, t. 1, *op. cit.*, hors-texte, entre les pages 62 et 63.

associées au retard ; enfin, l'amalgame entre le retard et d'autres faits de discours (déclin, décadence, faiblesse, manque, etc.)⁴³.

Entre une approche nominaliste du discours sur le retard donc, plutôt qu'essentialiste, développée à partir d' "observables" et une curiosité volontariste entretenue à propos d'un objet trivial, que cherchera-t-on au juste à élucider dans cet ouvrage et avec quelles ressources ? Trois fils s'entrecroiseront ici pour tisser notre toile et tenter d'apporter une réponse à la question « Comment le retard vient aux Français ? ». Au fil du temps, nous suivrons la construction du discours sur le retard, ses permanences et ses transformations depuis la fin du second après-guerre jusqu'aux années 1970 dans le domaine de la science et de la technologie. Au fil des conditions sociales, institutionnelles, intellectuelles et matérielles, nous nous attacherons aux conditions de production et de circulation du discours sur le retard en nous situant dans le contexte particulier du discours politique⁴⁴, plus précisément des réflexions planificatrices sur la science et la technologie. Enfin, au fil de la forme et du contenu, nous nous intéresserons aux significations du discours sur le retard.

Le champ des Études sociales sur les sciences (appelé aussi « Science, technologie et société ») a contribué à cette analyse. Malgré la tendance, comme dans d'autres champs du savoir, à traiter du retard soit dans la perspective d'une réappropriation des discours sociaux soit dans la perspective de leur critique, les nombreux travaux sur la politique scientifique et technologique qui s'y sont développés depuis les années 1970 ont été essentiels à l'élaboration d'un premier travail d'historicisation des conditions de production tout autant qu'à une analyse interprétative non pas complète, mais crédible. En outre, l'attrait de ce champ pour l'interdisciplinarité, sans compter notre propre rapport à l'objet, nous a conduit à prendre en compte les travaux d'autres disciplines, en particulier ceux des Sciences de l'information et de la communication en analyse du discours, de manière générale, ou du discours sur les sciences, en particulier. Pour sortir de leur "double bind" les recherches universitaires sur le discours sur le retard, il a fallu en effet aller là où les efforts d'objectivation des discours et des discours sur les sciences ont été très importants depuis

43.- Voir sur ce point Stéphane Olivesi, « Le travail du concept », in *Questions de méthode*, Paris, L'Harmattan, coll. « Communication », pp. 83-102.

44.- Cette étude peut être vue comme une contribution à l'extension des corpus de l'analyse du discours, originellement rattachée à l'analyse des textes littéraires, dans le champ politique. Cf. Simone Bonnafous et Serge Vassy, « Réflexions sur une étude de la communication gouvernementale » (pp. 205-213), in SFSIC (dir.) 2001. *Émergences et continuité dans les recherches en information et communication. Actes du XII^e congrès (Paris, 2001)*. Paris, SFSIC, 396 p.

quelques années sur les plans théorique et empirique. Appliquée au corpus choisi, 6 000 pages réparties en une vingtaine de documents publiés en quelques décennies, cette approche interdisciplinaire favorise l'engagement vers des questionnements et des voies d'exploration renouvelés⁴⁵. On peut donc étudier la construction du discours et des représentations sur les sciences dans le champ politique comme d'autres l'ont fait dans le champ médiatique⁴⁶.

Le point de vue interdisciplinaire apparaissait déjà en filigrane dans un travail que nous avons réalisé sur la numérisation des imprimés à la Bibliothèque nationale de France⁴⁷. Loin d'être une évidence, une réalité extérieure neutre, un fait qui, *a priori*, s'imposait à l'action, puisque l'annonce du projet miterrandien lui était antérieure, le retard français était, dans ce cas et suivant notre analyse de l'époque, un argument rhétorique qui, *a posteriori*, venait légitimer le défi à la modernité et l'attribution de crédits. Ainsi, le retard ne pouvait être traité, en lui-même et pour lui-même, c'est-à-dire comme un "problème" lié à une réalité immanente mais, dissimulé derrière une apparente objectivité, comme un discours utilisé par les acteurs en vue de telle ou telle fin. Dans leur rapport destiné à éclairer les pouvoirs publics, les auteurs des *Propositions pour une grande bibliothèque*, en rappelant que la France, contrairement aux États-Unis, n'avait pas encore informatisé son catalogue collectif des monographies et que la Bibliothèque nationale, contrairement à ses homologues américaine et anglaise, n'avait pas encore complété l'informatisation de son catalogue, ne décrivaient pas simplement la réalité du retard français mais manipulaient un discours dont la neutralité apparente tout à la fois cachait et servait les intérêts des acteurs.

En changeant de corpus d'étude, et en choisissant celui des "Plans" et des "Commissions de la recherche", la question de la rhétorique s'est complexifiée. Il ne s'agissait plus de voir la manipulation mais

45.- Allant quelquefois, chez certains, jusqu'à l'ironie délicate et inspirée. Cf. Baudouin Jurdant, « Longueurs ou langueurs d'avance ? », *Les cahiers de médiologie*, n° 5, premier semestre 1998, pp. 6-7. — Jacques Perriault, « Du retard de la France en informatique », *Les cahiers de médiologie*, n° 5, premier semestre 1998, « Débats à propos du retard technologique », p. 2.

46.- Igor Babou, *Le cerceau vu par la télévision*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Science, histoire et société », 2004. — Suzanne de Cheveigné, *L'environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et visions du monde*. Paris, CNRS Éditions, coll. « CNRS Communication », 2000, 161 pages. — Éliséo Véron, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*. Paris, Minuit, 1981, 176 pages.

47.- Un article en reprenant les grandes lignes a été publié peu après. Julie Bouchard, « Des puces, des livres... et des hommes. La numérisation des imprimés à la Bibliothèque nationale de France », *Futuribles*, octobre 1996, n° 213, pp. 17-45.

l'usage, moins l'intention que le résultat. Comme le note Chaïm Perelman,

« il faut qu'un discours soit écouté, qu'un livre soit lu, car, sans cela, leur action serait nulle. (...) [Le discours présuppose] un contact des esprits entre l'orateur et son auditoire [...] que] des institutions sociales et politiques peuvent favoriser ou empêcher. (...) [Le discours] ne se déroule jamais dans le vide⁴⁸ ».

d. Structure et contenu de l'ouvrage

Pour parvenir à déployer l'argument d'un retard dans toute sa complexité socio-historique, il faut consacrer une première partie théorique et méthodologique aux conditions de l'analyse. Elle est ici intitulée « Histoire et historicité », et elle aborde le retard comme un objet historique de trois points de vue : du point de vue de l'histoire économique, en tant qu'elle est une discipline ayant adopté la problématique du retard (Chapitre I) ; du point de vue de l'histoire du mot "retard" qui s'attache à l'historicité du discours sur le terrain lexicographique (Chapitre II) ; enfin, du point de vue de l'histoire institutionnelle qui traite du retard comme un discours pour partie lié à l'institution de la planification, un "espace discursif" parmi d'autres où le retard fait sens (Chapitre III).

Après avoir observé que l'histoire économique, depuis le dernier demi-siècle, oscille entre une "tardophilie" et une "tardophobie" où toute vérité sur le retard est dite... et son contraire (Chapitre I), l'historicisation du discours relativise cette tension en rendant au discours sur le retard sa dimension de "construction sociale" (Chapitre II). Depuis le XVIII^e siècle en effet, le terme "retard" est doté d'une puissance rhétorique qu'il ne connaissait pas auparavant. Dans l'espace public, le "retard" est dès lors associé à la stigmatisation d'une réalité et tout à la fois à la transformation de cette réalité ; il devient une *rhétorique de l'insuffisance et du changement* utilisée par un ensemble d'acteurs dans certaines situations de communication. Au XVII^e siècle encore, le terme ne plaisait guère à certains lexicographes qui limitaient et le sens et l'usage du mot. Il faut attendre en fait les philosophes du progrès, au XVIII^e siècle, pour qu'autour du retard s'articule l'énonciation et la dénonciation d'un état de fait et, implicitement ou explicitement, l'action sur sa transformation. Historiquement, la rhétorique du retard s'est donc construite comme le revers de l'idéologie du progrès qui s'est propagé du XVIII^e siècle à nos

48.- Chaïm Perelman, *L'empire rhétorique...*, op. cit., pp.23-25.

jours⁴⁹. Le domaine de la science et de la technologie, comme d'autres, a évolué et évolue encore aujourd'hui en France non simplement *malgré* mais bien *avec* la rhétorique du retard.

Indissociablement liée à l'action, à l'œuvre dans certains contextes plus que dans d'autres, la rhétorique du retard est étudiée ici non pas de manière abstraite, mais dans les lieux où elle s'utilise et se produit. À l'affût de « *textes significatifs, assignables à des situations de communication déterminées* », ainsi que l'a écrit Antoine Prost⁵⁰, notre analyse du discours sur le retard porte ici sur un corpus limité : celui des rapports sur la recherche réalisés par le Commissariat général du Plan dans le cadre des plans quadriennaux (Chapitre III). Présent dès la création du Commissariat général du Plan après la Seconde Guerre mondiale, incorporé en quelque sorte dès le début dans le grand discours programmatique de la planification, le retard peut être étudié de manière diachronique, à travers les rapports et les Plans sur la recherche qui ont été commis régulièrement au cours du dernier demi-siècle, jusqu'en 1993. La portée de cette production textuelle reste difficile à évaluer, et elle change selon les époques et les arrangements institutionnels, mais l'esprit de la planification de la recherche renvoie toujours à la perspective d'une politique de la recherche où la rhétorique du retard trouve place de manière récurrente, sans constituer pour autant un invariant. En livrant un certain aperçu de la rhétorique du retard telle qu'elle a été utilisée dans la politique de la science et de la technologie en France au cours du dernier demi-siècle, le corpus de la planification confère à l'analyse du discours sur le retard un ancrage empirique qui contribue à éclairer non seulement le discours sur le retard en tant que tel, mais aussi l'histoire de la politique scientifique et technologique en France. En outre, le corpus de la planification permet de dépasser la seule question de l'utilisation du discours sur le retard pour aborder aussi la question des conditions sociales de sa production et de sa circulation. En effet, la planification au cours des années 1950 et 1960 consigne les continuités et les transformations dans le discours sur le retard auxquelles elle participe elle-même activement. Dans le choix de limiter ici l'étude aux années 1950-1960, réside aussi celui d'explicitier l'arrière-plan des évolutions

49.- Pour plus de détails sur l'histoire du mot « retard » comme rhétorique de l'insuffisance et du changement, voir Julie Bouchard, « L'invention du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement », *Mots. Les langages du politique*, n° 80, mars 2006, pp. 93-104.

50.- Antoine Prost, « Les Mots », in René Rémond, *Pour une histoire politique*. Paris, Seuil, 1988, p. 281.

et d'élucider les mécanismes de "l'engendrement mutuel" entre retard et planification.

Une deuxième partie, intitulée « Analyse du discours sur le retard dans la planification de la recherche des années 1950 et 1960 », porte sur l'analyse de l'usage, du contenu, de la forme et de la signification du discours sur le retard dans le corpus. Partant d'une analyse quantitative et qualitative des énoncés, le discours sur le retard dans la planification de la recherche est défini comme une « *rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres* » dont l'usage effectif évolue dans le temps (Chapitre IV). Invariablement, les énoncés sur le retard sont utilisés pour stigmatiser une réalité et comportent, implicitement ou explicitement, le programme de la transformation d'une réalité négative dénoncée en une réalité positive. Rhétorique de l'insuffisance et du changement parmi d'autres, toutes les périodes n'éprouvent pas cependant le même engouement pour le retard. Assez peu utilisé au début des années 1950, le discours sur le retard est beaucoup plus employé entre la fin des années 1950 et la fin des années 1960. À l'échelle du dernier demi-siècle, seuls la fin des années 1970 et le début des années 1980 ont côtoyé aussi intensément le discours.

Cette intensification dans l'usage du discours sur le retard se manifeste sur un plan thématique (Chapitre V). Centrées sur les disciplines scientifiques jusqu'aux débuts des années 1980, les réflexions planificatrices sur la recherche généralisent progressivement des années 1950 aux années 1960 le discours sur le retard à un ensemble de disciplines. Dans les années 1950, deux types d'insuffisances sont concernées au premier chef par le retard : le personnel scientifique et technique, et le développement de certaines disciplines scientifiques, principalement les sciences sociales et la recherche médicale. Dans les années 1960, l'usage du "retard", sans délaisser les sciences humaines et la recherche médicale, s'applique à plusieurs autres disciplines : électronique, informatique, chimie, physique, instrumentation scientifique, biologie, océanographie, agronomie, etc.

Outre l'étendu du retard-de-quoi, ce par rapport à quoi les retards sont définis évolue entre les années 1950 et 1960. Pour l'ensemble du dernier demi-siècle, les quatre grands "régimes de normativité" suivant ont coexisté dans des équilibres variables et ont véhiculé des imaginaires et des représentations spécifiques sur le retard :

1) *un régime de normativité fondé sur l'idée du progrès de la science pour lui-même et associé à une conception traditionnelle ou internaliste de la science*. Un tel régime entend ou sous-entend que, du soutien des

avancées scientifiques, et inversement de la lutte contre les retards, découlent automatiquement les progrès de la société ;

2) *un régime de normativité fondé sur l'idée d'interdépendance associée à la science moderne*. Les retards sont définis dans l'optique de l'interdépendance des différentes disciplines scientifiques, ou, plus rarement, de la science et de la société ;

3) *un régime de normativité fondé sur la comparaison géographique et dominé par les représentations économiques*. Les retards sont conçus comme des écarts entre des entités géographiques assimilées aux participants d'une compétition qui se doivent de réduire l'écart sous peine de n'être plus dans la course ;

4) enfin, *un régime de normativité fondé sur la règle administrative ou managériale*. D'autres retards sont établis et dénoncés par rapport à des objectifs fixés dans un cadre administratif.

Dans la durée, la montée en puissance du régime géocomparatiste dans la politique de la science et de la technologie a été assez impressionnante et celle-ci réside précisément dans le passage des années 1950 aux années 1960. Cette évolution ne peut être comprise que dans une remise en contexte des énoncés et la restitution du sens que les acteurs eux-mêmes attribuent au retard (Chapitre VI). Les énoncés sur le retard, dans les années 1950, s'inscrivent dans un imaginaire du redressement scientifique et technique fondé sur l'idée de déclin ou d'une détérioration de la recherche française dans le temps, d'un avenir sombre associé à l'inaction et d'une nécessaire modernisation et expansion à la fois *de* et *par* la recherche. Dans les années 1960, les énoncés sur le retard sont très étroitement liés à l'idée d'une concurrence économique ouverte à l'échelle internationale. La perspective de la libéralisation des échanges, la référence au temps présent plutôt qu'au passé et l'affirmation d'une comparaison nécessaire aux autres pays pour orienter l'action et la décision par les responsables de la planification contribuent à cette évolution lourde. Dans ce contexte, la comparaison aux États-Unis, constante dans les réflexions planificatrices sur la recherche, change de sens. Référence neutre au cours des années 1950, l'Amérique scientifique et technologique apparaît dans les années 1960 comme un exemple et une menace.

Comment expliquer encore aujourd'hui l'omniprésence du régime de la comparaison géographique ? Une troisième et dernière partie, intitulée « Institutionnalisation de la comparaison géographique » repose tout entière sur l'exploration des soubassements du discours contemporain sur le retard, et sur l'édification d'un "triolet" : retard,

comparaison géographique et statistiques. S'il faut là encore revenir aux années 1950-1960, il faut toutefois quitter la planification, suivre son maillage intertextuel et aller vers l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Chapitre VII) pour s'intéresser à son action en faveur du développement de la comparaison internationale dans le domaine de la science et de la technologie et de la statistique officielle sur la science et la technologie (Chapitre VIII).

Aussi récurrente soit-elle depuis le XVIII^e siècle, aussi contenue soit-elle dans la ganguie idéologique du progrès, la rhétorique du retard dans la politique française de la science et de la technologie ne joue pas une partition unique, et l'interrogation systématique sur l'usage de la notion de progrès, qu'a préconisée Philippe Pignarre⁵¹ dans l'optique du débat démocratique, peut s'appliquer avec la même pertinence à la notion de retard, à condition de dépasser l'alternative simpliste du pour et du contre, du vrai et du faux. Le discours sur le retard, comme la notion de progrès, intègre des représentations et des croyances multiples sur la science et sur les rapports science et société qui nécessitent que l'on s'y attarde plutôt qu'on ne les traite comme allant de soi ou, avec les mêmes limites, comme de pures inepties.

51.- Philippe Pignarre, *Comment sauver vraiment la Sécu*, Paris, La découverte, 2004, p. 21.

Première partie



Histoire & historicité

Chapitre I. Tardophilie et tardophobie

Dans le panthéon des objets de l'histoire économique, le "retard" pourrait occuper une place de choix : ce pourrait être un objet d'étude en soi, pour lequel on génère de longues chronologies comparées, de savantes séries comparatives, des serpentins de récits nationaux entrecroisés... Ce n'est pourtant pas exactement le cas. L'objet "retard" est davantage un argument qu'un objet, apparaissant sans cesse dans les "récits"¹ historico-économiques, rassemblant les auteurs par dizaine, sans pourtant qu'aucun n'ait épuisé la problématique.

Les exemples sont nombreux. En 1969, dans *L'Europe technicienne*, David Landes oppose les pays du Vieux Continent et l'Angleterre, cherchant à comprendre pourquoi les transformations liées à la Révolution industrielle ont lieu plus tardivement ici plutôt que là-bas². De même, dans leur somme de 1977, Braudel et Labrousse confrontent le continent européen et le territoire national, et se demandent à propos de l'économie française au XVI^e siècle,

« pourquoi la France, en dépit des occasions offertes, de ses incomparables conditions naturelles, de ses tentatives nombreuses, n'est-elle pas entrée pleinement dans l'Europe des grandes affaires ? Pourquoi le "mauvais succès" a-t-il suivi "les bons commencements" ? Faut-il mettre en cause l'État, les milieux commerçants, la concurrence des étrangers ? Ce qu'il faut bien appeler le retard français appelle une analyse attentive³ ».

-
- 1.- L'emploi du terme "récit" ne renvoie pas à l'idée de l'Histoire conçue comme une fiction mais à celle d'une histoire dont les événements, qui ne se racontent jamais d'eux-mêmes et par eux-mêmes, sont véhiculés par un discours qui les raconte, par un récit qui les rapporte d'une certaine manière. Cf. Oswald Ducrot et Jean-Marie Schaeffer, *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris, Seuil, coll. « Points Essais », 1995 (1972), p. 710.
 - 2.- David S. Landes, *L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré*. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1975, 779 p., (trad. *The Unbound Prometheus*, Londres, Cambridge University Press, 1969).
 - 3.- Fernand Braudel et Ernest Labrousse (dir.), « Nationalisme et retard français », in *Histoire économique et sociale de la France*, t. 1, 1450-1660, *L'État et la ville*. Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 357.

En 1998 encore, l'ouvrage *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?* permet aux auteurs de passer « au crible de la critique (...) le discours sur les faiblesses de l'industrie française » en doutant qu'il ait eu « d'autres résultats que de façonner une sorte de complexe des Français à l'égard de leurs propres produits industriels⁴ ». Les historiens, les experts, les spécialistes, y compris ceux de l'« amicale cohorte » révisionniste⁵ ainsi que l'a qualifiée Jean Bouvier, ont poursuivi l'objectif de revisiter l'histoire économique de la France. Pour parfois s'apercevoir que l'on a trop mis l'accent sur les retards et les lenteurs, alors « qu'aucune malédiction particulière à multiples ressorts tant matériels que sociaux et culturels ne pesait sur la longue histoire de notre pays », comme conclut Jean Bouvier⁶.

L'histoire économique, du moins celle du dernier demi-siècle, regorge d'innombrables “essais d'interprétation” sur le thème du retard. Cette multiplicité des interprétations a pour caractéristique d'être ordonnée (ou “disciplinée”) le long d'un axe dominant où les analyses historiques se situent *plus ou moins* “pour ou contre” l'idée d'un retard français. C'est là, nous semble-t-il, simplifier considérablement le problème.

Il convient de refuser le simplisme du “pour ou contre”, et prendre le questionnement dans toute sa complexité, ou pour le dire autrement, dans sa richesse. Certes, le fait de savoir si “oui ou non” la France est en retard est une connaissance utile à l'action ; mais la posture adoptée ici n'est pas celle de l'expertise, de la recommandation, ou de la prescription. C'est modestement celle du chercheur, qui cherche à comprendre la « multiplicité ordonnée⁷ », cœur de ce chapitre. Par conséquent, l'on ne trouvera pas ici la synthèse des récits et des contre-récits d'où seraient extraits les mille arguments “pour ou contre” le retard français. De même, on cherchera en vain une prise de position sur l'échiquier des dissensions qui animent les historiens... puisque, de l'extérieur, dans le cadre d'une “méta-analyse”, nous souhaitons décrire par quel côté l'histoire économique envisage le retard français et revenir sur les principales polémiques qu'elle

4.- Louis Bergeron et Patrice Bourdelais (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie*. Paris, Belin, 1998, p. 21.

5.- Naturellement, le terme « révisionnisme » n'est pas employé ici dans l'acception des historiens contestant l'ampleur du crime nazi.

6.- Jean Bouvier, « Libres propos... », *op. cit.*, p. 12.

7.- La « multiplicité ordonnée » rejoint l'analyse foucauldienne qui consigne dans l'idée de “discipline” à la fois la « possibilité de formuler, et de formuler indéfiniment, des propositions nouvelles » et le « principe de contrôle de la production du discours ». Michel Foucault. *L'ordre du discours*. *Op. cit.*, pp. 31-38.

abrite. Cette distance conservée vis-à-vis des débats d'historiens vise à éclairer les conceptions communes du retard ou le paradigme dans lequel ces débats ont cours.

Nous verrons ainsi dans la première section de ce chapitre que les récits historiques contemporains sur le retard français peuvent être alignés entre deux extrémités, selon qu'ils tendent soit à conforter, soit à contester le discours sur le retard. On peut tenter de montrer l'opposition entre deux types idéaux de récits historiques et les désigner comme des "récits de renforcement", d'une part, et des "récits d'atténuation", d'autre part. Ou, pour employer des néologismes un peu forcés, on peut voir que le discours sur le retard est construit selon deux postures, la "tardophilie" et les "tardophobie".

Ce désordre de surface qui voit coexister discours et contre-discours sur le retard français perpétue également un ordre implicite du récit historique contemporain sur le retard français. Son analyse est l'objet de la seconde partie de ce chapitre. De fait, l'opposition entre tardophiles et tardophobes montre que l'histoire économique contemporaine tout à la fois, et de manière indissociable, parle *d'une certaine façon* du retard français et critique *d'une certaine façon* ce retard dont elle parle. À le dire plus simplement, qu'elle conforte ou qu'elle conteste l'idée d'un retard français, l'analyse historico-économique se donne pour dessein de traquer, à l'intérieur des sillons du positivisme, la réalité objective du phénomène. En somme, elle traite du retard (ou de l'absence de retard) français comme d'un fait neutre que l'histoire elle-même tente de décrire, d'évaluer et d'expliquer, tenue par une même interrogation : « Dans quelle mesure la France est-elle en retard, et pourquoi ? ». L'histoire économique y répond sans assertion définitive mais par un lot de propositions et d'interprétations concurrentes, parmi lesquelles le promeneur peut glaner les "arguments pour" et les "arguments contre".

a. Récits de renforcement, récits d'atténuation

Les oppositions qui règnent aujourd'hui en histoire économique à propos du retard français rappellent, en faisant fi de nombreuses nuances, celles qui autrefois partageaient les anthropologues en deux camps : celui des évolutionnistes qui pensaient les différents peuples dans un cadre unitaire et celui des relativistes qui les pensaient au contraire dans leurs diversités. Pareilles étiquettes ne distinguent certes pas les historiens économistes entre eux, mais on peut voir néanmoins deux grands types idéaux de récits historiques. Le premier,

celui des tardophiles, tend à solidifier, à valider, à donner substance à l'idée de retard en présupposant *l'unité du développement socio-économique* ; le second, celui des tardophobes, tend au contraire à diminuer la force ou l'emprise de l'idée d'unité du développement économique et s'attache à décrire *la diversité des expériences socio-économiques possibles*⁸.

Les travaux de l'historien et économiste américain David Landes, sans être seuls à dauber sur le retard français, sont devenus emblématiques de la tardophilie. Dans un article paru en 1949 dans le *Journal of Economic History*, David Landes place au centre de son investigation historique l'explication du retard économique de la France lors du second après-guerre, voyant là la résultante de cent cinquante années de chute depuis la période hégémonique connue sous Napoléon. Il y formule alors la thèse dite culturaliste qui consiste à attribuer comme cause principale « à l'état relativement retardé de l'économie du pays » la mentalité conservatrice de ses entrepreneurs en particulier et de la société en général (cf. Encadré 1). Cette thèse est présentée vingt ans plus tard dans son ouvrage *The Unbound Prometheus*, publié en 1969 (ou 1975 dans sa traduction française, sous le titre *L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré*)⁹. Tenant lieu de "classique" en histoire économique, *L'Europe technicienne* apparaît comme le discours-type sur le retard français contre lequel de nombreux récits d'atténuation vont se situer et se constituer.

Encadré 1. La mentalité conservatrice du French businessman, selon Landes (1949)¹⁰

En 1949, un jeune historien américain, David Landes, fait publier dans le *Journal of Economic History* une analyse des faiblesses de l'économie française. Elle est emblématique du paradigme culturaliste :

- 8.- On retrouve là une opposition classique en sciences sociales. La comparaison des pays entre eux est une stratégie de recherche par laquelle on parvient notamment aussi bien à prouver l'existence d'universaux que de particularités. Comme l'a noté Michel Lallement, le chercheur en sciences sociales « ne compare jamais sans privilégier, consciemment ou non, un objectif et sans conférer, implicitement ou non, un statut bien spécifique aux contextes sociétaux. » En outre, la culture académique dominante, en France, en particulier en sociologie, aurait un penchant pour la seconde approche, c'est-à-dire pour la détermination des singularités nationales. Cf. Michel Lallement, « Raison ou trahison ? Éléments de réflexions sur les usages de la comparaison en sociologie », in Michel Lallement et Jan Spurk (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS Éditions, 2003, p. 115.
- 9.- On trouve la thèse culturaliste à nouveau formulée dans un ouvrage plus récent. David Landes, « *The Wealth and Poverty of Nations* » *Why Some Are So Rich And Some So Poor*. Londres, Little, Brown and Company, 1998, 650 p.
- 10.- David S. Landes, « French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, vol. 9, 1949, pp. 45-61 ; cette analyse est également reproduite dans David S. Landes, « French Business and the Businessman : a Social and Cultural Analysis », in Edward Mead Earle (dir.), *Modern France. Problems of the Third and Fourth Republics*. Princeton, Princeton University Press, 1951, pp. 334-353.

« Dans quelle mesure certaines attitudes et valeurs sont-elles défavorables au développement de l'entreprise ? Ou concrètement dans le cas de la France, dans quelle mesure le caractère et la mentalité du banquier, de l'industriel ou du marchand français ont-ils été responsables de l'état relativement retardé de l'économie du pays ? »

En plaçant « le caractère et la mentalité » au-dessus des autres déterminations sociales et économiques, on se place d'emblée dans l'explication culturaliste. Pour défendre cette thèse, Landes fait ainsi appel à l'histoire :

« tout ce qui aidera à expliquer la faiblesse actuelle du commerce et de l'industrie français consiste à faire porter le projecteur sur l'un des phénomènes politiques les plus importants des derniers 150 ans : la chute de la France de la position hégémonique tenue sous Napoléon à celle qui est la sienne aujourd'hui. »

La pensée de Landes n'apparaît pas isolée. Au même moment, le discours des pouvoirs publics s'organise autour de l'idée que l'état d'esprit des entrepreneurs et des dirigeants d'entreprises français est le principal problème à l'accroissement de la productivité.

Au même moment également, la pensée économique fait sienne les thèses de Schumpeter sur l'entrepreneuriat, l'un des thèmes centraux de l'explication de la dynamique du capitalisme. Dans la *Théorie de l'évolution économique* (1912), l'économiste autrichien fait de l'entrepreneur le héros de l'économie. Sur le plan institutionnel, la consécration est la création, en 1948 à l'Université Harvard, du Research Center in Entrepreneurial History.

C'est dans cette conjonction de préoccupations politique et intellectuelle que l'analyse landésienne s'inscrit, mettant la focale sur les traits caractéristiques de l'entrepreneur français au XIX^e siècle. L'entrepreneur français est décrit comme un « petit homme d'affaires agissant pour lui-même », « fondamentalement conservateur, avec un dégoût assuré pour la nouveauté et l'inconnu », attaché à son « indépendance » et à sa « sécurité », et faisant montre à l'égard de l'État d'une « attitude fondamentalement infantile » en se plaçant sous son aide et sa protection.

Cette vue est placée en opposition parfaite avec la figure de l'entrepreneur schumpétérien. Landes lie le « conservatisme et la timidité » à la « structure de la société française », à l'échelle des valeurs et des fonctions qui élève l'anticapitalisme au-dessus du capitalisme et dont l'entreprise familiale est l'incarnation. De plus, l'entreprise familiale n'est conçue ni comme un « mécanisme pour la production ou la distribution de biens », ni comme un moyen de création de richesse et de pouvoir, mais comme un « fief » destiné à maintenir et renforcer la position de la famille. Puisant dans la sociologie parsonienne, Landes met ce phénomène en relation avec la hiérarchie des valeurs et des fonctions qui prévaut dans une société et qui lui semble ici constituer un « décalage culturel », non pas une force dynamique mais une « force conservatrice » : que ce soit par l'aristocratie, la bourgeoisie ou l'intelligentsia, l'entrepreneur est méprisé, si bien que dans « la structure sociale française [il] a toujours eu une place inférieure. »

En opposition aux tardophiles tels que David Landes, des historiens français et étrangers « passés d'un certain pessimisme à un certain optimisme » selon le mot de Jean Bouvier¹¹ proposent une lecture concurrente (ou “révisée”) de l'histoire, inspirée par l'heureuse situation économique du pays (les « Trente glorieuses », pour reprendre Jean Fourastié).

Ainsi, dans un article paru en 1970 dans les *Annales*, Rondo Cameron, un historien résolument tardophobe, appelle à une nouvelle lecture de l'histoire économique de la France. Dans les années 1980, de même, il propose une « révision radicale¹² », considérant le retard fran-

11.- Jean Bouvier, « Libre propos... », *op. cit.*, p. 14.

12.- Rondo Cameron et Charles E. Freedeman, « French Economic Growth. A Radical Revision », *Social Science History*, vol. 7, n° 1, hiver 1983, pp. 3-30.

çais et son explication comme un « faux problème » (cf. Encadré 2). Cette re-écriture de l'histoire économique, que ses protagonistes ont désigné du terme de « révisionniste », a pour objectif de

« réviser les vues longtemps dominantes concernant un développement économique et social français aux XVIII^e-XX^e siècles, dit retardé, entravé, raté parce que bloqué. Au point que notre présent en serait toujours affecté comme si de récurrentes et sourdes malédictions paralysantes pesaient en très longue durée sur le destin national¹³. »

Encadré 2. Retard français : un « faux problème », selon Cameron (1970)

Si la thématique du retard en histoire économique a pu être inspirée par "l'air du temps", et par les interrogations des élites sur les faiblesses de l'économie française dans l'immédiat après-guerre, le vent tourne dans les années 1970. Certains historiens appellent de leurs vœux une histoire économique de la France reconsidérée à partir du phénomène de l'expansion économique des Trente glorieuses. L'appel à la « réinterprétation » est ainsi lancé en 1970 dans les *Annales* par Rondo Cameron, dont voici un extrait.

« Le développement de l'économie française après la Seconde Guerre mondiale est pour les sociologues et historiens américains spécialistes des affaires françaises, un phénomène qui n'a pas fini d'étonner, un phénomène très discuté et qui donne lieu à bien des réinterprétations de l'histoire économique de la France. Certains, parmi ces Américains, ont eu une connaissance personnelle de la France pour y avoir étudié à titre privé durant les années de la grande dépression qui a précédé la guerre ; d'autres ont fait connaissance avec la France durant la dernière phase de la guerre et les premières années de l'après-guerre en tant que conseillers auprès des forces militaires et de l'Administration de la Coopération économique. Les uns et les autres ont été marqués, il va sans dire, par leurs impressions sur l'économie française de l'époque – une époque particulièrement sombre et malheureuse – et ces impressions ont évidemment influencé leur interprétation de la société française contemporaine, et même de l'histoire française tout court. (...) Il n'en demeure pas moins que les statistiques générales sur le revenu des différents pays démontrent clairement que la France est de toutes les grandes (anciennes grandes) puissances européennes celle dont le revenu par tête est le plus élevé, non seulement par rapport à l'Allemagne, sa partenaire et son ancienne rivale, mais par rapport à la Grande-Bretagne, laquelle jusqu'au revers de fortune du XX^e siècle avait toujours eu le standard de vie le plus haut d'Europe. (...) Cet état de choses paradoxal où l'on voit des analystes, pourtant compétents, élaborer des théories sur les causes de la faiblesse de l'économie française, alors que cette même économie continue à battre de nouveaux records, s'explique, en partie, par les idées préconçues, fausses mais largement répandues, sur la situation historique actuelle interprétée à la lumière d'expériences personnelles, et, en partie aussi, parce que les économistes n'ont simplement pas posé les vraies questions qu'il fallait poser. (...) En vérité, quand on y regarde de plus près, comme nous venons de le faire, l'histoire du développement économique de la France n'est nullement aussi terne qu'on le prétend assez souvent, sûrement pas en tout cas pour la période qui a commencé après la Seconde Guerre mondiale, ni même pour le siècle qui a précédé la Première Guerre – du moins quand on le considère globalement. En fait, une bonne part de ce qu'on a pu dire et écrire (des millions de mots) pour expliquer le retard important de l'économie française et son conservatisme se réfère à un faux problème¹⁴. »

L'historien américain plaide la cause d'une France complexe, difficile à comprendre, mais en rien vouée à l'échec. Sa pensée est résolument "tardophile" : « le retard (...) se réfère à un faux problème » ; mais la pensée de Cameron n'en reste pas moins une pensée prenant le retard pour centre.

Le retard donne lieu à de nombreuses analyses, qui sont le plus souvent organisées le long de cet axe qui va du "renforcement" à "l'atténuation", et sur lequel on a pu déjà placer deux auteurs parmi tant

13.- Jean Bouvier, « Libre propos... », *op. cit.*, p. 11.

14.- Rondo Cameron, « L'économie française : passé, présent, avenir », *Annales*, n° 5, septembre-octobre 1970, pp. 1 418-1 433.

d'autres, David Landes pour les tardophiles, et Rondo Cameron pour les tardophobes. Il serait pourtant réducteur de considérer comme aussi franche la seule opposition entre récits et contre-récits sur le retard français : l'histoire économique se joue rarement sur des oppositions aussi nettes.

b. Une historiographie économique sous tension

Nous proposons trois grands types de tensions pour décrire l'opposition entre "tardophiles" et "tardophobes". La première tient à la différence d'analyse liée à la notion de *convergence ou de divergence* des économies nationales ; la deuxième à l'importance donnée par les historiens à certains facteurs explicatifs privilégiés, notamment *culturels ou économiques*. Enfin, la troisième tension surgit des lectures *pessimistes ou optimistes* de l'histoire.

1. Concept de convergence, et métaphore sportive

Dans l'opposition entre les "récits de renforcement" des tardophiles et les "récits d'atténuation" des tardophobes se profilent des différences de conception sur la nature même de l'industrialisation, de la modernisation ou du développement économique. En effet, dans les récits de renforcement, là où l'idée de retard se déploie le plus à son aise, domine une conception qui tend à traiter comme naturelle ou normale la *convergence* des économies nationales. Dans les récits d'atténuation, là où l'idée de retard est abordée avec plus de scepticisme, l'emphase est mise au contraire sur le caractère naturel ou normal de la *divergence* des économies nationales.

Le thème de la convergence, à l'intérieur des "récits de renforcement", s'illustre merveilleusement dans le recours à la métaphore sportive, qui exige l'idée d'un *même but* (les marathons seraient autrement distrayants si chacun des fondeurs courait vers une destination particulière, fût-elle à 42,350 km du centre), d'une *même règle* (une compétition de quatre-nages ne peut se transformer en match de water-polo), et d'un *même temps* (un haltérophile décide du poids mais pas du moment où il doit lever la fonte).

En termes de métaphore sportive, il n'y a pas mieux que la notion de "course". En tardophile, David Landes y recourt : l'idée de course est même consubstantielle à *L'Europe technicienne*. La métaphore imprègne non seulement le contenu mais aussi la posture adoptée par l'historien. La conclusion de l'ouvrage en est pleine, l'histoire économique étant résumée à cette notion de course : « *L'histoire économique a*

*toujours été l'histoire d'une course à la richesse disputée entre nations*¹⁵ ». De même, trois chapitres centraux du livre se ressentent du même goût de la métaphore : « *Le Continent, un rival* », « *Une lacune comblée* », « *Perte d'haleine et souffle retrouvé* ». L'économie n'a plus qu'à bien se tenir : *Citius, Altius, Fortius* ! Avec la certitude que donne le regard rétrospectif, l'historien fixe la fin de cette course qui devient dans le même temps, pour un moment, l'horizon du récit : « *La Révolution industrielle a donné à cette compétition un nouveau point de convergence*¹⁶ ». Le récit s'en ressent, et la posture de l'historien se confond avec celle de commentateur sportif : les nations sont classées, selon qu'elles sont « *meneuse [s]* » ou « *poursuivantes* ». Logiquement, l'économie est commentée à coup de « *poursuite* », de « *lutte de vitesse* », de « *poteau d'arrivée* », de « *pays concurrents* », de « *palme* », de « *peloton* », de pays qui « *courent* » plus ou moins à leur aise.

*« Il y avait une meneuse de train, l'Angleterre, et toutes les autres nations étaient poursuivantes. Depuis lors c'est une autre qui a pris de l'avance, mais la poursuite continue : il s'agit à présent d'une lutte de vitesse et sans poteau d'arrivée. Assurément, rares sont les pays concurrents assez bien partagés pour disputer la palme. Les autres peuvent au mieux soutenir le train et tirer le meilleur parti possible de leurs moyens. Or même ceux du peloton sont beaucoup plus à leur aise que ceux qui ne courent pas. Nul ne veut rester à l'arrêt ; ils sont presque tous convaincus qu'ils se doivent de ne pas y rester*¹⁷ ».

L'imaginaire est alors largement convoqué pour donner corps au discours économique. Cela, bien sûr, ne se produit pas à l'insu de l'historien qui ne cache pas que son analyse se donne pour dessein de servir ladite course, en en dévoilant la dynamique :

*« L'expérience historique de l'Europe occidentale et centrale nous offre d'excellents aperçus de ce que peut être cette course à la richesse et à la puissance qui l'accompagne : aperçus des sources et de la dynamique du développement industriel ; de ce qui le stimule et de ce qui l'empêche ; des conséquences de l'antériorité et de la tardiveté ; de l'influence des valeurs et des institutions non économiques sur le rendement économique*¹⁸ ».

Comme si le commentateur sportif pouvait à volonté se muer en entraîneur sportif, l'économiste passe d'une posture à l'autre. Car, puisqu'il s'agit bien de "course" au succès, le fait d'être premier à disposer de telle ou telle caractéristique n'apparaît pas comme une réalité neutre, dénuée de valeur. Au contraire, la « première » nation n'est jamais simplement première : elle est investie d'un imaginaire qui la

15.- David Landes, *L'Europe technicienne...*, op. cit., p. 730.

16.- *Ibid.*

17.- *Ibid.*

18.- *Ibid.*

rend dépositaire de caractéristiques supérieures, elle fait exemple, elle est érigée en modèle. Par conséquent, la Révolution industrielle britannique est certes le « *premier exemple historique d'une rupture avec une économie agraire et artisanale, et d'un passage à une économie dominée par l'industrie et la fabrication mécanique*¹⁹ », mais surtout elle devient le pilier principal de l'histoire de l'industrialisation en Europe. Pour filer la métaphore sportive, elle devient le vainqueur d'étape, qui dicte le *tempo* à tout le peloton... ce qui, en matière d'histoire économique, oriente la problématique, et la réduit à une alternative : premièrement, « *pourquoi certains pays ont accompli cette transformation plus tôt que d'autres*²⁰ ? », plus précisément « *pourquoi cette révolution dans les techniques et l'organisation de l'industrie se produisit-elle d'abord en Grande-Bretagne*²¹ ? » ; deuxièmement, pourquoi « *les nations de l'Europe occidentale [qui] avaient pour elles un certain nombre d'avantages* » ont-elles accompli leur Révolution Industrielle « *de façon beaucoup plus lente que l'anglaise*²² » ?

La métaphore sportive est donc la partie émergée de l'iceberg de la convergence. Dans cet ordre d'esprit, la réduction de l'économie à une performance sportive, et plus particulièrement au jeu économique à une "partie" limitée dans le temps, les tardophiles organisent le raisonnement sans qu'on puisse le réfuter.

Ainsi peut-on *dans le même temps* définir les caractéristiques de la Révolution industrielle (anglaise), identifier les facteurs favorables à son apparition dans la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle et expliquer pourquoi, malgré la supériorité économique de ses innovations (dont les deux plus importantes sont la *spinning jenny* et le *water frame* dans l'industrie textile²³), la Révolution industrielle n'a pas suivi automatiquement sur le Continent. Qu'est-ce donc qui favorise tant cette Grande-Bretagne jugée supérieure ? Tout ce qui chez elle n'est pas présent, ou *moins* présent, sur le Continent. Et qu'est-ce donc qui défavorise tant ce continent jugé inférieur ? Tout ce qui chez lui n'est pas présent ou l'est *moins* outre-Manche. Loin d'être indépendantes l'une de l'autre, les questions organisées autour de la convergence sont nécessaires l'une à l'autre comme les deux faces d'un seul et même vêtement réversible. La supériorité et l'infériorité, l'avance et le

19.- *Op. cit.*, p. 9.

20.- *Op. cit.*, p. 60.

21.- *Op. cit.*, p. 64.

22.- *Op. cit.*, p. 176.

23.- Un rouet mécanisé, et une machine à filer. — Bertrand Gille (dir.), « La révolution industrielle », in *Histoire des techniques*. Paris, Gallimard, coll. « Pléiade », 1978, p. 718

retard, les forces et les faiblesses sont des notions relatives établies par un jeu des contrastes, par une sorte de comptabilité des présences et des absences.

Quelques exemples recueillis dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage de David Landes illustrent ce raisonnement. Au temps de la Révolution industrielle, la liberté d'entreprendre et d'innover permet aux industries anglaises de s'adapter à la demande et est d'autant profitable à l'économie d'outre-Manche que les restrictions corporatives et les règlements de l'État règnent en France ; l'absence de barrières douanières intérieures ou de péages féodaux fait de l'Angleterre le plus vaste marché d'Europe tandis que la France, pourtant plus peuplée, présente une « *mosaïque de cellules semi-autarques* », scindées à la fois par les barrières douanières intérieures, les péages et les privilèges ; plus favorable que tout autre pays à la mobilité sociale, à la distribution égalitaire des revenus et à l'entremêlement des classes sociales, l'Angleterre est propice à la multiplication des objets manufacturés tandis que la hiérarchie sociale aristocratie - bourgeoisie - peuple qui prévaut en France la rend rétive à l'uniformisation ; sur le plan de l'offre technique, la Grande-Bretagne profite d'un niveau de qualification technique supérieur de même que d'un plus grand intérêt pour les objets techniques que dans les pays du continent, etc.

La norme implicite de la convergence qui se loge au sein de cette histoire de l'industrialisation tend donc aussi inversement et indissociablement à traiter de façon négative toute différence ou divergence par rapport audit modèle. En assimilant le retard à l'échec ou à la lenteur dans l'adoption des techniques, des méthodes et du *factory system* anglais, l'analyse de Landes traite ceux-ci non simplement comme les premiers éléments de l'industrialisation mais les suppose aussi meilleurs et les élève par conséquent en norme renvoyant du même coup les caractéristiques des pays continentaux, en tant qu'elles se distinguent du modèle anglo-saxon, à autant d'anomalies.

À la norme implicite de l'homogénéité, du *one best way*, ou pour le dire en des termes plus actuels à l'idée d'une convergence naturelle vers un modèle canonique, les récits d'atténuation des tardophobes opposent un état naturel de la diversité ou de la divergence des économies nationales. L'industrialisation, la modernisation, le développement économique d'une nation sont vus comme irréductibles à un quelconque modèle :

« *La France ne fut jamais inférieure ni supérieure à toute autre nation légitimement comparable par l'avancée du développement, les dimensions et niveaux relatifs de ce-*

lui-ci, ses rythmes et vitesses, écrit Jean Bouvier. Ni inférieure à l'Angleterre ; ni supérieure à la Belgique ou à l'Italie, par exemple. Car, à l'instar de toute nation et de tout État, la France fut naturellement autre que ses voisins. Telle est la conclusion essentielle de l'approche révisionniste²⁴ ».

Tandis que David Landes voit dans la prégnance accordée à la diversité une « *modestie salutaire à l'âme [mais qui] ne dit pas toujours vrai*²⁵ », les auteurs des récits historiques d'atténuation non seulement critiquent la conception normative de la convergence pour ses incompatibilités avec la neutralité scientifique mais traitent aussi la divergence des économies nationales comme un phénomène normal, naturel voire économiquement raisonnable ou rationnel.

Les historiens Patrick O'Brien et Caglar Keyder ont par exemple reproché à l'histoire landésienne de l'industrialisation d'être « *logiquement viciée par ses implications normatives, selon lesquelles "la voie britannique vers le XX^e siècle", serait la meilleure pratique voire la norme*²⁶ ». Selon ces auteurs, la conception diffusionniste, qui consiste à présupposer que les technologies efficaces et autres attributs d'un pays devraient être adoptés par un autre dans les plus brefs délais, laissant ainsi à penser que la France s'en serait mieux portée si elle avait été le clone de l'Angleterre, tout à la fois ne se rattache à aucune réalité existante et implique un raisonnement tautologique. Aussi O'Brien et Keyder proposent-ils d'écrire l'histoire économique de la France en adoptant une idée de départ différente : celle que « *les possibilités de croissance et de développement varient énormément selon le lieu et l'époque*²⁷ ».

Dans cette perspective, les caractéristiques de l'industrialisation françaises ne sont plus interprétées en termes de retard ou d'avance, mais comme les traits d'un processus d'industrialisation différent à la fois dans l'espace et dans le temps²⁸. Dans la France et l'Angleterre du XIX^e siècle, les historiens voient alors « *deux pays spécialisés suivant des lignes d'avantages comparatifs*²⁹ » et dans l'industrialisation de la

24.- Jean Bouvier, « Libre propos... », *op. cit.*, p. 13.

25.- David Landes, *L'Europe technicienne...*, *op. cit.*, p. 43.

26.- Patrick O'Brien et Caglar Keyder, « Les voies de passage vers la société industrielle en Grande-Bretagne et en France (1780-1914) », *Annales ESC*, n° 6, novembre-décembre 1979, p. 1 285. Voir aussi des mêmes, *Economic Growth in Britain and France 1780-1914. Two Paths to the Twentieth Century*. Londres, George Allen & Unwin, 1978, 205 p.

27.- Patrick O'Brien et Caglar Keyder, « Les voies de passage... », *op. cit.*, p. 1 287. Ce sont les auteurs qui soulignent.

28.- Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth...*, *op. cit.*, p. 19.

29.- Patrick O'Brien et Caglar Keyder, « Les voies de passage... », *op. cit.*, p. 1 289.

France, non pas l'imitation *de facto* d'un meneur mais la concentration « sur des activités où elle bénéficiait d'un avantage relatif³⁰ ».

Par conséquent, il n'est plus d'anomalie dans la divergence ou dans le fait de ne pas emprunter la voie du premier ; au contraire, l'avantage comparatif et la spécialisation inscrivent la diversité des économies nationales dans le cadre de la raison économique. L'économiste Robert Boyer tire ainsi cette leçon des récits historiques d'atténuation :

« Les études historiques longues, récemment renforcées par la surprenante percée industrielle des pays du Sud-Est asiatique puis leur crise à la fin des années quatre-vingt-dix, viennent pour leur part rappeler que les phases d'industrialisation diffèrent dans le temps et l'espace. Au XIX^e siècle, l'Allemagne, pas plus que la France, ne suivront la voie anglaise, précisément parce que l'avantage compétitif conquis par la première nation industrielle interdit à ses successeurs d'emprunter exactement les mêmes voies : ils se doivent d'innover en explorant des créneaux alternatifs. Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon cherchera à imiter, sans succès, le modèle américain et sera contraint d'explorer une trajectoire différente d'accès à la production et à la consommation de masse. En d'autres termes, à un moment donné du temps coexistent plusieurs modèles d'industrialisation, alors qu'en longue période, ces modèles sont eux-mêmes historiquement contingents. Il n'est donc plus possible de cerner les difficultés de l'industrie d'un pays comme simple écart à un principe général, abstrait et universel³¹ ».

Entre tardophiles et tardophobes, l'opposition porte donc en premier lieu sur une différence de conception ayant trait au développement socio-économique. Tandis que les récits de renforcement tendent à perpétuer comme un état de fait naturel, normal ou économiquement rationnel la convergence des économies nationales, les récits d'atténuation tendent au contraire à perpétuer l'image d'une divergence naturelle, normale ou économiquement rationnelle des économies nationales.

2. Culture contre économie

S'ajoutant à l'opposition entre convergence et divergence du développement économique, un deuxième thème polarise les controverses historiques sur le retard français. Il a trait aux facteurs explicatifs du retard et focalise sur l'opposition entre culture et économie. D'un côté, le récit de renforcement des tardophiles favorise l'explication culturelle. De l'autre, le récit d'atténuation des tardophobes se réserve plutôt des explications strictement économiques.

30.- *Ibid.*

31.- Robert Boyer, « La spécificité de l'industrialisation française en quête de théories : essor et crise d'une variante étatique du modèle fordiste (1945-1995) », in Louis Bergeron et Patrice Bourdelais (dir.), *La France n'est-elle...*, op. cit., p. 199.

Dans les années suivant le second conflit mondial, on l'a vu (Encadré 1), David Landes, cherchant les causes ou les origines du retard économique français, propose une explication du retard en termes culturels. Reliant le retard de l'après-guerre à un long déclin économique depuis l'ère napoléonienne, l'historien a placé dans les valeurs ou la culture de la société française le grand facteur explicatif de son retard. Anticapitaliste, conservatrice, la France apparaît comme en profond « *décalage culturel* » et mal adaptée au capitalisme dynamique et triomphant. En particulier, tandis que l'analyse schumpéterienne fait de l'entrepreneur le héros de l'évolution économique³², l'entrepreneur français landésien incarne son exact contre-exemple : principal agent de l'innovation pour Schumpeter, l'entrepreneur français affiche chez Landes « *un dégoût assuré pour la nouveauté et l'inconnu* » ; entrepreneur doublé d'un emprunteur côté Schumpeter, l'entrepreneur français est avant tout attaché à son « *indépendance* » et à sa « *sécurité* » chez Landes ; motivé par le désir de créer de nouvelles formes économiques chez Schumpeter, l'entrepreneur français, en particulier le chef de l'entreprise familiale, a pour objectif chez Landes d'assurer le maintien de la position et du pouvoir de la famille, etc. Quelques années plus tard, l'auteur de *L'Europe technicienne* n'a pas délaissé cette analyse et s'attache toujours à souligner la prédominance du facteur "socioculturel".

« *Les restrictions instituées n'expliquent que pour une faible part les déficiences de l'industrie continentale, écrit David Landes. Plus importantes, sans doute, étaient les attitudes sociales et psychologiques défavorables à la véritable activité d'entrepreneur*³³ ».

La révision de l'histoire économique se construit pour partie contre l'interprétation culturaliste du retard français :

« *Refus progressif, écrit Jean Bouvier, par de nombreux historiens français et étrangers de l'opinion défendue avec talent par David Landes (...) d'une sorte d'incapacité des firmes industrielles françaises, à direction familiale, d'accepter une croissance fraîche et joyeuse*³⁴ ».

Ce refus s'articule, d'une part, autour d'une série de nuances qui viennent amenuiser le stéréotype de l'entrepreneur français conservateur, d'autre part, et probablement surtout, autour de la préférence de ces historiens, dans une perspective matérialiste de l'histoire éco-

32.- Joseph A. Schumpeter. *The Theory of Economic Development : an Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*. Cambridge, Harvard University Press, 1968 (1912), 255 p.

33.- David Landes, *L'Europe technicienne...*, *op. cit.*, p. 185.

34.- Jean Bouvier, « Libre propos... », *op. cit.*, p. 22.

nomique, pour les explications purement économiques plutôt que pour les variables socioculturelles.

C'est ce qu'il ressort notamment d'un article de François Crouzet, spécialiste de l'économie britannique, paru d'abord en 1966 puis mis au goût du jour en 1985³⁵. Nuancier des « *contrastes violents* », selon les termes de l'auteur, qui ont souvent surgi dans la comparaison de l'industrialisation de la France et de l'Angleterre, François Crouzet, après avoir évalué les écarts et les différences économiques entre les deux pays au XVIII^e siècle, voit dans le domaine technique le lieu principal de la supériorité de l'Angleterre sur la France.

« Nous touchons là le fond du problème : c'est en Grande-Bretagne que toutes les inventions de base qui ont créé l'industrie moderne – les machines à filer, la navette volante, le métier mécanique, l'impression au cylindre, la fonte au coke, le puddlage et la plus révolutionnaire d'entre elles : la machine à vapeur – ont été réalisées, perfectionnées et introduites dans l'industrie. En France, les inventions ont été beaucoup moins nombreuses, limitées au perfectionnement de l'industrie de la soie (Vaucanson et plus tard Jacquard) et à l'industrie chimique (Berthollet et Leblanc). La France du XVIII^e siècle a eu d'excellents techniciens dans des domaines comme les constructions navales, l'artillerie (Gribeauval), les travaux publics – sans parler de merveilleux ouvriers d'art, mais leur habileté n'a pas été appliquée à l'amélioration des techniques industrielles. L'industrie française n'a évolué que par l'adoption de machines et de procédés étrangers, et bien plus elle n'a pu en général les assimiler que grâce à l'aide de techniciens étrangers, la plupart britanniques, certains suisses ou allemands. L'Angleterre a connu une véritable explosion d'esprit inventif, une "vague de gadgets", comme l'a écrit T. S. Ashton, qui a presque complètement fait défaut en France, et cette supériorité décisive dans l'ingéniosité et la propension à innover est le fait fondamental qui a accentué le décalage entre les structures des deux économies durant la seconde partie du XVIII^e siècle et que l'on voudrait maintenant essayer d'expliquer³⁶ ».

Aussi n'est-ce donc pas l'existence objective des retards et des écarts qui est en jeu, « *le révisionnisme*, a écrit un Jean Bouvier tardophobe, *ne consiste pas du tout à nier les blocages (ce serait une belle erreur)*³⁷ », mais bien leur interprétation. C'est là, c'est-à-dire dans l'explication des retards, que l'atténuation se manifeste et multiplie les hypothèses. Ainsi, une interprétation en termes institutionnels du retard technologique telle que François Crouzet la mène pousse à croire que l'opposition entre le laisser-faire britannique, considéré généralement

35.- François Crouzet, « Angleterre et France au XVIII^e siècle : analyse comparée de deux croissances économiques », *Annales ESC*, XXI, n° 2, mars-avril 1966, pp. 254-291 ; article reproduit et modifié dans François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire. XVII^e-XX^e siècles*. Paris, Librairie académique Perrin, 1985, pp. 22-49. Nous renvoyons ici à ce dernier article tel qu'il a été aussi reproduit dans Michel Margairaz, *Histoire économique. XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Larousse, coll. « Textes essentiels », 1992, pp. 323-353.

36.- François Crouzet, *op. cit.*, p. 338.

37.- Jean Bouvier, « Libre propos... », *op. cit.*, p. 16.

comme favorable à l'invention, et le corporatisme français, considéré généralement comme défavorable à l'invention, a eu une influence « réelle, mais limitée ». Les nuances de l'interprétation tardophobe portent d'une part sur le fait que le système corporatif n'était répandu ni partout en France ni dans toutes les industries et, d'autre part, que ce système s'est relâché à partir du milieu du XVIII^e siècle. En ce qui concerne l'interprétation culturaliste, l'historien tardophobe, dans son récit d'atténuation, multiplie à nouveau les précautions et les contre-exemples. Tout en reconnaissant que le prestige social de l'entreprise et du commerce a été moindre en France qu'en Angleterre, « là aussi, lance-t-il, cependant, il faut être prudent ». Ainsi, à l'idée que les bourgeois français enrichis dans les affaires s'en sont souvent retirés pour acheter terres et offices, François Crouzet précise que la conversion vers les offices a été très amoindrie entre le XVII^e et le XVIII^e siècle et que le passage vers la terre était aussi très fréquent en Angleterre. Tout en reconnaissant que l'esprit capitaliste était davantage poussé en Angleterre qu'en France, l'historien nuance :

« Cependant, le milieu social et psychologique français n'était pas fondamentalement hostile à l'innovation, et beaucoup d'industriels étaient tout prêts à adopter les inventions étrangères (bien qu'ils aient du mal à les faire fonctionner)³⁸ ».

Enfin, pour ce qui est des interprétations qui soulignent l'importance du mouvement philosophique et scientifique du XVII^e et XVIII^e siècles sur la Révolution industrielle anglaise, le tardophobe précise encore :

« Mais le mouvement philosophique et scientifique fut au moins aussi puissant en France qu'en Angleterre. (...) Cependant, à la différence de l'Angleterre, toute cette activité n'a eu que très peu de résultats pratiques³⁹ ».

Cet argumentaire d'atténuation débouche sur une proposition intellectuelle précise : inverser la priorité des facteurs explicatifs du retard en faisant passer l'économique devant le culturel.

« Au total, écrit François Crouzet au sortir de sa synthèse des interprétations, on ne voudrait nullement minimiser les différences de structures sociales et de mentalités entre l'Angleterre et la France du XVIII^e siècle, ou les dispositions favorables à l'esprit d'entreprise dans la société anglaise, mais il ne semble pas que le contraste soit aussi violent qu'on l'affirme souvent. De plus, l'influence réelle des différences qui existaient concrètement reste obscure, et si elles peuvent expliquer à certains égards la supériorité technique des Britanniques, elles n'en sont qu'un facteur secondaire par rapport aux forces proprement économiques. Le progrès technique est après tout dans la dépendance étroite des phénomènes économiques et l'explication recherchée doit être avant tout économique. On voudrait démontrer maintenant que les Français n'ont

38.- François Crouzet, *op. cit.*, p. 341.

39.- *Ibid.*, p. 342.

pas innové, parce qu'ils n'étaient pas soumis par des forces économiques à la pression énergétique en faveur de l'innovation que subissaient les Britanniques⁴⁰ ».

Pour l'historien, la principale différence entre la France et l'Angleterre expliquant l'émergence de la Révolution industrielle sur l'île et non sur le continent réside d'abord et avant tout dans l'existence de goulots d'étranglement (pénuries de matières premières et de main-d'œuvre) qui entravent l'expansion de la production et poussent l'Angleterre vers les innovations de la Révolution industrielle tandis qu'en France, où le problème de la pénurie de main-d'œuvre n'existe pas et où la production peut être augmentée en continuant de répondre à la demande, une telle pression économique reste absente.

Dans cette optique, le retard, qui n'est donc pas nié, est vu moins comme la conséquence d'une espèce de tare congénitale et permanente, d'une incapacité, que d'une adaptation à des conditions économiques (disponibilité des ressources naturelles, démographie, marché, structure industrielle, etc.) variant d'un pays à l'autre. Paradoxalement, tandis que la loi historique marxienne originelle énonçait que par la seule force des conditions de production,

« des lois naturelles de la production capitaliste », « le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir⁴¹ »,

voilà les mêmes conditions économiques devenir le fondement objectif de la diversité. De son analyse du rattrapage industriel de l'Europe continentale par rapport à la Grande-Bretagne au XIX^e siècle, François Crouzet conclut :

« Ainsi, l'industrialisation du Continent fut réalisée selon un processus qui n'était pas identique à celui qu'avait connu la Grande-Bretagne et on peut même avancer qu'en gros elle réussit d'autant mieux qu'elle différait plus du modèle anglais⁴² » ; « une industrialisation réussie n'est pas l'imitation servile des pays plus avancés ; peut-être même la réussite est-elle fonction de l'originalité. Il faut une adaptation aux conditions nationales et régionales, à la géographie et à l'histoire, à la constellation de facteurs qui est disponible⁴³ ».

Pas davantage que le présupposé de la "convergence", celui de la "culture" ne peut être tranché sans que la main du théoricien ne tremble. C'est pourquoi l'on peut parler de véritable "tension" pour qualifier ces discours entourant la notion de retard, auxquelles

40.- *Ibid.*, p. 343.

41.- Karl Marx, *Le capital*. Préface au livre I. Paris, Flammarion, 1985 (1867), p. 36.

42.- François Crouzet, « Les problèmes du rattrapage », in *De la supériorité de l'Angleterre...*, *op. cit.*, pp. 339-340.

43.- *Ibid.*, p. 341.

s'ajoutent une troisième source, liée à l'optimisme (ou au pessimisme) du locuteur.

3. *Pessimisme contre optimisme*

Les récits de renforcement des tardophiles, pas davantage que les récits d'atténuation des tardophobes, ne s'éloignent guère de l'empirisme : on négocie des faits, des chiffres, des caractéristiques discrètes et mesurables. Chacun prétend livrer une vérité objective sur le problème du retard et restituer une évaluation réaliste. Les récits d'atténuation eux-mêmes ne nient pas l'existence objective des retards, mais, utilisant comme les récits de renforcement un argumentaire empirique, raillent le pessimisme de ceux-ci, trop emplis de manques, de lacunes et de retards à leur goût. La révision de l'histoire économique, comme on l'a vu, a pris sa source dans la période d'expansion des trente années qui suivent la Seconde Guerre mondiale. À partir de ce "miracle français", il s'agit non pas de célébrer l'économie française, comme le rappellent Patrick Fridenson et André Straus, mais de prendre en compte et considérer avec eux que « *l'économie et la société française ne souffrent pas de malédictions particulières*⁴⁴ ».

Contre l'idée de contraintes lourdes qui pèseraient sur l'économie, en particulier contre l'invariant culturel, l'histoire économique révisionniste a pris l'habitude d'opposer les résultats économiques sur la longue durée. En effet, les Trente glorieuses ne sont pas seulement une période d'essor économique qui insuffle la révision historique ; elle est aussi le creuset des séries statistiques longues produites par l'histoire quantitative⁴⁵. Avec ces nouveaux ordres de grandeurs remontant les siècles et empruntés aux conventions de la comptabilité nationale keynésienne contemporaine, les mesures globales du produit national, du revenu national et du revenu par habitant, de la

44.- Patrick Fridenson et André Straus, *Le capitalisme...*, op. cit., p. 8.

45.- L'introduction des indices nouveaux de la comptabilité nationale dans l'analyse historique répond à une initiative lancée en 1950 par l'*International Association for Research in Income and Wealth* (IARIW) qu'anime l'économiste Simon Kuznets et dont l'objectif est l'analyse des trends à long terme dans ses pays membres. Au *National Bureau of Economic Research* (NBER), Kuznets avait travaillé dans les années 1920 et 1930 à l'évaluation du revenu national américain et à l'analyse des cycles économiques à partir de séries statistiques longues. En France, « *en tant qu'applicateurs de la comptabilité nationale* », les collaborateurs de l'Institut de science économique appliquée (ISÉA), François Perroux, Jean Marczewski, Jean-Claude Toutain, Tihor Markovitch, etc., ont été les premiers artisans des séries longues du revenu ou du produit national et de l'histoire quantitative descriptive. Cf. François Fourquet, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*. Paris, Éditions Encres, coll. « Recherches », 1980, pp. 360-363 ; Jean Marczewski, « Qu'est-ce que l'histoire quantitative ? » in *Introduction à l'histoire quantitative*, Genève, Librairie Droz, 1965, 183 p.

consommation, de l'investissement, de l'épargne, de la productivité, de la croissance, de la production industrielle et de sa répartition par branches, etc. font l'effet d'un peu d'eau lancée sur les discours trop enflammés sur le retard français. Rondo Cameron et Charles Freedeman concluent un article plaidant pour une « *révision radicale* » à la lumière des travaux quantitatifs conduits depuis plus de vingt ans :

« avec le recul, il apparaît que le débat sur les causes du retard économique français n'était pas nécessaire – un gaspillage de ressources et d'efforts intellectuels. Avec les preuves dont nous disposons maintenant – et qui continuent de s'accumuler – il devient clair que les discussions précédentes étaient fondées sur une prémisse fautive. En effet, l'économie française fut très performante en comparaison des autres nations en voie d'industrialisation⁴⁶ ».

À l'appui de cette thèse, les auteurs convoquent notamment les travaux pionniers de Jean Marczewski dont les statistiques sur l'histoire de l'économie française ont contribué à mettre en doute la théorie rostowienne du « *take-off* », aussi célèbre que controversée dans les années 1960 (cf. Encadré 3).

À l'idée que la croissance française connaîtrait, comme dans la théorie de Rostow, un démarrage brutal entre les années 1830 et 1860, Marczewski oppose une croissance longue, continue et graduelle marquée par des périodes d'accélération (1796-1844 ; 1855-1884 ; 1895-1913), dont la première serait donc bien antérieure à 1830, et de ralentissement (1845-1854 ; 1885-1894). Cette mise en évidence de la continuité de la croissance française suscite non seulement la re-écriture "plus optimiste" de l'histoire ; sur le plan théorique, elle atténue l'idée d'un retard relatif de la France par rapport à la Grande-Bretagne en rendant celui-ci malaisé à cerner dès lors que le développement économique ne se représente plus comme une succession d'étapes distinctes le long d'une échelle temporelle.

Encadré 3. Discontinuité rostowienne vs. continuité de la croissance économique française

Dans son best-seller qui paraît en 1960, *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, l'historien économiste américain Walt Whitman Rostow propose une perspective évolutionniste et civilisationnelle. L'auteur ramasse en une phrase sa théorie de la croissance économique : « À considérer le développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une de cinq étapes suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité, et l'ère de la consommation de masse⁴⁷ ».

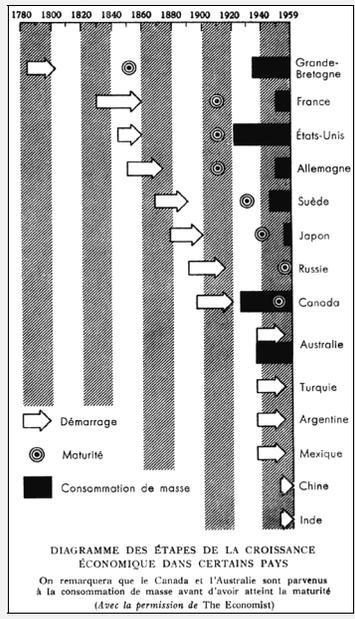
46.- Rondo Cameron et Charles E. Freedeman, « French Economic Growth... », *op. cit.*, p. 4.

47.- W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth. A non-communist manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960. Pour la traduction française, *Les étapes de la croissance économique*. Paris, Seuil, 1962, 201 p.

Grande fresque narrative conforme à la tradition intellectuelle des évolutionnistes du XIX^e siècle, la théorie rostowienne, maintenant qu'il ne s'agit plus de coloniser les Autres mais de les développer grâce à la connaissance des mécanismes de la croissance, maintenant aussi que les tensions de la Guerre froide se sont installées, se veut délibérément et explicitement anti-marxiste⁴⁸. Contrairement à la théorie marxienne et à la politique marxiste, le communisme n'est pas l'horizon du développement économique des *étapes* mais « *une maladie de la période de transition* » contre laquelle la nouvelle théorie, qui fixe comme aboutissement l'économie libérale, conjuguée à l'action politique, peut constituer un antidote. Le problème pour les historiens, écrit Rostow, « *consiste à créer, de concert avec les hommes politiques et les peuples non communistes dans les régions qui sont en train de réunir les conditions préalables et de commencer leur démarrage, une association qui les mènera à une croissance durable, dans un climat politique et social laissant ouvertes toutes les possibilités de développement progressif et démocratique*⁴⁹ ».

Chaque pays a connu, connaît ou connaîtra, à quelques variantes près tenues pour secondaires ou exceptionnelles, les mêmes étapes situées graphiquement sur une échelle temporelle à partir du stade crucial de démarrage (*take-off*). Le *take-off*, où la « *croissance devient la fonction normale de l'économie* », introduit cette grande discontinuité entre les pays sous-développés qui n'auraient pas encore franchi cette étape et les pays développés qui l'ont franchi à différentes périodes, suivant aussi un processus discontinu. Ainsi la Grande-Bretagne aurait-elle passé le seuil du *take-off* entre 1783 et 1802, suivie de la France entre 1830 et 1860, de la Belgique entre 1833 et 1860, etc.

Les étapes de la croissance économique dans certains pays.
Reproduction du diagramme de Rostow, 1960



Quatorze pays sont ordonnés en une colonne unique, et placés en regard d'une échelle de temps qui court de 1780 à 1959. Des flèches blanches indiquent le début du « *décollage* » et sa durée ; des petites cibles noires signalent la date à laquelle le marché est arrivé à « *maturité* » ; des zones sombres délimitent le début de l'époque de « *haute consommation de masse* ».

48.- Pour une analyse socio-historique des relations entre la théorie de Rostow et la politique étrangère américaine, voir Kimber Charles Pearce, *Rostow, Kennedy and the Rhetoric of Foreign Aid*. East Lansing, Michigan State University Press, 2001, 173 p.

49.- W. W. Rostow, *op. cit.*

En 1961, Jean Marczewski vérifie l'adéquation entre l'hypothèse du *take-off* et le cas de la France en utilisant les premières séries statistiques longues produites par l'équipe de l'ISÉA. Hypothèse infirmée : « *il n'y a pas de véritable "take off" en France ; la croissance de l'économie française s'est réalisée très graduellement et remonte très loin dans le passé, mais, si l'on veut absolument donner le nom de "take off" à l'accélération qui caractérise la période d'industrialisation, ce "take off" commence vers 1800 – ou même, comme je le montrerai plus loin, vers 1750⁵⁰...* » Si "take off" français il y avait donc, Marczewski le situerait à peu près au même moment qu'en Angleterre mais il se manifesterait « *plus lentement et avec moins d'ampleur* » étant donné, notamment, les différences entre les structures agricoles des deux pays.

En outre, une kyrielle d'indicateurs et d'études quantitatives développées depuis les années 1960 par un ensemble d'historiens (dont les principaux en France sont notamment François Crouzet [pour le XVIII^e siècle] ; François Crouzet, Maurice Lévy-Leboyer, Tihor Markovitch, Jean Marczewski [pour le XIX^e siècle] ; Jean-Jacques Carré, Paul Du Bois et Edmond Malinvaud [pour le XX^e siècle]) sont mobilisées par les auteurs. À l'aune quantitative nouvelle, les historiens jettent un doute sur la réalité du retard français :

« Les premières impressions sur l'arriération économique, le retard, la stagnation, etc., écrivent encore Rondo Cameron et Charles Freedeman, étaient fondées sur des comparaisons internationales utilisant peu de séries statistiques et qui ont donné en général des impressions erronées⁵¹ ».

La production de grands agrégats économiques ne permet pas seulement de juger bonne ou mauvaise la performance économique ou de simplement découvrir la performance économique réelle. Leur utilisation accompagne une analyse ; elle légitime aussi un point de vue. Contre les récits de renforcement et la récurrence des discours sur le retard, les récits d'atténuation opposent souvent l'idée que la France est restée une grande puissance industrielle, ou l'idée que sur la longue durée sa situation économique s'est maintenue. Contre les discours stigmatisant la société française, d'aucuns rappellent ainsi par exemple que

« la France est aujourd'hui la quatrième puissance industrielle du monde [et que sa] réussite transparaît dans tous les indicateurs⁵² » ; que « certes, la France a longtemps boudé l'électricité et la chimie organique. Pire, elle a connu dans les années 1930 un recul historique de sa position sur les marchés internationaux de produits manufacturés. Reste que notre pays est toujours la cinquième puissance industrielle mondiale et qu'il a su réaliser des avancées majeures dans l'équipement des chemins de fer et les

50.- Jean Marczewski, « Y a-t-il eu un "take off" en France ? », *Cahiers de l'Institut de science économique appliquée*, n° 111, mars 1961, série A-D, n° 1, pp. 69-94.

51.- Rondo Cameron et Charles E. Freedeman, « French Economic Growth... », *op. cit.*, p. 7.

52.- Ezra Suleiman, *Les ressorts cachés de la réussite française*. Paris, Seuil, 1995, p. 18.

*télécommunications, l'industrie électronucléaire et le secteur aéronautique, mais aussi dans l'industrie du luxe et l'industrie agro-alimentaire*⁵³ ».

Contre l'idée que la France ne serait pas douée pour l'industrie, l'économiste oppose que l'on

*« peut se demander comment il se fait que, malgré ce handicap "congénital", ce pays figure de nos jours, parmi ceux dont la productivité moyenne est parmi les plus élevées et a été multipliée par 13 de 1820 à 1989, soit une performance qui se situe dans la moyenne des pays industrialisés*⁵⁴ ».

tandis que contre la litanie des retards et des blocages, l'historien demande dans le même esprit de la longue durée : *« comment diantre la croissance française a bien pu se déployer depuis deux bons siècles*⁵⁵ ? »

Cet argumentaire qui oppose un jugement positif à un jugement négatif ne sert pas l'idée de l'inexistence de retards. En opposant à l'idée d'un vice permanent celle d'un dynamisme continu, les récits d'atténuation proposent une analyse du changement, de la croissance, du développement qui tient compte à la fois des retards et des transformations ou des déblocages. Aussi l'histoire économique révisionniste ne se présente-t-elle pas comme celle d'une course à la richesse ; elle aborderait plutôt l'analyse de la croissance, selon Jean Bouvier, comme la *« gestion des contradictions, un art où la France n'est pas plus mal placée en moyenne et longue durée »*, et ferait porter celle-ci non seulement sur les *« freinages »* et les *« blocages »* mais également sur *« les éléments moteurs, les capacités d'adaptation, les dynamismes*⁵⁶ ». C'est aussi dans cette extension analytique que l'optimisme des récits d'atténuation s'exerce.

c. La France qui tombe ou la réactualisation médiatique des controverses historiques

Les mêmes tensions, analysées jusqu'ici dans l'univers savant de l'historiographie, se sont retrouvées récemment dans l'espace public et médiatique, autour de l'ouvrage de Nicolas Baverez, *La France qui tombe*. À l'été 2003, la revue *Commentaire* publie un article de l'historien et économiste (mais aussi avocat et éditorialiste au *Point* et au *Monde*) : *« Le déclin français ? »*⁵⁷. L'article reprend les thèses du

53.- —, *Puissance et faiblesses de la France industrielle. XIX^e-XX^e siècle*. Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1997, p. 10.

54.- Robert Boyer, « La spécificité de l'industrialisation... », *op. cit.*, p. 202.

55.- Jean Bouvier, « Libres propos... », *op. cit.*, pp. 15-16.

56.- *Ibid.*

57.- Nicolas Baverez, « Le déclin français ? », *Commentaire*, n° 102, été 2003, pp. 299-315.

livre best-seller *La France qui tombe* qui l'a suivi le 11 septembre 2003⁵⁸. Modèle du genre essai économique qui façonne les débats⁵⁹, le livre de Nicolas Baverez a déclenché une controverse sur le déclin de la France qui perdure encore aujourd'hui. Qualifié de « *décliniste* » et de « *déclinologue* » par ses détracteurs, Nicolas Baverez incarne une conception pessimiste de l'économie française⁶⁰.

La France qui tombe est une réflexion sur une situation contemporaine qui utilise l'histoire, l'économie et le genre de l'essai dans le but de susciter le changement. Il s'y déploie, sous la plume d'un auteur habité d'une mission à l'endroit de son pays, une évaluation négative de la situation économique du pays où s'entremêlent la description et la prescription dans la perspective d'une action ayant pour but de mettre fin à la situation décriée. « *Je ne suis ni un prophète ni un pessimiste, mais tout à l'inverse, un analyste et un optimiste, s'est ainsi expliqué Nicolas Baverez. Je fais un pari sur l'intelligence des Français, sur leur énergie, et leur imagination pour comprendre les causes réelles des difficultés présentes, sur leur patriotisme et leur capacité à transcender les intérêts corporatistes pour relever leur pays. Il ne s'agit donc pas de se lamenter mais d'agir, afin de reconstruire la puissance de la France dans l'univers du XXI^e siècle*⁶¹ ». Alliant l'analyse et la politique économiques, Nicolas Baverez a aussi pour ambition d'inscrire le constat du déclin dans la durée plutôt que dans l'instant présent⁶². Aussi convoque-t-il l'histoire, en particulier l'histoire économique, pour appuyer sa thèse. Or en exposant sa vérité historique sur le déclin, c'est la réactivation des controverses historiographiques qui s'enclenche.

Les dix premières pages de l'ouvrage livrent une histoire économique de la France. Le point de départ fait consensus en histoire de l'économie : sur la longue durée, l'économie française alterne les périodes d'expansion et de crise. Toutefois, cette alternance est interprétée de manière exclusivement négative. Assimilée à une « *instabilité chronique* » (p. 11) à laquelle est associé « *un profond conservatisme* » (p. 11), « *une extrême difficulté à s'adapter aux grandes transformations* » (p. 11),

58.- Nicolas Baverez, *La France qui tombe*. Paris, Perrin, 134 p.

59.- Sur les essais économiques, voir Frédéric Lebaron, *La croyance économique, Les économistes entre science et politique*. Paris, Seuil, coll. « Liber », 2000, pp. 169-173.

60.- D'autant qu'après avoir publié *Les trente piteuses* en 1995, Nicolas Baverez a publié *Nouveau Monde, Vieille France* en janvier 2006. À l'occasion de ses vœux à la presse durant cette période, le Premier ministre Dominique de Villepin a ironisé sur les « *déclinologues* » stigmatisant leur pessimisme et appelant au contraire à une *positive attitude*.

61.- Nicolas Baverez, « Le vide politique ouvre un espace à la violence sociale », *Le Figaro Magazine*, 3 octobre 2003, p. 24.

62.- Nicolas Baverez, « Regarde la chute et tais-toi ! », *Le Monde*, « Dossiers et documents », février 2004, p. 1.

l'économie française est en l'espace de quelques pages et au gré des périodes historiques affublée d'une série de stigmates : « *refus d'adapter des structures obsolètes* » (p. 12), « *immobilisme du monde rural* » (p. 12), « *balkanisation du tissu industriel* » (p. 12), « *multiplication des obstacles à la création de grandes entreprises* » (p. 12), etc. De la fin du XIX^e siècle à nos jours, et en quelques pages, Nicolas Baverez dépeint un pays qui a manqué le coche de la deuxième révolution industrielle avant de sombrer dans la crise ; qui a refusé, malgré son dynamisme scientifique et technologique, d'adapter ses structures attaquées par l'immobilisme du monde rural ; qui a favorisé l'artisanat et le commerce au détriment de la grande industrie ; qui s'est coupé de l'ouverture économique et qui a ralenti le progrès de la technique et de la productivité par malthusianisme ; qui hait la ville, l'industrie, le capitalisme et l'étranger ; qui est le dernier pays à avoir surmonté la crise des années 1930, comme aujourd'hui celle des années 1970 et de l'après-guerre froide.

Dans la tradition de l'histoire économique révisionniste, l'historien Jacques Marseille, titulaire de la chaire d'Histoire économique et sociale de la Sorbonne, s'oppose au discours de Nicolas Baverez, notamment en publiant en 2004 *La guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine*⁶³. C'est aux discours sur le déclin que l'historien s'attaque en rappelant que sur la longue durée, l'économie française a, au contraire, progressé :

« *Si les premières Trente Glorieuses ont permis, entre 1945 et 1973, un triplement du niveau de vie des Français, les nouvelles Trente Glorieuses ont aussi pavé la voie à une augmentation du pouvoir d'achat de plus de 50 % ! À l'encontre des idées reçues et des lamentations convenues, j'ai voulu d'abord montrer que le "progrès" a été aussi vif pendant les années dites "de crise" que pendant les Trente Glorieuses. Contrairement à un mythe tenace, les Français se sont autant, voire plus, enrichis de 1973 à nos jours que de 1945 à 1973*⁶⁴ ».

Outre les controverses liées aux interprétations historiques, le débat prend aussi la forme d'une opposition centrée sur les statistiques. Nicolas Baverez oppose souvent la « *réalité* » de son constat à une « *chimère idéologique*⁶⁵ » et revendique la nécessité de « *partir de la véri-*

63.- Jacques Marseille, *La guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine*. Paris, Plon, 2004. En 1993, quelques années avant la parution des *Trente piteuses*, Jacques Marseille a publié un livre au titre optimiste : *C'est beau la France. Pour en finir avec le masochisme français*. Paris, Plon.

64.- Entretien avec Jacques Marseille et Elie Cohen (propos recueillis par Baudouin Bollaert, Alexis Lacroix et Marie-Laure Germon, « Ces économistes récusent le « déclinisme » et s'affrontent sur les carences de la réforme », *Le Figaro*, 2 février 2004.

65.- Nicolas Baverez, « Regarde la chute... », *op. cit.*

té », de « faire la vérité sur la situation réelle⁶⁶ » en conférant aux chiffres le pouvoir de représentation du réel. Aussi, la preuve de la chute advient-elle par le moyen de pages entières de statistiques et d'un usage intensif des classements internationaux (cf. Encadré 4).

Encadré 4. L'empirisme de la chute, selon Baverez (2003)

« Au plan économique, le décrochage est en passe de se muer en déclassé hors du groupe de tête des pays développés. Longtemps masquée par l'importance d'un patrimoine que la France rogne depuis 1980 pour maintenir vaillamment que vaillamment la progression de revenus qui ne sont plus assurés par une hausse de production, la chute s'accélère. Depuis 2002, la France renoue avec les années de plomb du début de la décennie 1990 : croissance zéro ; recul de l'emploi et remontée du chômage autour des 10 % de la population active ; chute de l'investissement productif de 13 % ; productivité en berne bloquée à 1 % contre 4,2 % dans les années 1970, déficits et dettes publics dérivant vers 4,1 % et 62 % du PIB.

Ce blocage de l'économie ne relève ni d'une secousse conjoncturelle, ni d'une anomalie. Il s'inscrit dans un mouvement long de dégradation des performances économiques françaises dont le sens et l'ampleur sont discutables. Ainsi, le PIB de la France qui était de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni dans les années 1970 est désormais inférieur de 9 % (1 520 milliards d'euros contre 1659 en 2002). La France se classe en 2001 au 10^e rang de l'Union, au 19^e rang de l'OCDE pour le PIB par habitant (24 000 euros contre 48 100 euros pour le Luxembourg, premier), au 17^e rang du PNUD pour le développement humain (alors qu'elle occupait la deuxième place au début des années 1990). La croissance moyenne depuis 1990 ressortit à 1,8 %, soit le 25^e rang sur les trente pays que compte l'OCDE dont l'activité a progressé de 2,8 % en moyenne⁶⁷ ».

Le recours aux statistiques en lui-même n'est pas remis en cause. Mais les chiffres sont un instrument dont savent disposer tout aussi bien les opposants à la thèse du déclin (cf. Encadré 5).

Encadré 5. La chute ? Contre-évaluations

Le journaliste économique Serge Marti, Chef de la Séquence « Le Monde économie », introduit un article, beaucoup plus nuancé certes, par un bilan statistique plus positif que celui de Nicolas Baverez : « Quel est encore le poids de la France sur la scène internationale ? Quatrième ou cinquième puissance économique mondiale depuis des années qu'elle est au coude à coude avec le Royaume-Uni, la France se place derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne en termes de produits intérieurs bruts, voisin de 1 500 milliards de dollars. Quatrième exportateur mondial derrière les trois mêmes pays (historiquement les États-Unis, l'Allemagne, et le Japon, encore que la patrie de Gerhard Schröder se soit hissée cette année, au premier rang mondial des exportateurs), l'Hexagone détient un peu plus de 5 % du marché mondial de produits agricoles. Première place financière d'Europe continentale et cinquième mondiale (derrière Wall Street, Tokyo, le Nasdaq et la Bourse de Londres, Paris est aussi le 4^e investisseur à l'étranger (derrière l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni). Un rang honorable pour un pays qui demeure la première destination touristique mondiale (devant l'Espagne, les États-Unis, l'Italie et la Chine) avec près de 80 millions de visiteurs chaque année⁶⁸ ».

Allant de même à l'encontre de la thèse du déclin, l'économiste Daniel Cohen cite les statistiques du Conseil d'analyse économique : « Baverez prend la perte d'attractivité du territoire pour l'un des signes patents du déclin français, déplorant que les effectifs de l'emploi industriel soient passés de 5,6 à 3,9 millions depuis 1975, "en raison des délocalisations en Asie", ajoutant que d'autres menaces se profilent du fait que

66.- Nicolas Baverez, « Le vide politique... », *op. cit.*

67.- Nicolas Baverez, *La France...*, *op. cit.*, pp. 69-70

68.- Serge Marti, « La mode du « déclinisme », *Le Monde*, Dossiers et documents, février 2004.

“le rapport du coût du travail est de 1 à 2 avec la Pologne et de 1 à 7 ou à 8 avec la Roumanie et la Bulgarie.” Un rapport récent du Conseil d’analyse économique (CAE), intitulé Compétitivité, rédigé par Michèle Debonneuil et Lionel Fontagné, met pourtant en garde contre les jugements trop hâtifs en ce domaine. Si l’on juge un arbre à ses fruits tout d’abord, l’attractivité du territoire français ne pose guère de problèmes. La France est en excellente position en termes d’accueil des investissements internationaux. Elle a reçu 60 milliards d’euros d’investissements directs en 2001, presque deux fois plus que l’Allemagne. Le rapport du CAE ajoute que la compétitivité coût de la France est excellente, s’améliorant de près de 20 % au cours des vingt dernières années, les hauts salaires français étant compensés par une productivité meilleure⁶⁹ ». En somme, l’évidence quantitative, qui n’existe pas évidemment, sert aussi bien aux déclinophiles qu’aux déclinophobes.

Dans le même esprit encore, Laurent Joffrin, dans le *Nouvel Observateur*, ajoute : « L’erreur de Baverez, c’est l’exagération. Il voue à la chute une économie qui reste la quatrième du monde, un pays dont la productivité est, dans le secteur privé, l’une des meilleures. Il accuse les Français de refuser la mondialisation, eux qui exportent et importent en proportion deux fois plus que les États-Unis, qui maintiennent leur part de marché à l’étranger, qui reçoivent chaque année 75 millions de touristes (record planétaire) et acceptent l’installation sur leur sol de quelques autres millions d’étrangers. Il dénonce la perte d’influence d’une politique étrangère qui est justement la seule à tenir tête aux États-Unis. Il soupire sur l’absence de rayonnement culturel d’un pays qui est le seul en Europe à avoir maintenu un cinéma national, qui conserve une certaine originalité à sa culture populaire, qui compte un nombre record de festivals, de salles de cinéma, de concert et de théâtre⁷⁰ ».

Autre pilier de l’argumentaire de Nicolas Baverez : la comparaison internationale. On la trouve explicitement à l’œuvre sous une certaine forme (et sous une certaine forme seulement) avec les indicateurs et les classements internationaux dont l’usage, incontesté chez les protagonistes comme chez les pourfendeurs du déclin, a davantage de portée politique que scientifique car il s’agit en général de qualifier une position : “bonne” ou “mauvaise”⁷¹. En revanche, il existe une critique de la comparaison qui oppose déclinophiles et déclinophobes et qui a trait plus particulièrement à la légitimité de la référence aux pays étrangers comme modèles.

L’analyse de Nicolas Baverez est associée à une conception normée par l’idée d’une convergence des économies nationales.

« La France se trouve engagée depuis les années 1980 dans une phase de déclin, dit Nicolas Baverez, en raison de son incapacité à se moderniser pour prendre en compte la nouvelle donne issue de l’après-guerre froide et du surgissement du terrorisme de masse, de la mondialisation, de la révolution des technologies de l’information et des sciences du vivant, de l’avènement d’une société des risques ».

Dans l’analyse de la crise du capitalisme qui s’entremêle à celle de la crise politique de l’après-11 septembre, l’auteur évoque la « *violente divergence du système mondial* » associée à une « *géopolitique du chaos* » (p. 41) et procède à la stigmatisation de la situation de la France par contraste avec les États-Unis :

69.- Daniel Cohen, « Une idée qui ne passe pas », *Le Monde*, 9 septembre 2003.

70.- Laurent Joffrin, « La France tombe-t-elle ? », *Nouvel observateur*, 11-17 septembre 2003, p. 64.

71.- Sur ce point, voir Michel Lallement et Jan Spurk, *Stratégies de la comparaison...*, op. cit., p. 9.

« Aux antipodes des États-Unis, écrit Nicolas Baverez, qui ont redéfini de fond en comble les orientations et plus encore les principes de leur politique intérieure et extérieure, en appliquant systématiquement l'impératif de la réponse en temps réel et de la flexibilité, la France a choisi d'ignorer la grande transformation du XXI^e siècle, en cultivant le statu quo et la rigidité » (p. 42).

Quelques acteurs de la controverse vont reprocher à l'analyse ce biais implicite du *one best way*. Un journaliste du *Nouvel Observateur*, Laurent Joffrin, reproche par exemple à *La France qui tombe* d'être « politiquement à sens unique », de chercher à coller implicitement et le plus rapidement aux « normes mondiales » sans questionner si celles-ci sont « souhaitables, acceptables, justes » et de tenir pour un « fait de nature » la « mondialisation libérale⁷² ». Dans le même esprit, Daniel Cohen, tout en affirmant ne pas avoir de sympathie pour l'idée de déclin, citant Montaigne, déplore encore à l'analyse de Nicolas Baverez la pratique de la comparaison ayant lieu sur ce mode : « L'économie, la maison, le cheval de mon voisin, en égale valeur, valent mieux que les miens, de ce qu'ils ne sont pas miens⁷³ ».

La parution en 2003 de *La France qui tombe* et les réactions qu'elle a suscitées dans le Landerneau intellectuel, illustrent parfaitement l'ambivalence d'un discours objectif sur le retard : d'une part, le discours historique n'offre pas un ensemble de "vérités pures" mais il représente un réservoir de ressources mobilisées dans les problèmes contemporains ; d'autre part, les réflexions dans l'arène publique demeurent encadrées dans une posture évaluative oscillant entre le renforcement et l'atténuation.

d. Synthèse

Autour de la problématique du retard français en histoire économique, trois grands pôles de tensions symétriquement opposées ont été analysés. Dans l'opposition générale entre les récits de renforcement des tardophiles et les récits d'atténuation des tardophobes, les premiers apparaissant plus enclins à l'idée de retard que les seconds, une première distinction est apparue : l'idée de retard se déploie d'autant plus à son aise que la convergence des économies nationales est pensée comme normale ou naturelle ; inversement, l'idée de retard suscite le scepticisme car c'est au contraire la divergence des économies nationales qui est pensée comme normale et naturelle. Deuxièmement, sur le plan de l'explication des retards, les récits de

72.- Laurent Joffrin, « La France tombe-t-elle ? », *op.cit.*

73.- Jean-Paul Fitoussi, « Déclin ou régression sociale ? », *Le Monde*, 17 septembre 2003.

renforcement sont plutôt associés à la préférence pour la variable culturelle ; les récits d'atténuation eux, à la préférence pour les facteurs économiques. Troisièmement, et enfin, les récits d'atténuation s'opposent au pessimisme des récits de renforcement en ajoutant à l'analyse des retards l'analyse des dynamismes de l'économie.

Les trois types de tension apparaissant dans le discours sur le retard français n'impliquent pas, cependant, de limite frontalière nette, de rupture franche entre récits de renforcement et récits d'atténuation. D'un extrême à l'autre, l'art de la nuance s'exerce par le véhicule des conjonctions (*mais, cependant, malgré, néanmoins, pourtant, etc.*) ; d'un extrême à l'autre, les esprits mobilisent les mêmes indicateurs quantitatifs ou qualitatifs dans la même posture d'évaluation de la situation économique ; d'un extrême à l'autre, on glose sur les mêmes facteurs explicatifs de cette situation, jugée selon les cas avec plus ou moins de pessimisme ou d'optimisme. Autrement dit, les tensions symétriquement opposées se déroulent à l'intérieur d'une seule et même histoire positive. À cet égard, les termes de "récits de renforcement" et de "récits d'atténuation" ne sont pas arbitraires : "renforcement" et "atténuation", non seulement contiennent l'idée d'une opposition symétrique, mais renvoient à deux extrêmes qui, bien qu'intentionnellement portés chacun par une ambition de neutralité et de vérité, disciplinent le retard d'une même manière ; il en est de même avec les néologismes de "tardophobie" et "tardophilie". Sans souci de définition le plus souvent, l'histoire économique est faite d'une somme de récits qui ont généralement pour point commun d'évaluer et d'expliquer le retard français dans la plus grande objectivité. En d'autres termes, l'histoire économique produit (ou aspire à produire) d'abord et avant tout sur le retard des savoirs positifs, engagés à leur manière *dans* la thématique du retard telle qu'elle a cours en d'autres lieux et venant s'ajouter à ceux-ci. Les arguments s'opposent, certes, mais les postures se ressemblent.

Il s'agit ici de proposer que l'on peut s'abstraire de ce dilemme "pour" ou "contre" le retard et des vues positives sur l'objet qu'il implique. Encore maintenu dans « *l'extérieur plus ou moins peuplé* », selon la formule adaptée de Michel Foucault, de l'histoire économique, le discours sur le retard tel qu'il agit et agite le monde réel, il nous semble, n'a plus seulement à être ce pour quoi ou ce contre quoi la discipline aurait à réagir mais aussi à propos de quoi ou ce sur

quoi précisément celle-ci pourrait porter⁷⁴. Le retard n'est pas seulement, en supposant qu'il le soit, un fait historique neutre à évaluer, il est un discours construit, historiquement situé, utilisé et agissant dans le monde réel et cela, en soi, est aussi digne d'une analyse objective permettant d'aborder tout à la fois la création du sens, la prescription de l'action et les représentations à l'oeuvre.

74.- Questionnement qu'on voit poindre vaguement dans Peter Clarke et Clive Trebilcock, *Understanding Decline. Perceptions and Realities of British Economic Performance*. Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 313 p.

Chapitre II.

L'invention du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement

Le discours sur le retard est de nos jours souvent utilisé dans l'espace public par un ensemble d'acteurs qui assimilent un état de fait donné à une situation négative à laquelle, implicitement ou explicitement, il s'agit de remédier. Cette « rhétorique de l'insuffisance et du changement », telle que nous la désignons, surgit de manière récurrente dans le temps, dans divers contextes et à propos de maints domaines, accompagnant, en France comme ailleurs, les transformations qu'elle légitime.

Loin toutefois d'un fait de discours anhistorique au contenu univoque et universel, la rhétorique du retard est ici analysée au prisme d'une interrogation : quand et sous quelles formes le discours sur le retard, comme rhétorique de l'insuffisance et du changement, se manifeste-t-il au cours de l'histoire ? Quand la notion de "retard" telle que nous pouvons en user nous-mêmes aujourd'hui dans les expressions consacrées de "retard français", "retard scientifique", "retard technologique", "retard économique", etc. devient-elle légitime et effective ?

On verra dans ce chapitre que depuis le XVIII^e siècle *seulement*, le retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement a envahi l'espace public hexagonal, imprimant son imaginaire à un ensemble d'actions et de transformations. Le terme ne plaisait guère aux lexicographes du XVII^e siècle qui décourageaient l'usage d'un mot, dont le sens était principalement, et de manière très pragmatique, celui d'un délai par rapport à un programme attendu ou prévu d'événements touchant en gros, dans la sphère privée, au voyage, au paiement, au procès, au courrier. Il n'a pas fallu moins que les philosophes du progrès comme Turgot et Rousseau, par exemple, pour employer le mot au XVIII^e siècle afin de stigmatiser une réalité et, implicitement ou ex-

plicitement, agir sur sa transformation au nom du bien de l'Humanité. En somme, le retard est devenu le revers de l'idéologie du progrès qui s'est propagé du XVIII^e siècle à nos jours, l'autre face d'une seule et même société pour laquelle la quête continuelle d'amélioration s'accompagne, entre autres, de l'énonciation et de la dénonciation de déficiences à combler dans l'espace public.

L'historicisation du concept, réalisée ici par le biais d'une double analyse, une analyse lexicographique et une analyse sémantique, montre en effet que le mot "retard", entre tardivement dans le lexique français. Si l'on se fie aux dictionnaires, le mot apparaît en 1629¹, mais des éditions de 1663², 1671³ et 1690⁴ le boudent et n'admettent encore que "retardement". Ce dernier mot, plus ancien, a un sens qui nous est familier : un délai concernant les êtres, les choses ou les affaires. « *Il ne faut pas di] layer une affaire* », donne Coppier en unique exemple pour le mot "retardement"⁵ ; Pomey parle du retardement « *d'une chose* », d'« *apporter du retardement à quelque affaire* », de « *chercher des retardements* » et du « *retardement des messagers*⁶ » ; Furetière, lui, indique une « *action qui se fait avec négligence, le plus tard qu'on peut* » et cite le « *retardement au procès, au paiement*⁷ ». Certes, les mots apparentés, "retardement", "retarder", "retardé" ou "retardataire", sont présents dans le lexique depuis le XII^e siècle avec l'une des valeurs du latin, « *négliger, omettre de, s'abstenir* », qui implique l'annulation d'un processus⁸. Mais il n'y a rien encore dans ces retardements autre chose qu'un délai à propos des êtres, des choses et des affaires. Dans tous les cas, les dictionnaires n'évoquent pas le retard-retardement d'une région ou d'une nation, d'une institution ou d'un "domaine".

L'analyse historique des dictionnaires de la langue française repose sur le dépouillement de 23 dictionnaires (cf. liste en Annexe), répartis en fonction du temps : 5 pour le XVII^e siècle, 9 pour le XVIII^e siècle, 5 pour le XIX^e siècle, et 4 pour le XX^e siècle⁹. On peut ainsi savoir

1.- *Le Dictionnaire historique de la langue française. Le Robert. Paris, 1992, 3 volumes.*

2.- G. Coppier, *Essays et définitions de mots*. Lyon, 1663.

3.- F. Pomey, *Le dictionnaire royal augmenté*. Lyon, 1671.

4.- A. Furetière, *Le dictionnaire universel*. La Haye et Rotterdam, 1690 (réédité par SNL. Paris, Le Robert, 1978, 3 volumes).

5.- G. Coppier, *Essays et définitions...*, *op. cit.*

6.- F. Pomey, *Le dictionnaire royal...*, *op. cit.*

7.- A. Furetière, *Le dictionnaire universel*, *op. cit.*

8.- « *Est emprunté vers 1175 du latin retardare, arrêter, ralentir, au figuré, arrêter, réprimer, empêcher.* » — « Retarder », in *Dictionnaire historique de la langue française*, 1992. Paris, Le Robert, 3 volumes.

9.- Voir la liste en annexe.

quand apparaît le mot, quel sens on lui donne, dans quel contexte, ainsi que le champ sémantique connexe : “retardement”, “retarder”, “retardé” ou “retardataire” sont des termes qui lui sont affiliés, tout autant que la série liée à la position dans l’espace “arrière”, “arriérer” et “arriéré”, la série “avance”, “avancement”, “avancer” et “avancé”, ou les mots “écart”, “décalage” et “disparité”.

Bien entendu, la finalité de l’analyse lexicographique n’est pas de fixer la signification exacte du terme “retard”. Les dictionnaires ne sont pas des objets désincarnés, mais des « *actants sociologiques* » pour reprendre le terme de J. & Cl. Dubois ; ils véhiculent « *à la fois un discours sur une certaine description de la langue et un discours sur l’homme, c’est-à-dire, sur un certain type de culture*¹⁰ ». L’analyse des dictionnaires permet donc de retracer ici la construction progressive d’un discours auquel les dictionnaires eux-mêmes concourent en sanctionnant un certain usage de la langue.

Cependant, l’analyse lexicographique est limitée, pour deux raisons au moins : elle loge le sens dans le mot plutôt que dans l’énoncé et son contexte ; elle ne considère pas les décalages possibles entre les emplois consacrés par l’institution lexicographique et les emplois susceptibles d’exister en dehors d’elle. Il faut donc recourir aux textes eux-mêmes, plonger dans le bain, pour reculer ces limites inhérentes et compléter le corpus lexicographique.

La démarche pour constituer un corpus de textes littéraires a été un peu particulière : partant de la collection de textes numérisés de la Bibliothèque nationale de France et du logiciel Gallica, une recherche sur l’ensemble du corpus a été lancée pour les mots “retard” et “arrière” : plus de 1 500 textes contiennent l’un ou l’autre des termes (471 pour “retard” ; 1 056 pour “arrière”). De ces textes ont été extraits tous les passages contenant les mots recherchés, grâce aux outils informatiques : il en a résulté plus de 5 000 citations (1 205 pour “retard” ; 4 206 pour “arrière”), mais seuls une cinquantaine d’énoncés contenant le mot “retard” et un peu plus de 130 contenant le mot “arrière” ont été retenus. Le choix comporte une part de subjectivité, mais il s’est agi d’écarter les emplois du terme peu pertinents pour notre étude (telle citation du Maréchal Foch : « *par suite de retard au passage de la Meurthe*¹¹ », ou tel passage de Victor Hugo : « *mon Adèle bien aimée, je suis abattu d’avoir un retard à t’annoncer*¹² »), et de

10.- J. & Cl. Dubois, *Introduction à la lexicographie : le dictionnaire*. Paris, Larousse, 1971, p. 56.

11.- Maréchal Foch. *Mémoire pour servir à l’histoire de la guerre de 1914-1918*. 1931.

12.- Victor Hugo. *Lettre à la fiancée*. 1822.

s'appliquer à en conserver les passages en lien avec celle-ci (Camille Flammarion : « *Il y eut un instant de retard dans l'adoption de la théorie du soleil central et du mouvement de la Terre*¹³ », Auguste Blanqui : « *Quelques parties de la France sont en retard, faute de voies de communication*¹⁴ ») ; les textes en relation avec l'idée de progrès, de nation, de zone géographique, d'économie, de développement de l'enfant, etc., ont été particulièrement préservés. Enfin, souvent, la source de première main, numérique ou papier, a été consultée.

À l'aide de ces deux corpus, les dictionnaires et les textes, il est possible de tracer le portrait chronologique du terme "retard" en France. Mais il paraît intéressant, avant de plonger tête baissée dans la sémantique, de construire un premier plan d'analyse, purement lexicographique et quantitatif, pour valider l'hypothèse de départ : le retard est une notion historique.

a. Le discours sur le retard n'existe ni de tout temps ni avec la même intensité au cours des siècles

L'idée couramment admise voudrait que le discours sur le retard soit ancien, aussi ancien que les pratiques séculaires auxquelles il est souvent associé : l'envoi de missionnaires à l'étranger, la comparaison aux pays concurrents, l'exode des grands talents et l'emploi de la main-d'œuvre qualifiée étrangère, l'espionnage et l'imitation des autres peuples, les écrits déplorant les faiblesses de la nation, etc. Une rapide analyse lexicographique du mot "retard" montre au contraire que ce discours, loin des grands invariants civilisationnels, s'est sédimenté de manière progressive au cours d'une période à la fois courte et récente. Courte, car le discours sur le retard couvre à peine, pour une affirmation prudente et confortable, une période de 250 années. Récente, car il s'agit bien des 250 dernières années. Progressive enfin car depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle, le discours sur le retard s'est constitué peu à peu.

À condition qu'il soit croisé avec une approche qualitative, sans laquelle il n'aurait de réelle puissance de représentation, un indicateur permet d'établir l'évolution quantitative du mot "retard" lui-même. La fréquence relative du mot, qui correspond au rapport du nombre d'occurrences du mot "retard" sur la somme des occurrences de tous

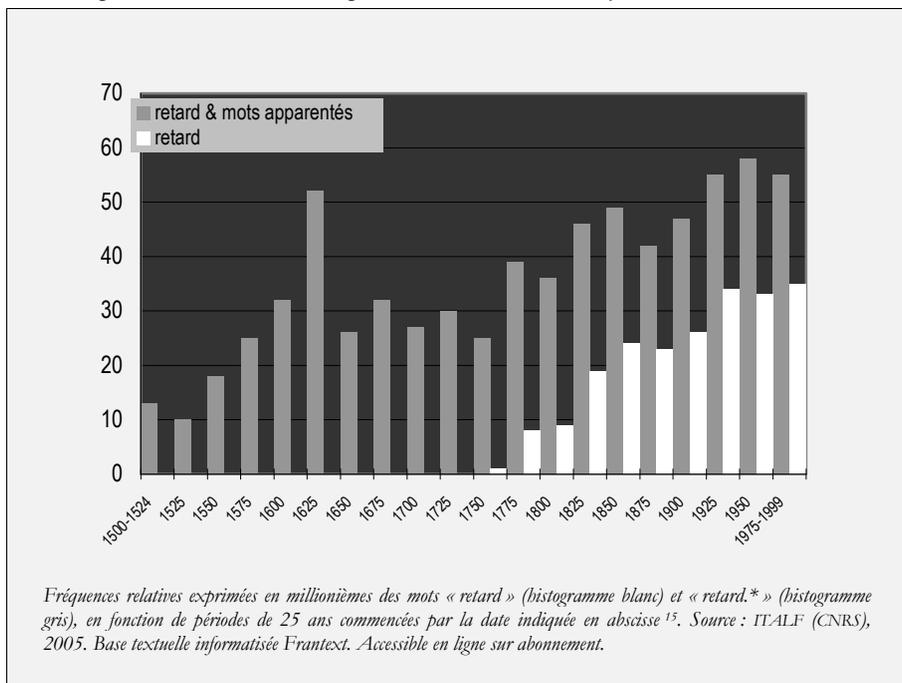
13.- Camille Flammarion. *Astronomie populaire : description générale du ciel.*

14.- Auguste Blanqui. *Cours d'économie industrielle, t.3, 1838-1839, Leçon sur l'agriculture, l'industrie manufacturière...*

les mots d'un texte, a été calculée à partir d'un échantillon de la base de données textuelles Frantext. Cette base de données est produite par l'Institut national de la langue française (INALF) rattaché au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Au moment de notre recherche, Frantext comportait 3 525 textes français (plus d'un milliard de signes) numérisés. Le corpus s'étale du XV^e siècle au XX^e siècle et comprend environ 80 % d'ouvrages littéraires et 20 % d'ouvrages techniques.

La fréquence relative du mot "retard" dans Frantext donne un aperçu biaisé naturellement, car aucune discrimination n'est faite par l'ordinateur entre « il est neuf heures moins quart, je suis en retard », « le retard de la marée », « le retard scolaire d'un enfant », et « la France n'est pas en retard »... Il permet néanmoins de faire trois grandes observations liminaires (cf. Figure 1).

Figure 1. Évolution de l'usage du mot "retard" sur cinq siècles (XV^e-XX^e siècle)



Le mot n'apparaît qu'à partir de la fin du XVII^e siècle même si les "retardement", "retarder", "retardé" et "retardataire" pullulent dès avant cette période. Ensuite, l'usage du mot "retard" et de l'ensemble

15.- Fréquence relative, en fonction de la période : f (1726-1750) = 0 ; f (1751-1775) = 0 ; f (1776-1800) = 1 ; f (1801-1825) = 8 ; f (1826-1850) = 8 ; f (1851-1875) = 19 ; f (1876-1900) = 24 ; f (1901-1925) = 27 ; f (1926-1950) = 33 ; f (1951-1975) = 34 ; f (1976-2000) = 36

des termes qui lui sont liés croît de manière tendancielle du début à la fin de la période d'étude. Enfin, en acceptant l'arbitraire découpage chronologique, l'usage du mot "retard" connaît quantitativement trois paliers historiques qui commencent avec le dernier quart du XVIII^e siècle, le deuxième quart du XIX^e siècle et le deuxième quart du XX^e siècle. En guise de variable de contrôle, on a pu tenter l'expérience avec certains mots de la langue, comme "dieu" ou "diable" par exemple : ils ont tendance à décliner peu à peu du XVIII^e au XX^e ; d'autres, comme "maison" ou l'article "le" par exemple, ont une représentation quantitative relative stable. Le mot "retard" a donc le vent en poupe.

Dans le désordre de ces corpus textuels informatisés, on peut conclure que, loin d'être un discours anhistorique ou un invariant "franco-français", le discours sur le retard varie au cours du temps, dans son usage tout du moins. En d'autres termes, sur la longue échelle temporelle, ne réside ni l'obligation ni la fatalité d'un discours sur le retard qui serait toujours égal à lui-même, mais bien le résultat d'un processus socio-historique où tout à la fois le discours sur le retard s'invente, se sédimente par couche successive et se transforme. C'est du moins ce qu'il nous reste maintenant à aborder de manière qualitative au regard du retard comme rhétorique de l'insuffisance et du changement.

*b. XVII^e siècle, un mot qui « n'est pas fort beau »
et dont l'emploi est limité*

« Retard : son usage est fort borné et il n'est pas fort beau », écrit Richelet en 1693¹⁶. De toute évidence, le retard n'est pas né "une cuillère d'argent dans la bouche" ! En 1762 seulement, on commence à lui trouver quelque grâce : le rédacteur de la nouvelle édition du *Dictionnaire* de Trévoux reconnaît que la locution "en retard" se « dit pourtant assez bien¹⁷ ».

"Retard" n'est jamais alors un attribut, mais désigne invariablement et de façon très pragmatique un délai par rapport à un programme attendu ou prévu d'événements. C'est ce que montre le recensement des exemples relevés dans les dictionnaires de l'époque. Quatre univers sémantiques sont repérables : premièrement, le retard dans le

16.- C.-Pierre Richelet, "retard", in *Dictionnaire français augmenté*. Impression en fac-similé, Nîmes, C. Lacour, coll. « Rediviva », 1995 (1693), 2 volumes.

17.- A. Berthelin. *Abrégé du dictionnaire universel français-latin, vulgairement appelé dictionnaire de Trévoux*. Paris, 1762, 3 volumes.

monde juridique : « *retardement au procès* » (Furetière, 1690) ; « *retarder le jugement d'un procès* » (Richelet, 1693) ; deuxièmement, le retard lié aux affaires : « *apporter du retardement à quelque affaire* » (Pomey, 1671) ; « *une affaire qui ne souffre point de retardement* » (Richelet, 1693) ; « *les contribuables qui sont en retard de payer* » (Académie française, 1694) ; troisièmement, le retard du courrier : « *retardement des messagers* » (Pomey, 1671) ; quatrièmement enfin, le retard en matière de voyage ou de déplacement : « *si la navigation ne retarde point mon voyage* » (Pomey, 1671) ; « *le mauvais temps m'a retardé* » (Richelet, 1693). Le retard du XVII^e siècle est donc essentiellement lié à des questions pratiques et matérielles, ce qui explique probablement la condescendance de Richelet.

On le dit donc laid, sur le plan formel ; sur le fond, le mot ne recouvre pas encore la signification que nous attendons et qui nous est familière au XXI^e siècle. Le mot "retard" n'apparaît pas, par exemple, sous la plume élégante et littéraire d'Antoine de Montchrestien (1576-1621). Pourtant, sous bien des aspects, son *Traicté de l'æconomie politique* qu'il adresse au souverain en 1615, s'apparente à nos discours modernes sur le retard et à certains essais économiques contemporains : l'empirisme prime sur la théorie ; l'évaluation économique de la France est négative ; l'objectif est de provoquer l'action du Roi ; enfin, les comparaisons avec les pays étrangers foisonnent. Mais, pour dépeindre la France qu'il voudrait voir plus riche et moins oisive, Montchrestien évoque l'image de « *ce grand platane auquel se comparait Themistocle, et où tout le monde se jette à couvert, et puis, s'en allant, en rompt et emporte quelque branche*¹⁸ ».

Notre mot "retard" ne paraît pas apte encore à traduire ce que Montchrestien exprime avec la métaphore du platane meurtri et vandalisé. Une explication s'ajoute à l'usage sanctionné de l'époque : le grand dessein de l'enrichissement de la nation se conçoit alors, on le sait, dans un monde où la quantité totale de richesse est donnée comme fixe, stable. Colbert lui-même estimait que la masse monétaire cumulée des pays était déterminée une bonne fois pour toutes. De telle sorte que lorsqu'une nation s'enrichit (ou s'appauvrit), une autre forcément s'appauvrit (ou s'enrichit) : « *le gain d'une nation, pour reprendre la formule de Schumpeter, doit être la perte d'une autre nation*¹⁹ ». Dans ce rapport entre les nations conçu sur un mode pure-

18.- Antoine de Montchrestien, *Traicté de l'æconomie politique, dédié au Roy et à la Reyne mère du Roy*. Paris, 1615 ; Genève, Slatkine Reprints, 1970, reproduction de l'édition de 1889, pp. 4-5

19.- Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique. L'âge des fondateurs*, t. 1. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1983 (1954), p. 494.

ment antagoniste, où l'intérêt de l'un fait le préjudice de l'autre, la pratique effective de la comparaison n'implique pas un discours sur l'avance ou le retard de celles-ci, mais un récit des accaparements et des dépouillements. De fait, la conservation et l'augmentation de la richesse en France est indissociablement liée pour l'économiste mercantiliste à la menace de son appropriation par les autres pays :

« Je désire faire entendre à vos Majestez que la France, vos uniques amours et vos plus chères délices, est pleine de ces beaux arts et métiers utiles dont les étrangers qui les pratiquent comme nous, voudraient bien pour toujours nous tromper, s'approprier contre tout droit la (...) légitime industrie²⁰ ».

En particulier, son analyse de l'état de la forge, art des arts nécessaire à la guerre, renvoie à une France dépossédée ou "dépouillée" par ses voisins plutôt qu'en retard par rapport à ceux-ci :

« Je penseray pour cette heure avoir fait le principal si je donne à comprendre à vos Majestez que pas un seul n'y manque et que tous y peuvent être exercés parfaitement, que vos voisins les ont appris de nous et que les écoliers ne passent point encore les maîtres. L'Angleterre nous en est un exemple suffisant, laquelle depuis nos guerres civiles, faisait profit des confusions de ce Royaume, s'est si bien instruite à l'adresse de nos hommes, qui s'étoient jetés chez elle comme en un port de repos, que maintenant elle pratique avec gloire et propriété, de l'ouvrage desquels nous seuls l'accomodions ; de manière que nous mesmes avons diverti notre gain maintenant retenu par son labeur par elle-mesme. Nos hommes encore vivans chez elles et en leur pays lui sont comme des trophées de notre dépouille. C'est à eux seuls qu'elle doit la fabrique de toute sorte d'armes, l'arquebuzerie, la serrurerie, la coutellerie et tout plein d'autres métiers de semblables nature. Ce que je dy d'Angleterre, je le tiens dis pour la Flandres et principalement pour la Hollande. Car en ce sujet mesme, elle nous doit plus qu'aux Allemans, bien qu'elle soit si conjointe avec eux de génie, de langage et de mœurs²¹ ».

Conserver, prendre et ne pas perdre : voilà ce qui se joue pour la gloire des royaumes au moment où le retard, mot sans grâce et lié à la pratique des affaires, ne peut y être employé.

c. XVIII^e siècle, une abstraction constitutive de la philosophie du progrès

Au XVIII^e siècle, l'usage du mot "retard" s'intensifie, sans que son acception change encore vraiment : "retard" recouvre avant tout le sens de "retardement", qu'il concurrence peu à peu : *« Retard et retardement ont le même sens, écrit Féraud en 1787, mais l'emploi du premier est plus borné. Délai, remise²² ».* Sur le plan formel, les lexicographes

20.- Antoine de Montchrestien, *Traicté de l'æconomie...*, op. cit., p. 29

21.- Op. cit., pp. 48-49

22.- J.-F. Féraud, "retard", in *Dictionnaire critique de la langue française*, 1787. Reproduction en fac-similé, Tübingen, Max Niemeyer, 1994, 3 volumes.

n'ont pas changé d'avis : seul "retardement" vaut pour l'auteur du *Dictionnaire des gens du monde*²³ en 1770 et l'Académie attend 1762 pour faire figurer le mot dans son *Dictionnaire*²⁴.

Comme au siècle précédent, le mot "retard" s'emploie d'une manière pragmatique, à propos des choses, des êtres et des affaires de la vie quotidienne. Les textes du XVIII^e siècle montrent que l'"angoisse" du retard apparaît, si angoisse il y a, comme celle de ne pas agir à temps pour atteindre une fin (« *Il fut heureux que j'eusse pris sans retard cette précaution, un moment plus tard il n'était plus temps, la porte s'ouvrit*²⁵ »), comme celle d'arriver après le moment fixé à un rendez-vous (« *Tout le monde me dit que vous ne revenez que le 18 et personne ne peut me dire la raison de ce retard*²⁶ »), ou comme celle de ne pas payer ses dettes au moment de l'échéance (« *Le roi suspend pour un an le payement des rescriptions (sic) sur les recettes générales des finances, et accorde seulement l'intérêt de cinq pour cent des sommes pour dédommager du retard*²⁷ »).

D'autres emplois particuliers se fixent au XVIII^e siècle : dans le domaine technique, "retard" comme terme d'horlogerie (« *la partie d'une montre qui sert à retarder ou à avancer son mouvement*²⁸ ») est mentionné dans l'*Encyclopédie* (1751-1780), par l'Académie (1762) et chez Féraud (1787) ; dans le domaine de la physique, "retard" est utilisé à propos du mouvement de la marée ; dans le domaine médical, "retard" est utilisé pour signifier un délai dans la manifestation des symptômes d'une maladie (« *Plus l'éruption est tardive, mieux c'est, à moins que ce retard ne fût causé par une très grande faiblesse, ou par quelque violente douleur intérieure* », dit-on en 1782²⁹).

Au XVIII^e siècle, l'acception du retard est donc encore bien éloignée de la rhétorique de l'insuffisance et du changement. Un rapprochement s'opère cependant sous la plume de certains philosophes qui joignent à l'idée de retard celle de la *perfectibilité*. Dans ce rapprochement encore ténu, le retard n'entretient plus seulement un rapport prag-

23.- A.-F. Sticotti, *Dictionnaire des gens du monde*. Paris, 1770, 5 volumes.

24.- Le *Dictionnaire de l'Académie française* a paru avant en 1694, 1718 et 1740.

25.- Charles de Fieux (chevalier de Mouhy), *La Paysanne parvenue ou les Mémoires de Madame la Marquise de L. V.* Amsterdam, [s. n.], 1739, p. 129.

26.- Julie de Lespinasse, *Lettres inédites de Mlle de Lespinasse à Condorcet*. Paris, E. Pentu, 1887 (1776), p. 161.

27.- Edmond-Jean-François Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV ou Journal de Barbier : 1718-1763*. Paris, Charpentier, 1866, t. 7 (1759), p. 194.

28.- Diderot & d'Alembert, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1751-1780. Impression en fac-similé, Friedrich Frommann, Stuttgart-Bad Cannstatt, 1995.

29.- Auguste Samuel Tissot, *Avis au peuple sur sa santé*. Paris, P.-F. Didot le Jeune, 1782 (1761), p. 218.

matique ou concret au délai, mais il se rapproche doucement d'une quête du mieux, de l'amélioration, ou du progrès – maître-mot du Siècle des lumières. Le retard au XVIII^e siècle devient ainsi une *abstraction constitutive de la philosophie du progrès* dont l'énonciation consiste à stigmatiser un état de fait pour légitimer sa transformation.

La philosophie rousseauiste de l'*Émile* (1762) en est une illustration. Dans sa méthode d'éducation domestique qui se veut favorable au développement de l'« *homme naturel* », Rousseau associe dans un rapport d'opposition l'idée de retard à celle des progrès naturels de l'enfant. Dans le cadre même de cette opposition dont la *progression* constitue l'objectif, le retard fait figure d'un stigmaté sur lequel, au nom des progrès de l'enfant, la méthode cherche à intervenir. Rousseau, qui considère en effet qu'« *il y a plus d'erreurs dans l'Académie des sciences que dans tout un peuple de Hurons* », s'attaque ainsi notamment à la pratique de l'embaillotement, au motif qu'elle retarde les progrès de l'enfant :

« l'impulsion des parties internes d'un corps qui tend à l'accroissement trouve un obstacle insurmontable aux mouvements qu'elle lui demande. L'enfant fait continuellement des efforts inutiles qui épuisent ses forces ou retardent leur progrès. Il était moins à l'étroit, moins gêné, moins comprimé dans l'amnios qu'il n'est dans ses langues ; je ne vois pas ce qu'il a gagné de naître. (...) L'inaction, la contrainte où l'on retient les membres d'un enfant, ne peuvent que gêner la circulation du sang, des humeurs, empêcher l'enfant de se fortifier, de croître, et altérer sa constitution. Dans les lieux où l'on n'a point ces précautions extravagantes, les hommes sont tous grands, forts, bien proportionnés. Les pays où l'on embaillote les enfants sont ceux qui fourmillent de bossus, de boiteux, de cagneux, de noués, de rachitiques, de gens contrefaits de toute espèce. De peur que les corps ne se déforment par des mouvements libres, on se hâte de les déformer en les mettant en presse. On les rendrait volontiers perclus pour les empêcher de s'estropier³⁰ ».

Pour ce qui est du langage, c'est à la « *précipitation* » qu'engendre l'« *inquiétude du retard* » que s'en prend l'auteur de l'*Émile* :

« On remarque, il est vrai, que ceux qui commencent à parler fort tard ne parlent jamais si distinctement que les autres ; mais ce n'est pas parce qu'ils ont parlé tard que l'organe reste embarrassé, c'est au contraire parce qu'ils sont nés avec un organe embarrassé qu'ils commencent tard à parler ; car, sans cela, pourquoi parleraient-ils plus tard que les autres ? Ont-ils moins l'occasion de parler ? et les y excite-t-on moins ? Au contraire, l'inquiétude que donne ce retard, aussitôt qu'on s'en aperçoit, fait qu'on se tourmente beaucoup plus à les faire balbutier que ceux qui ont articulé de meilleure heure ; et cet empressement mal entendu peut contribuer beaucoup à rendre confus leur parler, qu'avec moins de précipitation ils auraient eu le temps de perfectionner davantage³¹ ».

30.- Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou De l'éducation*. La Haye, Jean Néaulme, 1762.

31.- *Ibid.*

Au XVIII^e siècle, le retard apparaît donc comme une abstraction constitutive de la philosophie du progrès ; cela est visible chez Rousseau, mais aussi chez Anne-Robert-Jacques Turgot (1727-1781), celui que Condorcet désignait comme « *un des premiers apôtres de la doctrine de la perfectibilité humaine*³² ». Ses réflexions sur l'histoire et sur l'économie, menées par la conviction que « *c'est toujours le mieux dont on doit s'occuper dans la théorie*³³ », plus particulièrement, en sont marquées.

Au moment où Turgot rédige ses premiers travaux théoriques, entre 1748 et 1759, le mot "retard" est encore peu utilisé. C'est plutôt par le verbe "retarder" que l'idée de retard se lie chez Turgot à celle de progrès. Les lexicographes de la fin du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle ont souvent défini le verbe "retarder" comme « *ralentir* » ou « *arrêter le cours de quelque chose ou de quelqu'un* », associant au verbe l'idée d'un mouvement. Ce mouvement devient chez Turgot celui du progrès :

« *Ce n'est point l'erreur qui s'oppose au progrès de la vérité, ce ne sont point les guerres et les révolutions qui retardent les progrès du gouvernement, c'est la mollesse, l'entêtement, l'esprit de routine et tout ce qui porte à l'inaction*³⁴ » ;

« (...) *les arts, les sciences tour à tour se découvrent et se perfectionnent ; tour à tour retardés et accélérés dans leurs progrès, ils passent de climats en climats*³⁵ (...) » ;

« *Le défaut des lois de l'analyse a longtemps retardé les progrès de la métaphysique, et même ceux de la physique*³⁶ » ;

« *Combien n'a-t-il pas fallu, pour les expliquer, faire de progrès dans la physique même, dont ces erreurs retardaient la marche ! car la métaphysique et la physique ont un besoin réciproque l'un de l'autre*³⁷ » ;

« *Nous avons l'imagination aussi vive que les Orientaux, ou du moins on ne contesterait pas que les Grecs et les Romains ne l'eussent aussi vive que les anciens peuples du Nord ; mais l'esprit des Grecs, des Romains et le nôtre, étant remplis d'une foule d'idées abstraites, la langue des Grecs, celle des Romains et les nôtres ont dû être moins chargées de figures. Il s'ensuit qu'elles sont aussi plus propres à exprimer avec plus d'exactitude un beaucoup plus grand nombre de vérités. Si une langue trop tôt fixée peut retarder les progrès du peuple qui la parle, une nation qui a pris une trop*

32.- Selon les mots de Gustave Schelle, *Ceuvres de Turgot et documents le concernant*. Paris, Librairie Félix Alcan, t. 1, 1913-1923, p. 32.

33.- Anne-Robert-Jacques Turgot, « Plan d'un mémoire sur les impositions » (1763), in Gustave Schelle, *op. cit.*, t. 2, p. 294. C'est l'auteur qui souligne.

34.- Anne Robert Jacques Turgot, « Recherche sur les causes des progrès et de la décadence des sciences et des Arts ou réflexions sur l'histoire des progrès de l'esprit humain » (1748), in Gustave Schelle, *op. cit.*, t. 1, p. 133.

35.- Anne Robert Jacques Turgot, « Tableau philosophique des progrès successifs de l'esprit humain », (Discours prononcé en latin dans les écoles de la Sorbonne, le 11 décembre 1750), in Gustave Schelle, *op. cit.*, t. 1, p. 215.

36.- Anne Robert Jacques Turgot, « Plan du second discours sur les progrès de l'esprit humain » (vers 1751), in Gustave Schelle, *op. cit.*, t. 1, p. 309. C'est l'auteur qui souligne.

37.- *Op. cit.*, pp. 311-312.

*prompte stabilité peut, par une raison semblable, être comme arrêtée dans le progrès des sciences*³⁸ » ;

« Lorsque la physique était ignorée, les hommes ont attribué la plupart des phénomènes dont ils ne pouvaient pénétrer la cause à l'action de quelques êtres intelligents et puissants, de quelques dieux dont ils ont supposé la volonté déterminée par des passions semblables aux nôtres. Cette idée a beaucoup retardé le progrès des sciences ».

Pour la raison que Turgot est l'un de ceux qui mélangent inextricablement les notions de progrès et de retard, il mérite qu'on s'arrête sur son œuvre. Bien sûr, il ne faut pas chercher à attacher le nom d'un héros à une idée, mais la renommée de Turgot fut telle, et l'est peut-être encore, qu'il est certain que ses écrits ont marqué et son temps et le nôtre. Partagé entre l'action politique et la réflexion théorique, Turgot a livré une œuvre fragmentée dont on discute encore aujourd'hui la valeur intellectuelle : pour les historiens, il est souvent représenté comme "le premier" à avoir formulé l'idée moderne de progrès de manière « *systématique, séculaire et naturaliste*³⁹ » ; concernant le pan économique de son œuvre théorique, Fernand Braudel voit en Turgot « *le plus grand économiste de langue française du XVIII^e siècle*⁴⁰ », Schumpeter l'estime « *plus brillant*⁴¹ » que ses contemporains Adam Smith et Cesare Bonesane de Beccaria, Claude Morilhat écrit que, des Lumières, Turgot est

*« celui qui saisit le plus clairement le mouvement qui marque le siècle (...) ; il accompagne et anticipe l'avènement de l'ordre bourgeois, il annonce la domination du capital sur l'ensemble de la société*⁴² ».

Les textes de Turgot s'inscrivent dans un projet intellectuel particulier où l'histoire de l'humanité est vue comme une incessante succession de perfectionnements. « *L'Histoire universelle*, écrit Turgot vers 1751, *embrasse la considération des progrès successifs de l'esprit humain et le détail des causes qui y ont contribué*⁴³ ». Avec la métaphore de la marche dont il use abondamment dans le *Tableau philosophique des progrès de l'esprit humain* (1750), Turgot invente un récit qui ordonne ou aligne littérairement les peuples en devanciers et en suiveurs (cf. Encadré 6).

38.- *Op. cit.*, p. 320.

39.- Robert Nisbet, *The History of the Idea of Progress*. Londres, Heinemann, 1980, p. 180.

40.- Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin, 1979, t. 2, p. 201.

41.- Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*. *op. cit.*, p. 349.

42.- Claude Morilhat. *La prise de conscience du capitalisme. Économie et philosophie chez Turgot*. Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, p. 7.

43.- Anne Robert Jacques Turgot, « Plan de deux discours sur l'histoire universelle » (vers 1751), in Gustave Schelle, *op. cit.*, t. 1, p. 276-277.

*Index***A**

accélération du progrès technique, 181, 182
 acte de langage, 137
 actions concertées, 138, 148, 149, 150, 151, 290, 294, 295
 Adam, Michel, 181
 AFAP, 184, 210, 214
 Affichard, Joëlle, 114, 254
 Agence européenne de productivité, 160, 213, 214, 264
 aide américaine, 100, 101, 190, 209, 210, 212
 Aigrain, Pierre, 11, 113
 Albert, Michel, 103, 198
 Allemagne, 9, 20, 46, 52, 64, 65, 91, 92, 135, 160, 164, 167, 168, 169, 170, 171, 188, 189, 197, 224, 226, 227, 230, 269, 281, 291, 295
 American way of life, 184, 210, 211
 analyse du discours, 23, 31, 34, 96, 141, 203
 analyse interprétative, 31
 analyse lexicographique, 70, 71, 72, 93, 95, 276
 analyse sémantique, 70
 Angleterre – *Voir* Royaume-Uni
 anthropologie, 26, 28, 90, 181
 approche critique, 28
 Arcand, Denys, 275

B

Babou, Igor, 29, 32
 Balladur, Édouard, 103
 Barré, Rémi, 11

Bauchet, Pierre, 110, 113
 Bauer, Edmond, 117, 146, 161
 Baverez, Nicolas, 61, 62, 63, 64, 65, 66
 Bédarida, François, 120
 Belgique, 51, 59, 160, 168, 169, 188, 269, 293
benchmarking, 164, 172, 181, 202
 Ben-David, Joseph, 225, 226, 227, 228, 229, 230
 Bergeron, Louis, 42, 52
 Bergeron, Paul, 112
 Bernard, Claude, 87, 88, 153, 276
 Berthelot, Jean-Michel, 153
 Bertho Lavenir, Catherine, 11, 29
 Biard, Jean-François, 98, 99
 Bibliothèque nationale de France, 32, 71
 Bidault, Ghislaine, 11
 Blanc-Lapierre, André, 112
 Blondiaux, Loïc, 240
 Blum, Léon, 99
 Bobe, Bernard, 113
 Boltanski, Luc, 170, 192, 211, 214
 Bonnafous, Simone, 31
 Boris, Georges, 99
 Bossuat, Gérard, 101, 190, 209
 Bouchard, Julie, 32, 34, 152
 Bourdelais, Patrice, 42, 52
 Bourdieu, Pierre, 26, 28
 Bourguet, Marie-Noëlle, 240
 Bouvier, Jean, 24, 27, 28, 42, 45, 46, 51, 53, 54, 61
 Boy, Daniel, 11
 Boyer, Robert, 52, 61
 Braudel, Fernand, 27, 41, 80
 Bravo, Jacques, 11
 Breton, Jules-Louis, 242, 243, 244
 Breton, Philippe, 281

Bretton Woods (accords de), 100, 190, 209
 brevets, 115, 143, 166, 167, 191, 195, 196, 197, 200, 222, 252, 262, 269, 290
 Brian, Éric, 239

C

cadre des réflexions planificatrices sur la recherche, 122, 125
 Callon, Michel, 11, 188
 Cameron, Rondo, 45, 46, 47, 58, 60
 Canada, 159, 160, 214, 215, 222, 232, 252, 301
 Casanova, Jean-Claude, 136
 Cazes, Bernard, 98, 102, 190
 CCRST (Comité consultatif de la recherche scientifique et technique), 97, 111, 112, 113
 CÉA (Commissariat à l'énergie atomique), 256
 Centre national de la recherche scientifique – *Voir* CNRS
 CFDT (Confédération française démocratique du travail), 172
 CGT (Confédération générale du travail), 99, 172
 Champetier, Georges, 112
 Charle, Christophe, 164
 Chatelet, Albert, 112
 Chatriot, Alain, 22, 198
 Cheveigné, Suzanne de, 32
 Chiapello, Ève, 170, 192
 Chine, 64
 Chirac, Jacques, 19
 Clarke, Peter, 68, 136
 Claude, M. T., 113
 Clémentel, Étienne, 98, 99
 cloisonnement, 118, 120, 121, 161, 288
 CNÉS (Centre national d'études spatiales), 113, 294
 CNP (Comité national de productivité), 210
 CNRS, 7, 20, 73, 112, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 138, 162, 166, 241, 245, 253, 254, 255, 256, 276, 287, 289, 294, 295, 298
 CNRSA, 112, 118, 119, 241, 245, 248, 276
 Cognard, Pierre, 96, 112, 198, 199, 200, 201
 Collinet, Cécile, 153
 Colloque de Caen, 22, 146, 147, 159, 161, 192
 Colombani, Pascal, 11
 colonisation économique, 8, 151, 199
 Comité de la politique scientifique, 219, 225
 Comité de la recherche scientifique, 266
 Comité national de productivité, 210, 213
 Commissariat général du Plan, 34, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 112, 113, 114, 122, 131, 184, 210, 277
 Commission de la recherche et du développement technologique, 113
 Commission de la recherche scientifique et technique, 97, 110, 111, 112, 118, 122, 132, 137, 166, 271, 287, 288
 Commission supérieure des inventions, 244
 communisme, 59, 100, 209
 comparaison géographique, 19, 36, 37, 44, 65, 92, 145, 153, 164, 165, 166, 167, 169, 171, 174, 201, 202, 204, 207, 208, 210, 235, 237, 238, 239, 240, 269, 270, 272, 278, 279, 282, 283
 compétition sportive, 90, 94
 concurrence, 88, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 192, 203, 210, 224, 227
 concurrence économique, 36, 178, 187, 194, 204, 279
 concurrence internationale, 41, 151, 183, 187, 188, 191, 195, 199, 222, 230, 231, 233, 279
 concurrence par l'innovation, 187, 188
 Conférence ministérielle sur la science, 219, 225
 Conseil économique, 114, 115, 116, 117, 121, 159, 161, 254, 255, 256, 257
 Conseil supérieur de la Défense nationale, 242, 243, 244, 255
 construction sociale, 33, 137
 convergence, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 56, 65, 66, 202, 275
 coordination de la recherche, 115, 116, 118, 253

corpus, 30, 31, 32, 34, 35, 71, 72, 73, 74,
94, 95, 96, 97, 125, 139, 142, 164,
171, 173, 203, 204, 237, 277, 280, 287
Cossé, Pierre-Yves, 103
course, 36, 47, 48, 61, 91, 115, 153, 228,
278
Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, 119,
120, 122
Crouzet, François, 54, 55, 56, 60
Crozier, Michel, 24
CSRSP, 97, 111, 112, 145, 158, 159, 160
Cuppy, Will, 29
Curien, Hubert, 11, 113

D

déclin, 7, 8, 20, 29, 30, 36, 53, 61, 62,
63, 64, 65, 66, 93, 136, 178, 179, 181,
182, 204, 228, 275, 279
déclin de l'Occident, 30
Défense nationale, 109, 112, 119, 122,
157, 168, 185, 241, 242, 243, 244,
255, 287
défi, 32, 198, 200, 201, 218, 231, 232,
233
Deguest, Pierre, 113
Denisse, Jean-François, 113
dénonciation, 33, 70, 129, 137, 154,
157, 172, 173, 277
dépendance, 55, 148, 193, 199, 200, 289
Desrosières, Alain, 240, 241, 254
DGRST, 8, 22, 96, 97, 111, 112, 113, 149,
150, 151, 177, 198, 199, 200, 202,
203, 207, 239, 242, 254, 257, 258,
259, 260, 261, 262, 263, 264, 270
dimension performative, 129, 136, 141
DIRD (Dépense intérieure de recherche
et de développement), 277
Direction de l'enseignement
supérieur, 244
Direction des recherches scientifiques
et industrielles et des inventions,
242
discipline, 8, 33, 42, 67, 109, 142, 144,
153, 154, 156, 273, 275, 293
Disciplines et domaines
Agriculture, 35, 141, 142, 143, 144,
147, 152, 156, 157, 260, 278, 290,
292, 295, 296
Automatique, 143, 147, 148, 150,
168, 173, 193, 289

Biologie, 8, 20, 35, 87, 141, 142, 143,
144, 146, 147, 149, 154, 155, 156,
157, 278, 289, 290, 291, 292, 294,
296
Biotechnologie, 20, 27, 281
Calculatrices, 150, 151, 200
Chimie, 35, 60, 117, 141, 142, 143,
144, 146, 147, 148, 150, 155, 156,
159, 197, 278, 290, 291, 292, 293,
294
Construction, 24, 110, 138, 143, 144,
147, 269, 287
Documentation, 138, 144, 149, 163,
260, 262
Droit, 146
Économie politique, 146, 238, 287
Électronique, 35, 141, 143, 146, 147,
148, 150, 151, 155, 173, 191, 193,
196, 200, 222, 235, 291, 293
Énergie, 110, 143, 147, 149, 188, 222,
278, 289, 293, 300
Enseignement programmé, 150
Ethnographie, 147
Génie biologique et médical, 150
Génie civil, 143, 147, 150, 278, 295
Géographie, 90, 146, 203
Grands accélérateurs, 150
Histoire, 146
Informatique, 32, 35, 141, 143, 147,
148, 173, 276, 281
Instruments de mesure, 150, 151
Instruments scientifiques, 143, 147,
148, 173, 219, 223, 224, 278
Linguistique, 146
Littérature, 146
Lutte biologique, 150
Mathématiques, 143, 144, 146, 155,
162, 247, 260, 292
Mathématiques appliquées, 143,
147, 173, 278, 289
Mécanique, 49, 54, 104, 144, 150,
151, 155, 186, 196, 197, 269, 291,
293
Médecine, 20, 35, 85, 115, 135, 141,
142, 143, 144, 147, 148, 154, 155,
156, 167, 173, 278, 288, 290, 291,
294
Médecine expérimentale, 88, 153,
276
Métallurgie, 144, 150
Nanotechnologie, 20

- Océanographie, 35, 139, 141, 143, 144, 147, 156, 278, 290, 291, 295, 296
- Philologie, 146
- Philosophie, 146
- Physique, 8, 35, 77, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 155, 156, 161, 197, 278, 290, 294
- Psychologie sociale, 147
- Recherches atmosphériques, 150
- Sciences de la terre, 144, 150
- Sciences du vivant, 65, 147
- Sciences humaines, 23, 26, 29, 35, 75, 136, 138, 139, 141, 144, 146, 148, 149, 154, 156, 157, 287, 289, 291, 295
- Sciences sociales, 23, 28, 35, 44, 141, 142, 143, 146, 147, 157, 164, 167, 173, 278, 288
- Socio-économie du développement, 150
- Thermodynamique appliquée, 138, 166, 287
- Urbanisation, 150, 290
- disciplines scientifiques, 35, 36, 141, 144, 146, 147, 153, 154, 155, 156, 157, 161, 173, 193, 278
- discours politique, 31
- discours programmatique, 34, 96, 130, 136, 270
- discours sociaux, 29, 31
- divergence, 47, 50, 51, 52, 65, 66, 276, 288
- diversité, 44, 50, 51, 52, 56, 98, 117, 118, 276
- domination américaine, 150, 196, 218, 232
- double emplois, 116, 117, 118
- Duclert, Vincent, 22, 135, 198
- Ducrot, Oswald, 41, 137
- Ducuing, Jacques, 11
- Dupouy, Georges, 112, 255, 256
- Dupuy, Jean-Pierre, 124, 180
- E**
- Earle, Edward Mead, 44
- écart scientifique et technologique, 9, 125, 218, 221
- Eck, Jean-François, 97, 135
- Eddi, Michel, 113
- énoncé performatif, 136
- énoncé sur le retard, 8, 35, 36, 85, 86, 130, 131, 132, 133, 134, 137, 142, 143, 144, 147, 156, 160, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 173, 177, 203, 204, 237, 278, 279
- énonciation, 33, 70, 78, 98, 129, 130, 137, 154, 277
- enquêtes statistiques, 114, 115, 145, 146, 158, 159, 160, 168, 217, 218, 239, 243, 244, 245, 247, 252, 253, 254, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 263, 264, 267, 268, 270, 272, 280, 301
- Enseignement supérieur, 7, 146, 158, 161, 162, 192, 208, 227, 229, 236, 245, 268, 270, 288, 294
- ERP (European Recovery Program), 209
- Espagne, 64, 81, 197, 281
- État (rôle de l'), 24, 41, 98, 99, 103, 104, 106, 115, 116, 118, 120, 121, 148, 150, 168, 185, 186, 187, 189, 191, 193, 194, 195, 196, 199, 217, 222, 223, 256, 261, 300
- États-unis d'Amérique, 9, 20, 24, 32, 36, 64, 65, 66, 82, 83, 92, 96, 100, 101, 105, 125, 132, 135, 147, 151, 159, 160, 162, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 178, 181, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 204, 207, 208, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 230, 232, 233, 234, 235, 240, 252, 253, 269, 270, 279, 289, 290, 291, 292, 293, 295, 296, 299, 300, 301
- ethnologie, 137
- études sociales sur les sciences, 31
- euphorie, 183
- Europe, 8, 9, 19, 20, 41, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 56, 64, 65, 82, 96, 105, 125, 132, 167, 170, 188, 190, 191, 198, 199, 201, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 240, 269, 270, 281, 299, 300, 301
- Evangelista, R., 27
- expansion, 8, 24, 36, 46, 56, 57, 62, 85, 104, 106, 108, 122, 135, 145, 158,

160, 162, 172, 178, 183, 184, 193,
197, 201, 215, 218, 223, 225, 260,
265, 266, 270, 272, 279, 289, 292
explication culturelle, 52

F

facteur économique, 67
fait de discours, 26, 30, 69
Farge, Yves, 113
Fèbvre, Lucien, 93
Ferné, Georges, 188
fiche de laboratoire, 250
fiche individuelle, 246, 247, 248, 249,
250, 260
Finlande, 281
Fitoussi, Jean-Paul, 66
formation des scientifiques et de
techniciens, 138
Foucauld, Jean-Baptiste de, 103
Foucault, Michel, 23, 42, 67, 94, 133
Fourastié, Jean, 45, 96, 105, 106, 107,
108, 184, 210
Fourquet, François, 57, 98, 105, 106,
107, 254
Frängsmyr, Tore, 237
Frantext, 73, 93
Freedeman, Charles E., 45, 58, 60
Freeman, Christopher, 240, 264, 266,
269
Fridenson, Patrick, 24, 57
Froissart, Pascal, 12
Froment, René, 105
Furet, François, 23, 24

G

Gabet, Christian, 114
Gallica, 71
gap
 dollar gap, 96, 199
 McNamara sur le *gap*, 234
 productivity gap, 96
 science gap, 96, 198, 199, 218
 technological gap, 218, 234
 technology gap, 95
Gardiner, Alan H., 25
GATT (General Agreement on Tariffs
and Trade), 189, 191
Gaudillière, Jean-Paul, 147
Gaudin, Thierry, 11

Gaulle, Charles de, 96, 100, 101, 104,
109, 110, 120, 135, 198
Gérard, Claude, 92
Gille, Bertrand, 49
Gilpin, Robert, 111, 132, 170, 177
Girard, Augustin, 254
Giscard d'Estaing, Valéry, 233
Godin, Benoît, 11, 169, 218, 238, 239,
240, 252, 253, 265, 266, 267, 268
Goldschmidt, Bertrand, 92
Goody, Jack, 170
Grande-Bretagne – *Voir Royaume-*
Uni
Grèce, 160, 281
Gruson, Claude, 188, 282
Guaino, Henri, 103
Guerre mondiale
 Première Guerre mondiale, 98, 108,
 226, 241, 242, 252, 253, 280
 Seconde Guerre mondiale, 7, 34,
 46, 52, 57, 95, 98, 102, 131, 155,
 183, 207, 209, 210, 226, 239, 277
Guesnerie, Roger, 124
Guibert, Bernard, 11
Guiysse, Louis, 258, 260
Guilhaumou, Jacques, 204
Guillaumat, Pierre, 112, 117
Guillaume, Henri, 107

H

Hacking, Ian, 240
Hanappe, Odile, 113, 114
Haut comité de coordination de la
recherche scientifique, 119
Heinich, Nathalie, 28
Hirsch, Étienne, 102, 107, 108
Hirschmann, Albert O., 93
histoire
 histoire de l'industrialisation, 49,
 50, 51
 histoire des statistiques, 11, 238,
 240, 254
 histoire des techniques, 29, 49
 histoire économique, 27, 33, 41, 42,
 43, 44, 45, 46, 47, 49, 51, 53, 54,
 57, 58, 61, 62, 63, 66, 67, 93, 95
 histoire quantitative, 24, 57
historicité, 8, 25, 33, 95
historiographie, 24, 61, 275
holisme, 29, 30

I

idéologie du progrès, 33, 70, 93, 153, 276, 277
 indépendance, 45, 53, 90, 96, 115, 162, 195, 196, 198, 199, 200, 201
 industrie de pointe, 200, 221, 222, 225
 innovation, 49, 53, 55, 56, 105, 113, 114, 148, 172, 182, 187, 188, 191, 195, 197, 198, 200, 208, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 228, 230, 266, 267, 280
 INRA (Institut national de la recherche agronomique), 114, 256
 INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), 20, 294, 295
 interdépendance, 8, 36, 141, 152, 155, 156, 157, 158, 159, 174, 272, 278
 interdisciplinarité, 9, 31, 155
 Internet, 280, 282
 interprétation culturaliste, 53, 55, 95
 interventionnisme, 115
 invariant, 34, 57, 74, 173, 238
 inventaires, 144, 203, 239, 241, 243, 244, 245, 246, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 263
 invention, 54, 55, 115, 222, 243
 Italie, 51, 64, 81, 135, 160, 188, 197, 264, 268, 281

J

Japon, 20, 52, 64, 135, 170, 220, 221, 222, 223, 224, 232
 Jeanneret, Yves, 12
 Jeudy, Henri-Pierre, 181
 Joliot, Frédéric, 247
 Jouhaux, Léon, 99
 Jurdant, Baudouin, 11, 32

K

Kanashiro, M. M., 27
 Kaspi, André, 209
 Kennedy Round, 189, 190, 191
 Keyder, Caglar, 51
 King, Alexander, 213, 265
 Kourilsky, François, 113
 Kuisel, Richard, 96, 98, 99, 101, 102, 105, 107, 109, 184, 198, 210, 211, 232

L

L'Express, 198, 232, 233, 235
 Labrousse, Ernest, 41
 Lacouture, Jean, 99
 Laffitte, Pierre, 113
 laissez-faire, 115, 116, 117, 120, 255
 Lallement, Michel, 44, 65, 164
 Lamarck, Jean-Baptiste, 87, 88
 Landes, David S., 41, 44, 47
 Landucci, André, 145, 159
 Larédo, Philippe, 11, 172, 188
 Lartail, Michel, 113
 Latour, Bruno, 26
 Laugier, Henri, 112, 115, 118, 119, 120, 121, 122, 161, 255, 256, 257
 Lazar, Philippe, 11
 Le Marec, Joëlle, 29
 Lebeau, André, 11
 Lehmann, Jean-Claude, 11
 Lesourd, Jean-Alain, 92
 Lévy-Leboyer, Maurice, 60, 136
 lexicographique, 33, 71, 72, 89
 libéralisation des échanges, 36, 178, 187, 188, 189, 201
 liberté individuelle, 116, 117, 255
 Lichnerowicz, André, 146, 161, 192
 linguistique pragmatique, 136
 Longchambon, Henri, 112, 118, 119, 121, 159, 243, 245, 255
 Loucheur, Louis, 98

M

Maier, Charles S., 209
 Maingueneau, Dominique, 25
management, 92, 170, 172, 183, 210, 211, 234, 235, 237, 246
Manuel de Frascati, 9, 236, 240, 264, 265, 267, 268, 270, 272, 280
 Marc, Edmond, 137
 marche, 79, 80, 81, 82, 92
 Marczewski, Jean, 57, 58, 60
 Maréchal, André, 112, 225, 261
 Margairaz, Michel, 24, 54
 Marshall, George C., 209
 Martignac, 103
 Martin, Olivier, 153
 Marx, Karl, 56
 Massé, Pierre, 102, 107, 109, 123, 202
 McCloskey, Deirdre N., 26
 McNamara, Robert, 234

médias, 7, 23, 26, 29, 32, 173, 282
 médiatisation, 26, 231
 Mélandri, Pierre, 209
 menace, 36, 76, 150, 151, 157, 167, 170,
 178, 180, 181, 192, 194, 195, 196,
 199, 200, 201, 204, 209, 279
 Mendès France, Pierre, 99, 100, 106,
 111, 118, 120
 Merviel, Sylvie, 12
 mesure, 23, 26, 91, 130, 207, 217, 238,
 239, 240, 255, 258, 261, 264, 265,
 267, 268
 métaphore sportive, 47, 49, 92
 Miller, Peter, 123
 Ministère de l'armement, 241, 242
 Ministère de l'éducation nationale,
 116, 190, 191, 241, 242, 244, 245,
 254, 256
 Ministère de l'industrie, 112, 260
 Ministère de l'instruction publique,
 241, 242, 244
 Ministère de l'instruction publique et
 des Beaux-arts, 241, 242
 Ministère de la défense nationale, 241
 Ministère de la recherche, 22
 Ministère de la recherche et de
 l'espace, 114
 Ministère de la recherche et de la
 technologie, 113
 Ministère des finances, 97, 102
 Mioche, Philippe, 96, 98, 100, 101, 102,
 104, 107, 190
 Missions d'assistance technique, 214
 missions de productivité, 105, 183,
 184, 208, 210, 211, 212, 214, 217,
 225, 235, 237, 269, 280, 299
 Mobilisation scientifique, 116, 118,
 119, 120, 239, 241, 242, 243, 244,
 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251,
 253, 254, 255, 257, 259, 260, 280
 modernisation, 8, 24, 36, 47, 50, 96, 97,
 100, 101, 102, 104, 106, 108, 109,
 112, 122, 124, 136, 137, 145, 158,
 174, 177, 178, 181, 189, 190, 204,
 210, 231, 279, 280, 287
 Monnet, Jean, 8, 95, 96, 98, 100, 101,
 102, 104, 105, 106, 107, 108, 111,
 125, 164
 Monod, Jacques, 146, 161, 192
 Montchrestien, Antoine de, 75, 76
 Montjoie, René, 102

Morelle, Chantal, 120
 Morilhat, Claude, 80
 Morin, Roland, 11, 113
 Mustar, Philippe, 114, 172

N

National Institute for Health, 290
 National Institute of Economic and
 Social Research (UK), 264
 New Deal, 99
 Nievergelt, Bernhard, 11
 Nisbet, Robert, 80
 nominaliste, 30, 31
 Norvège, 198
 Nouvelle rhétorique, 25
 Nowotny, Helga, 154
 NRC (National Research Council –
 Canada), 252
 NRC (National Research Council), 252,
 253
 NSF (National Science Foundation),
 185
 NTIC, 173

O

O'Brien, Patrick, 51
 OCDE, 9, 37, 64, 183, 204, 207, 208, 209,
 210, 213, 218, 219, 220, 221, 222,
 223, 225, 226, 227, 231, 235, 236,
 237, 239, 240, 255, 263, 264, 265,
 266, 267, 268, 270, 271, 272, 280
 OECE, 160, 207, 209, 210, 213, 214, 215,
 235, 264, 301
 Office national des recherches et
 inventions, 244
 Olivesi, Stéphane, 31
 ONÉRA (Office national d'études et de
 recherches aéronautiques), 117, 256
 ONRSII (Office national des recherches
 scientifiques et industrielles et des
 inventions), 241, 244, 245
 ONU (Organisation des nations unies),
 118
 optimisme, 45, 57, 61, 67, 123, 179
 Ortoli, François-Xavier, 102

P

Paillotin, Guy, 114

- Painlevé, Paul, 242
 Palewski, Gaston, 190, 191, 195, 196
 Papon, Pierre, 7, 11, 111, 132, 135
 Pavitt, Keith, 132
 Pays-Bas, 76, 82, 83, 160, 167, 168, 169, 171, 188, 230, 269, 290, 293, 295
 Pearce, Kimber Charles, 59
 Penan, Hervé, 172
 Perelman, Chaïm, 25, 33
 performativité, 136, 137, 138
 performativité compensatoire, 137
 Perriault, Jacques, 32
 Perrin, Jean, 117, 119, 121
 Perrot, Jean-Claude, 238
 personnel scientifique et technique, 35, 141, 145, 146, 158, 160, 226, 246
 pessimisme, 45, 57, 62, 67
 Pestre, Dominique, 154, 155
 Philip, Christian, 173
 philosophie des sciences, 240
 philosophie du progrès, 33, 69, 76, 78, 79, 83, 84
 Picard, Dominique, 137
 Picard, Emmanuelle, 120, 121
 Picard, Jean-François, 119, 120, 122, 243, 244
 Pignarre, Philippe, 37
 Pinault, Michel, 241
 Pinto de Gusmão, Maria Regina, 188
 Plan
 Cinquième Plan, 97, 102, 112, 132, 135, 139, 144, 148, 151, 152, 156, 169, 171, 186, 187, 193, 194, 195, 197, 202, 270, 271, 272, 295
 Deuxième Plan, 102, 108, 110, 112, 132, 134, 145, 158, 179, 287
 Dixième Plan, 103, 113
 Huitième Plan, 103, 113, 144, 170
 Neuvième Plan, 103, 113
 Onzième Plan, 103, 114
 Plan Monnet, 102, 115
 Premier Plan, 102, 110, 112, 115
 Quatrième Plan, 102, 112, 132, 135, 139, 144, 147, 150, 152, 156, 169, 171, 177, 182, 185, 187, 188, 189, 193, 194, 196, 202, 203, 291
 Septième Plan, 103, 113
 Sixième Plan, 102, 113
 Troisième Plan, 102, 112, 132, 145, 146, 148, 155, 158, 167, 179, 182, 257
 Plan Marshall, 96, 105, 183, 209, 210, 212
 planificateurs, 96, 107, 114, 122, 125, 135, 142, 144, 145, 148, 152, 154, 164, 186, 190, 193, 196, 197, 201, 203, 257, 262, 279
 planiste, 99, 100
 Pogorel, Gérard, 107
 Poignant, Raymond, 266
 politique de la recherche, 19, 20, 21, 22, 23, 34, 116, 118, 196, 241, 254, 256, 288, 293, 301
 politique de la science et de la technologie, 34, 36, 174, 204, 207
 politique française de la technologie, 111
 politique nationale de la recherche, 116, 117, 118, 253, 255, 256, 301
 politique scientifique et technologique, 31, 34, 169, 263
 Pologne, 65, 168, 169, 293
 Pompidou, Georges, 190, 191, 233
 Ponte, Maurice, 112
 Porter, Theodore M., 237
 Portugal, 160, 281
 Postal, Patrick, 113
 posture évaluative, 23, 25, 26, 66
 productivité, 45, 58, 61, 63, 64, 65, 91, 95, 96, 104, 105, 125, 150, 155, 183, 184, 185, 186, 195, 208, 210, 211, 212, 213, 215, 217, 220, 221, 223, 235, 287, 295
 programmes de reconstruction, 98
 progrès de la science, 35, 115, 141, 152, 154, 174, 182, 200, 278
Progrès scientifique (revue), 96, 148, 150, 151, 177, 189, 194, 195, 196, 198, 258
 Prost, Antoine, 34, 116, 254, 256
- ## R
- R & D, 113, 139, 148, 169, 172, 185, 186, 195, 196, 198, 201, 218, 220, 221, 222, 240, 261, 262, 267, 268, 271, 280, 295
 Raffarin, Jean-Pierre, 103
 recherche
 recherche appliquée, 115, 121, 122, 138, 139, 144, 148, 149, 158, 160, 185, 194, 195, 213, 214, 215, 217,

- 224, 226, 228, 229, 244, 264, 268, 288, 289, 295, 301
- recherche fondamentale, 115, 116, 121, 144, 146, 148, 150, 151, 156, 158, 161, 162, 163, 185, 186, 195, 196, 213, 215, 217, 222, 225, 226, 227, 228, 229, 268, 277, 288, 289, 292, 293, 299, 301
- recherche industrielle, 148, 196, 208, 213, 214, 215, 216, 236, 253, 260, 299, 300
- recherche privée, 124, 148, 187, 191, 194, 196
- recherche pure, 213, 214
- recherche technique, 148, 194, 195, 213, 260
- Recherche médicale, 144
- réécits d'atténuation, 43, 44, 47, 50, 52, 55, 57, 60, 61, 66, 67
- réécits de renforcement, 43, 47, 52, 57, 60, 66, 67
- reconstruction, 8, 101, 102, 104, 105, 109, 121, 190, 209, 210
- réflexions planificatrices sur la recherche, 35, 36, 114, 122, 123, 124, 125, 129, 130, 131, 132, 134, 137, 139, 141, 142, 144, 145, 152, 178, 179, 182, 187, 272, 278, 283
- réformateurs économiques, 122
- réformateurs scientifiques, 122
- régime géocomparatiste, 36
- régimes de normativité, 35, 36, 141, 152, 154, 155, 159, 169, 173, 174, 278
- règle administrative, 36, 107, 153, 278
- répertoire, 252, 257, 260
- Résistance, 100, 118, 119
- retard de transposition, 172
- retard géocomparatiste, 170
- retard lié à l'interdépendance, 155
- retard lié à la comparaison géographique, 163
- retard lié à la règle administrative, 171
- retard lié au progrès de la science pour lui-même, 153
- retard technologique de l'Europe, 198, 218
- révision, 24, 45, 53, 57
- révisionniste, 24, 42, 46, 51, 57, 61, 63
- Révolution industrielle, 41, 48, 49, 50, 55, 56
- rhétorique, 7, 8, 23, 25, 26, 29, 32, 33, 34, 35, 37, 69, 74, 77, 88, 93, 95, 129, 130, 139, 144, 148, 150, 151, 152, 153, 173, 174, 177, 181, 182, 271, 276, 277, 278
- rhétorique de l'insuffisance et du changement, 33, 34, 35, 69, 74, 77, 93, 95, 129, 130, 139, 276, 277
- Ricœur, Paul, 27
- Rioux, Jean-Pierre, 120
- Ripert, Jean, 102, 103
- Robson, Keith, 237
- Rose, Nicolas, 123
- Rostow, Walter W., 58, 59
- Roth, Françoise, 198, 231, 232, 233
- Rouban, Luc, 111
- Rousseau, Jean-Jacques, 78
- Roussel, Yves, 242
- Roussio, Henri, 107
- Royal, Ségolène, 21
- Royaume-Uni, 41, 46, 48, 49, 50, 51, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 64, 76, 81, 82, 83, 92, 135, 136, 159, 160, 167, 168, 169, 170, 171, 186, 189, 197, 224, 226, 230, 252, 264, 269, 281, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 301
- Russie — Voir URSS

S

- Saint-Paul, Raymond, 183, 184, 185, 186
- Salomon, Jean-Jacques, 11, 111, 132, 154, 198, 218
- Salomon-Bayet, Claire, 11
- Sarkozy, Nicolas, 21
- Schaeffer, Jean-Marie, 41, 137
- Schméder, Geneviève, 11
- Schumpeter, Joseph A., 45, 53, 75, 80
- science moderne, 36, 152, 155, 157, 179, 278
- Sciences de l'information et de la communication, 31
- secteur de pointe, 143, 147, 148, 150, 151, 173, 192, 196, 197, 201, 291
- Senhaji, Omar, 113
- Servan-Schreiber, Jean-Jacques, 198, 231, 232, 233, 234, 235
- Sevin, Jacques, 113
- Siècle des lumières, 78, 84
- Siritzky, Serge, 198, 231, 232, 233

situations de communication, 33, 34, 276
 Soula, Camille, 115, 256
 Spengler, Oswald, 30
 Spoutnik, 184, 199
 Spurk, Jan, 44, 65, 164
 Staropoli, André, 11, 113
 statistique, 26, 37, 64, 105, 160, 237, 238, 239, 240, 241, 253, 254, 257, 261, 263, 264, 265, 268, 269, 270, 272, 280, 282, 293
 Stoffaes, Christian, 211, 212
 Straus, André, 24, 57
 STS (Science, technologie, société), 11, 29, 31
 Suède, 160, 167, 232, 281
 Suisse, 160, 168, 169, 171, 197, 290, 291
 Suleiman, Ezra N., 24, 60
 Supple, Barry, 136
 Svennilson, Ingvar, 266

T

take-off, 58, 59, 60
 Tardieu, André, 99
 tardophilie, 33, 43, 44, 47, 67, 95, 235, 275
 tardophobie, 33, 43, 45, 46, 54, 55, 67, 95, 275
 Tchécoslovaquie, 168, 169, 293
 technology gap, 92
 technosciences, 110, 116, 237
 Tenzer, Nicolas, 22
 thématiques, 142, 173
 Thévenot, Laurent, 240
 Thomas, Albert, 98
 Thomas, Nicholas, 163, 164
 Traité de Rome, 188, 191
 Trebilcock, Clive, 68, 136

Trente glorieuses, 45, 46, 57, 63, 135
 Troisième Conférence ministérielle sur la science des pays de l'OCDE, 218
 Truman, Harry S., 100
 Turgot, Anne Robert Jacques, 69, 79, 80, 81, 82, 83, 84

U

UE (Union européenne), 104, 172, 173
 Union rationaliste, 119
 unité du développement, 44
 Université, 7, 45, 98, 102, 111, 113, 161, 162, 164, 190, 199, 217, 222, 227, 288, 299, 300
 URSS, 92, 159, 160, 167, 168, 169, 170, 232, 269, 289, 293

V

Vassy, Serge, 31
 Véron, Éliséo, 32
 Vincent, André, 105
 Vincent, L.-A., 105
 Volle, Michel, 282

W

Web, 281, 282

Y

Young, Alison, 240, 269

Z

Zay, Jean, 119

Comment le retard vient aux Français

Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité 1940-1970

Peut-on faire du « retard français » un objet des sciences sociales ? Oui, à la condition de s'attacher au discours sur le retard et de délaissier la posture évaluative qui conduit soit à la « tardophilie » soit à la « tardophobie » .



Julie Bouchard

enseigne les Sciences de l'information et de la communication à l'Iut de Montreuil-Université de Paris VIII. Chercheur associé au Laboratoire « Communication et politique » (Cnrs), elle a consacré sa thèse à l'analyse du discours sur le retard dans la politique de la science et de la technologie en France. Ses travaux portent sur la communication, l'analyse des discours et des représentations dans le champ de la science et de la technologie au cours du dernier demi-siècle.

Depuis le XVIII^e siècle, le discours sur le retard, lié à l'idéologie du progrès, a envahi l'espace public en devenant une rhétorique de l'insuffisance et du changement. L'analyse de cette rhétorique en action permet de rendre compte des multiples significations qui lui sont attachées, des croyances et des représentations associées et de ses évolutions dans le temps.

L'analyse du corpus des rapports de la planification des années 1950-1960 en matière de science et de technologie montre comment ce discours a été un élément de la politique scientifique et technologique. Les retards sont définis à travers quatre grands « régimes de normativité » : celui fondé sur l'idée du progrès de la science pour lui-même ; celui fondé sur l'idée d'une interdépendance entre les disciplines scientifiques ou entre la science et la société ; celui fondé sur la comparaison géographique et, enfin, celui fondé sur l'objectif administratif ou managérial. Constatant au cours du dernier demi-siècle la montée en puissance du régime de la « géocomparaison », ce phénomène est expliqué par les représentations des élites, l'institutionnalisation de la comparaison internationale et la mise en place d'un dispositif intellectuel qui la sert : les statistiques sur la science et la technologie.



« Allez Virgile ! »,
Marie Babey, 1989.
<http://marie.babey.book.picturetank.com/>
Maquette Nicolas Delargillière.

23 €



F 110789

ISBN : 978-2-7574-0032-6

ISSN : 1960-3509



9 782757 400326